

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 11 JUIN 1913.

Projet de loi apportant des modifications aux lois
sur les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de timbre et de succession.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi apportant diverses modifications et certains compléments aux lois sur les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de timbre et de succession.

A. — Droits d'enregistrement.

Donations entre vifs.

La législation actuelle assujettit au droit de 4.40 % les donations entre vifs de biens immeubles en ligne directe, et au droit de 6.90 % les donations entre vifs de biens immeubles entre collatéraux ou personnes non parentes; ces droits sont réduits, le premier à 0.65 % et le second à 3.40 %, si la donation a pour objet des biens meubles (loi du 22 frimaire, an VII, art. 69, § 6, 1^o, et § 8, 1^o; loi du 1^{er} juillet 1869, art. 5; loi du 28 juillet 1879, art. 1^{er}).

L'article premier du projet de loi met le tarif applicable aux donations entre vifs en harmonie avec celui qui sera ultérieurement proposé pour le droit de succession (art. 44, 45 et 46) et, par le fait, supprime toute distinction, à cet égard, entre les donations immobilières et les donations mobilières.

« La donation, dit très bien un auteur, est plutôt un phénomène économique qu'un acte juridique; il y a « donation », toutes les fois qu'il y a

H

» enrichissement gratuit, procuré intentionnellement par une personne à
 » une autre. » (PLANIOL, *Traité de droit civil*, 5^e édition, t. III, n° 2,504.)
 Or, de ce point de vue, la similitude est complète entre la donation et le legs;
 on ne voit aucune raison pour que la donation entre vifs soit traitée, sous le
 rapport fiscal, plus ou moins favorablement que la donation testamentaire; on
 n'en voit pas davantage, qu'il s'agisse d'un don ou d'un legs, pour que le
 taux du droit diffère suivant que la libéralité a pour objet des immeubles ou
 des valeurs mobilières.

Aussi, la législation de presque tous les pays applique-t-elle le même
 tarif à ces diverses transmissions. Il en est ainsi, notamment, en France
 (lois du 25 février 1901 et du 8 avril 1901), en Italie (loi du 23 jan-
 vier 1902), en Espagne (lois du 2 avril 1900 et du 31 décembre 1905),
 en Allemagne (loi du 3 juin 1906).

L'article proposé fait, du même coup, disparaître l'antinomie résultant
 de ce que, sous l'empire de la législation actuelle, les *dons* faits à certains
 établissements publics sont exonérés de tout droit de mutation (arrêtés des
 15 brumaire et 7-17 pluviôse an XII; décret du 18 février 1809, art. 14;
 loi du 30 décembre 1809, art. 84; loi du 6 novembre 1813, art. 67),
 alors que, depuis la loi du 27 décembre 1817, les *legs* faits à ces mêmes
 établissements sont soumis au plus haut droit de succession (fr. 13.80 %).
 Dorénavant, un même droit fixé à 10 % frappera les dons et les legs faits
 en faveur de l'enseignement, de la charité et des cultes.

Ouvertures de crédit.

La loi du 24 mars 1873 soumet les actes portant ouverture de crédit
 sur hypothèque ou sur gage à un droit de fr. 0 65 %, exigible au moment
 de l'enregistrement de l'acte, et elle ordonne que, en cas de réalisation totale
 ou partielle du crédit, la perception soit complétée à concurrence des droits
 exigibles d'après les lois existantes.

Ce régime fiscal n'est, au fond, que la consécration d'une notion suivant
 laquelle l'ouverture de crédit constitue un prêt sous condition suspensive.

Cette notion a été repoussée par la doctrine et la jurisprudence; la loi
 du 15 avril 1889, modifiant l'article 80 de la loi hypothécaire, l'a défini-
 tivement écartée.

En droit civil, l'ouverture de crédit apparaît comme un contrat spécial,
sui generis, par lequel une personne — le créancier — prend l'engagement
actuel de se livrer, pendant un certain temps, à l'une ou à l'autre opération
 de son commerce ou de son industrie au profit d'une autre personne — le
 crédité — qui, de son côté, prend l'engagement aussi *actuel* d'indemniser
 le premier, à l'expiration du contrat, des suites de l'exécution de sa
 promesse.

Dans cette conception, il n'y a aucune raison pour que l'ouverture de
 crédit ne soit pas frappée, dès sa formation, d'un droit particulier, propor-
 tionné au crédit ouvert et couvrant tous les faits d'exécution postérieurs :

avances de fonds, acceptations de traites, escomptes ou avals d'effets de commerce, souscription de billets, livraison de marchandises, etc.

L'article 3 du projet statue en ce sens.

Étant donné l'effet utile du contrat d'ouverture de crédit, dont l'exécution comporte généralement une série d'opérations d'une importance pécuniaire dépassant considérablement, au total, le montant du crédit, on serait fondé à le frapper d'un droit assez élevé.

Mais il faut tenir compte des grands services que ce genre de convention rend au commerce et à l'industrie.

Cela étant, et vu l'analogie qui existe, en fait, entre l'ouverture de crédit et un prêt dans lequel les fonds empruntés resteraient déposés entre les mains du prêteur, à la disposition de l'emprunteur, le Gouvernement estime qu'il n'y a pas lieu de soumettre les ouvertures de crédit à un droit plus élevé que celui qui est établi d'une manière générale pour les obligations de sommes (1.40 ‰).

La réforme proposée aura ce double avantage de réprimer l'abus qui consiste à dissimuler de véritables prêts sous les apparences d'une ouverture de crédit, et de faire disparaître l'inégalité résultant de ce que, sous le régime actuel, la preuve de la réalisation du crédit ne peut être faite par l'administration que fort accidentellement et, dans beaucoup de cas, d'une manière juridiquement incomplète malgré la certitude du fait.

Actes de société.

Le projet établit pour les actes de société un régime fiscal analogue à celui qui a été consacré par la loi du 15 mai 1905 pour les actes de partage : il substitue au simple droit fixe (actuellement 7 francs) établi par la loi du 22 frimaire an VII, un léger droit proportionnel (0.50 ‰) à percevoir sur la valeur brute des apports.

Cette perception écarte l'exigibilité : a) des droits ordinaires de transmission actuellement perçus sur les apports à titre onéreux, c'est-à-dire sur les apports en retour desquels un équivalent autre qu'une part dans les bénéfices est stipulé à charge de la société au profit de l'apporteur ou de ses créanciers; b) des droits auxquels donnent lieu, sous l'empire de la législation actuelle, les clauses du contrat social ayant trait aux relations de la société avec ses gérants, administrateurs ou commissaires, et au versement prescrit, pour la constitution des sociétés anonymes, par l'article 29 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le nouveau droit a la même cause, le même caractère et est soumis aux mêmes règles d'exigibilité que le droit fixe établi par l'article 3 de loi du 22 frimaire an VII pour les actes qui ne contiennent aucune transmission de biens, sommes ou valeurs : c'est un droit d'acte, non un droit de mutation.

La tarification nouvelle laisse intactes les exemptions accordées par des lois spéciales en faveur de certaines catégories de sociétés, notamment les sociétés coopératives (loi du 2 juillet 1875, art. 2), les sociétés d'habitations ouvrières (lois des 9 août 1889, art. 12 et 13, et 30 juillet 1892, art. 1^{er}) et les sociétés mutualistes (loi du 23 juin 1894, art. 8).

Les dispositions de l'article 6 constituent des mesures préventives de la fraude.

Il est de doctrine et de jurisprudence que lorsqu'un immeuble a fait l'objet d'un apport dans une société constitutive d'une individualité juridique, tout associé peut en devenir ultérieurement propriétaire, soit par l'achat des actions ou parts d'intérêts de ses coassociés, soit par la voie d'un partage du fonds social, sans encourir le droit proportionnel établi pour les transmissions de biens immeubles.

L'expérience a démontré que le Trésor a tout à craindre d'une doctrine qui permet par la création de sociétés fictives, d'éluder ainsi le paiement des droits de mutation.

Une disposition spéciale s'imposait donc.

Dans cet ordre d'idées, le projet distingue suivant que la société constituée est une société de personnes ou une société de capitaux.

S'agit-il d'une société de personnes, elle sera envisagée, pour l'application de la loi fiscale, comme constitutive d'une simple communauté; les associés seront considérés comme ayant un droit de copropriété dans les biens composant le fonds social; en cas de cession par les associés à l'un d'entre eux de leurs parts d'intérêts, le contrat sera réputé avoir pour objet des droits indivis et sera soumis, le cas échéant, au droit proportionnel établi pour les ventes, par application de l'article 4 de la loi du 15 mai 1905.

S'agit-il d'une société par actions, l'être moral sera tenu pour propriétaire des biens communs; les associés seront considérés comme n'ayant dans leur patrimoine qu'une action purement mobilière; mais la propriété des immeubles dépendant de la société ne pourra jamais passer dans le patrimoine personnel d'un actionnaire, de quelque manière que l'acquisition s'opère, sans paiement du droit de mutation.

Baux sous seing privé.

Sous l'empire de la législation actuelle, les baux sous seing privé de biens immeubles situés en Belgique doivent être enregistrés dans les trois mois de leur date si l'acte a été passé dans le pays, et dans le délai de six, douze ou vingt-quatre mois s'il a été passé dans un autre pays d'Europe, en Amérique, en Asie ou en Afrique (loi du 22 frimaire an VII, art. 22).

Le droit auquel les baux sont assujettis est de 0.20 % si la durée du bail est inférieure à vingt-sept ans, et de 0.40 % s'il s'agit d'un bail de vingt-sept ans ou plus, d'un bail à vie ou à durée illimitée (loi du 6 août 1887).

D'autre part, la jurisprudence est fixée en ce sens que l'administration est obligée, pour exiger le paiement du droit, non seulement d'établir l'existence du contrat de bail, mais encore de prouver qu'il a été rédigé par écrit; et, cette preuve, l'administration ne peut la faire que par des actes révélant l'existence d'un bail écrit.

Personne n'ignore que les baux sous seing privé sont très-rarement enregistrés. En réalité, ils n'acquittent l'impôt que lorsqu'il en est fait usage par acte public ou lorsqu'ils sont produits en justice, les articles 41 et 42 de la loi du 22 frimaire an VII imposant aux officiers et fonctionnaires publics l'obligation de soumettre les actes sous seing privé à l'enregistrement avant d'en faire usage dans leurs propres actes (comp. art. 47 de la même loi). Et encore, lorsque l'exécution d'un bail donne lieu à une signification par exploit d'huissier, à une ordonnance judiciaire, trouve-t-on souvent le moyen de cacher l'existence du bail écrit en parlant, dans les actes de procédure, d'une « convention verbale », même quand les clauses et les termes du contrat sont discutés.

Il y a là un abus auquel il importe de mettre fin; car, indépendamment de la perception de l'impôt sur les contrats en question, il y a grand intérêt, pour différents motifs, à ce que l'administration en ait connaissance.

On concevrait que le législateur établît des sanctions plus rigoureuses que l'amende du double droit, prononcée actuellement (loi du 22 frimaire an VII, art. 38). Mais il est fort douteux que pareille mesure permette d'atteindre le résultat souhaité.

Il y a mieux à faire, semble-t-il.

Les deux raisons principales pour lesquelles les baux sous seing privé ne sont pas enregistrés, c'est que le droit, bien que modique, est généralement considéré comme trop élevé et, en outre, que l'administration n'a pas à sa disposition les moyens nécessaires pour faire respecter la loi.

Cela étant, les mesures à prendre semblent être les suivantes : réduction du droit à un taux minimum et attribution au fisc de moyens d'action qui empêchent l'évasion de la matière imposable.

Les articles 7 à 14 du projet disposent dans ce sens.

Les articles 7 et 8 substituent au droit proportionnel actuellement dû, un droit *gradué* d'après l'importance des loyers ou fermages : le droit minimum sera de fr. 0,50, le droit maximum de 3 francs.

Il est entendu que ce droit couvre le cautionnement qui, sous l'empire de la législation actuelle, est assujéti à un droit particulier égal à la moitié du droit dû sur le bail lui-même (loi du 6 août 1887, art. 3).

Le bénéfice de ces dispositions est subordonné à la condition expresse que le bail soit enregistré dans le délai légal; passé ce délai, le droit proportionnel sera exigible sur le pied de la loi du 6 août 1887.

Il est entendu que les dispositions proposées ne sont applicables qu'aux actes sous seing privé ou passés à l'étranger, à l'exclusion des actes authentiques et des actes sous seing privé reconnus devant notaire.

L'article 9 du projet pose en présomption légale *juris et de jure* que la conclusion d'un bail est suivie de la passation d'un acte, ce qui, généralement, est conforme à la réalité des choses.

Mais cette présomption n'opérera que lorsqu'il s'agira d'un bail consenti pour une année ou davantage. Elle ne sera donc pas applicable aux locations de maisons ouvrières, d'appartements, de quartiers, lesquelles, presque toujours, sont faites au mois.

Enfin, pour assurer l'exécution des dispositions proposées, l'article 10 donne à l'administration le droit d'établir l'existence de la matière imposable par tous les modes de preuve du droit commun, à l'exception du serment décisoire.

L'enregistrement des baux, même au tarif gradué, procurera par lui-même une ressource qui ne doit pas être négligée. Mais son influence se fera surtout sentir sur le produit des droits de succession et des droits de mutation entre vifs à titre gratuit et à titre onéreux, en ce sens que l'administration puisera dans les baux enregistrés des éléments qui lui permettront de déterminer avec plus de certitude la valeur des propriétés immobilières et ainsi de réprimer des fraudes qui causent au Trésor un préjudice considérable.

Opérations de bourse.

La loi du 22 frimaire an VII a rangé parmi les choses sujettes au droit proportionnel d'enregistrement les transmissions de valeurs mobilières aussi bien que les mouvements civils de la fortune immobilière. C'est ce qui résulte, d'une part, de l'article 4, qui pose le principe de l'exigibilité de l'impôt proportionnel sur tous les mouvements de valeurs, sans distinction, et, d'autre part, de l'article 69, qui règle la fixation du droit et où l'on trouve la tarification de divers titres et contrats ayant pour objet des biens meubles ou des biens immeubles.

Mais dans l'organisation de la perception des droits, la législation actuelle traite fort différemment les opérations juridiques ayant des meubles pour objet et celles qui sont relatives à des immeubles.

A l'égard de celles-ci, le paiement de l'impôt est absolument obligatoire. Que la mutation soit constatée par acte authentique, ou bien que l'instrument soit un acte sous signature privée, ou bien encore — s'il s'agit d'une transmission de propriété ou d'usufruit — que la mutation se soit opérée sans acte, dans tous les cas, l'impôt doit être acquitté dans un délai de rigueur.

Vis-à-vis des transmissions mobilières, au contraire, le législateur ne s'est occupé d'exiger le paiement des droits que dans une mesure très restreinte.

Si les opérations ou conventions mobilières font l'objet d'actes authentiques, elles subissent nécessairement l'impôt par le fait que ces actes doivent être enregistrés dans un délai déterminé (art. 7, 20, 33 à 37 de la loi de frimaire). Mais si les mêmes opérations ou conventions sont constatées par

des actes sous seing privé, ceux-ci ne sont point assujettis à l'enregistrement dans un délai de rigueur : ils ne doivent obligatoirement y être soumis que s'il en est « fait usage soit par acte public, soit en justice, ou devant toute autre autorité constituée » (art. 23 de la même loi). Quant aux conventions verbales, elles sont affranchies de l'impôt d'une façon absolue.

Mettant à part les prêts et les ouvertures de crédit sur hypothèque, qui comportent le ministère d'un notaire, — les ventes publiques d'objets mobiliers, de récoltes, de coupes de bois, de marchandises, lesquelles ne peuvent avoir lieu qu'à l'intervention d'un officier ou fonctionnaire public, les billets à ordre protestés, qui doivent être enregistrés conjointement avec les actes de protêt, — on peut dire que l'immense quantité des transactions mobilières est exempte, en fait, des droits d'enregistrement, de par l'organisation légale elle-même.

Ce régime fiscal pouvait se concevoir à l'époque où la législature issue de la Révolution établissait ou régularisait les droits d'enregistrement, attendu qu'à cette époque les valeurs mobilières ne constituaient qu'une très faible portion de la fortune publique et que l'immeuble était pour ainsi dire le seul bien qui valût d'être considéré.

Depuis ce temps reculé, peu à peu d'abord, puis à une allure de plus en plus rapide, s'est formée, répandue, généralisée, une nouvelle richesse mobilière puisée dans le commerce et l'industrie.

Le moment est venu de faire contribuer davantage cette richesse aux nécessités croissantes des services publics.

Dans cet ordre d'idées, on est choqué de constater que les opérations ayant pour objet l'achat et la vente de valeurs de bourse, bien qu'elles emportent transmission de propriété, ne sont pas frappées du droit proportionnel d'enregistrement.

Cette immunité absolue en faveur d'une catégorie innombrable de conventions ayant rapport à une portion énorme de la richesse publique apparaît de nos jours comme injustifiable.

Les dispositions des articles 12 à 28 du projet ont pour but de mettre fin à ce régime d'exception.

L'article 12 frappe d'un droit proportionnel d'enregistrement toute opération faite sur valeurs de bourse.

Le fait générateur de l'impôt, c'est la négociation, l'achat et la vente, sans égard à l'époque fixée pour l'exécution du marché.

La disposition atteint les actions et obligations de sociétés et compagnies quelconques, les titres de rente ou d'emprunt, bons du Trésor, bons de caisse ou autres effets publics et, généralement, les fonds publics de toute nature, quelle que soit leur origine (titres belges ou étrangers), quel que soit leur mode de transmissibilité (titres nominatifs ou au porteur), qu'ils soient admis ou non à la cote officielle.

Une condition essentielle de l'exigibilité du droit, c'est que l'opération ait été traitée par l'entremise d'un professionnel, c'est-à-dire d'une personne qui fait le commerce de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse. Par suite, les opérations privées, c'est-à-dire celles qui se passent entre deux particuliers, en dehors de l'intervention d'un professionnel, ne sont pas imposables.

Pour tomber sous l'application de la loi, il n'est pas nécessaire qu'une personne fasse de la réception et de l'exécution des ordres de bourse l'objet exclusif ou même principal de ses opérations; il suffit qu'elle se livre habituellement à ce commerce.

Le projet n'établit aucune distinction, quant au principe d'exigibilité du droit, entre les opérations au comptant et les opérations à terme, entre celles qui sont faites à la bourse et celles qui sont traitées hors bourse.

L'impôt est dû même si un professionnel, traitant avec un simple particulier, fait pour son propre compte la contre-partie de la vente ou de l'achat effectué par cette personne.

Quant au marché à prime, il n'est sujet au droit que s'il est consolidé par celui des contractants qui avait la faculté de ne pas l'exécuter.

L'exigibilité du droit est subordonnée à la passation *dans le pays* de l'opération de vente ou d'achat. Les marchés faits à l'étranger ne sont pas soumis à l'impôt. Mais dès là que l'opération a été passée dans le pays, elle est frappée du droit, même si elle a été traitée par un professionnel habitant à l'étranger.

Il va de soi que le prêt sur nantissement ne rentre pas dans les prévisions du projet.

La nature juridique de l'opération désignée sous le nom de « report » n'a jamais été nettement déterminée. Tandis que la jurisprudence incline à y voir une opération qui consiste en un achat et une revente *simultanés* de titres de même nature à des *termes différents*, certains auteurs, au contraire, soutiennent que le report doit être envisagé comme un prêt avec nantissement, déguisé sous la forme d'une vente. (Cons. BASTINÉ, *Code de la Bourse*, nos 99 et suiv.; *Pand. belg.*, v° Report (contrat de), nos 30 et suiv., 62^{bis} et suiv.)

Le projet coupe court aux difficultés que peut faire naître, sous l'empire de cette controverse, l'interprétation des conventions de l'espèce : il les exempte expressément du droit (art. 14).

L'article 13 décide que le droit établi est applicable, non pas à l'ensemble de la négociation, mais à chacun des éléments dont elle se compose. En d'autres termes, il est dû un droit pour l'achat et un droit pour la vente.

L'article 14 fixe le taux du droit à 2 centimes par 100 francs, sans fraction. La modicité de ce tarif garantit qu'il n'apportera aucune entrave aux opérations de bourse.

Le même article réduit le droit à moitié (4 centime par 100 francs) pour certains titres qui méritent faveur et qui, d'ailleurs, jouissent de l'exemption du droit de timbre.

Le droit établi par l'article 14 est calculé distinctement sur chaque opération, même dans le cas où plusieurs opérations relatives à des titres divers ou de même nature auraient eu lieu le même jour, à des cours différents ou non, pour le compte d'une seule et même personne (art. 15).

Aux termes de l'article 16, c'est le prix de vente ou d'achat qui sert de base à la liquidation de l'impôt. Lorsque le prix de la négociation comprend des intérêts ou dividendes courus depuis l'échéance du dernier coupon, aucune déduction n'est opérée, de ce chef, pour le calcul du droit. Il s'agit, généralement, de sommes peu importantes. Inversement, aucune addition ne doit être effectuée lorsque le prix du marché ne comprend pas les arrérages dont il s'agit.

La perception des droits s'effectue au vu d'un relevé remis, tous les quinze jours, au fonctionnaire compétent par les professionnels, relevé indiquant les opérations qu'ils ont faites pendant la quinzaine écoulée. Il est à remarquer que ce relevé ne doit pas indiquer les noms des personnes pour lesquelles les professionnels ont instrumenté; il suffit qu'il mentionne le nom de l'intermédiaire qui a fait la contre-partie de chaque opération. De cette façon, vis-à-vis de l'administration, les opérations conserveront un caractère impersonnel, et, d'autre part, les documents de perception pourront être contrôlés l'un par l'autre, au moins dans une assez grande mesure.

Le projet renferme diverses dispositions ayant pour but d'assurer le recouvrement de l'impôt. Il impose l'obligation :

1° A quiconque entreprend le commerce de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse, de le déclarer à l'administration préalablement à l'entrée en exercice de la profession ;

2° Aux commissions des bourses de commerce, de faire parvenir périodiquement au Ministre des Finances une liste des agents de change qui ont été admis à fréquenter le parquet et les salles de liquidation de la bourse.

Ces dispositions se justifient par la nécessité pour l'administration de connaître tous les professionnels d'opération de bourse.

Le projet soumet ceux-ci à l'obligation de communiquer, sans déplacement, leurs livres, registres et documents de comptabilité aux fonctionnaires de l'enregistrement qui auront reçu mission spéciale à cette fin.

Cette mesure s'impose si l'on veut assurer sérieusement la perception du droit ; sans elle, l'obligation de remettre au bureau de l'enregistrement le relevé des opérations serait sans efficacité réelle. De même que, pour assurer l'enregistrement des actes des officiers publics, l'administration possède le droit d'investigation dans leurs études et peut se faire représenter à tout instant leurs répertoires et la collection de leurs minutes, il est rationnel et

nécessaire qu'elle ait le moyen de vérifier l'exactitude des relevés remis par les agents de change par l'examen des livres et documents dans lesquels on puisse découvrir éventuellement les opérations non déclarées à l'impôt.

On ne saurait objecter que cette vérification violerait le principe du secret professionnel que les agents de change se doivent d'observer. Les notaires et les autres officiers publics sont également assujettis au secret professionnel; et, cependant, le législateur n'a pas estimé que ce devoir fût incompatible avec l'obligation de faire enregistrer leurs actes et de communiquer leurs minutes et leurs répertoires aux fonctionnaires de l'enregistrement. Or, les négociations de bourse n'engagent pas des intérêts d'une nature autre que ceux qui font la matière des conventions authentiques: ventes, emprunts, ouvertures de crédit, partages, contrats de mariage, donations et testaments, inventaires, etc. Tous ces actes passent et repassent en mains des fonctionnaires pour la perception des droits, pour le contrôle, pour l'instruction des affaires contentieuses, sans que personne s'en offusque, sans qu'on se plaigne jamais de ce que le secret des affaires privées et de famille aurait été trahi.

Au surplus, le contrôle dont il s'agit ici ne sera pas laissé à la discrétion des fonctionnaires: ils ne pourront se livrer à des vérifications dans les livres des agents de change qu'en vertu d'une décision spéciale du Ministre des Finances.

L'article 26 du projet fixe à cinq ans la prescription pour le recouvrement des droits et amendes. Ce délai n'a rien d'excessif: il importe que le temps requis pour prescrire soit d'assez longue durée, car le défaut de déclaration d'une opération plus ou moins importante, ou d'une série d'opérations faites pour une personne déterminée, peut se révéler longtemps après.

B. — Droits d'hypothèque.

1. — DROIT D'INSCRIPTION.

En droit civil, le contrat qui constitue l'hypothèque, et le droit d'hypothèque lui-même se distinguent du contrat constitutif de la créance garantie et de l'obligation à l'acquittement de laquelle les immeubles sont affectés.

Notre législation fiscale actuelle méconnaît cette notion, savoir: la loi du 21 ventôse an VII, en établissant un droit sur l'inscription des « créances »; la loi du 6 messidor suivant, en suspendant l'exigibilité de ce droit lorsque l'hypothèque s'attache à une créance éventuelle; la loi du 24 mars 1873, en subordonnant la perception d'une partie de l'impôt à la réalisation de l'ouverture de crédit.

Juridiquement, ce n'est pas la créance garantie, mais bien l'hypothèque, qui fait l'objet de l'inscription; ce n'est, dès lors, ni l'existence ni la nature de cette créance qui sont à considérer pour la perception du droit d'inscription; c'est le fait qu'une inscription a été prise pour assurer *hic et nunc* au

uérant, à concurrence de telle ou de telle somme, les effets juridiques ne hypothèque.

De là, l'article 29 du projet de loi.

II. — DROIT DE TRANSCRIPTION.

Donations entre vifs.

L'article 30 du projet de loi exempte du droit de transcription les actes tant donation entre vifs de biens immeubles.

C'est la conséquence logique de l'assimilation établie par l'article premier entre les donations et les successions.

Apports en société.

Le Gouvernement propose de soumettre au droit ordinaire de transcription (25 %) les apports de biens immeubles en société.

En droit civil, toute mise en société d'un immeuble a pour effet d'en transférer la propriété. Si la société constitue une personne morale, c'est cette personne, distincte des associés, qui devient propriétaire du bien ; le contrat de société n'engendre pas un être moral, l'aliénation est faite au profit de tous les associés, qui acquièrent ainsi la copropriété indivise de l'immeuble apporté.

Il serait, dès lors, d'une logique rigoureuse de frapper les apports en société du droit proportionnel d'enregistrement établi pour les transmissions titre onéreux (5.50 % s'il s'agit d'immeubles). Cependant la loi du 2 frimaire an VII a exonéré les apports de cet impôt de mutation, et l'article 4 du présent projet maintient le régime de faveur en se bornant à appliquer l'acte de société d'un droit d'enregistrement de 0.50 %.

Les immunités fiscales doivent s'arrêter là. Le fait est que la transcription au bureau des hypothèques a pour résultat de consolider, vis-à-vis des tiers, le droit de propriété de l'être moral ou des associés réunis : il y a là un service particulier rendu par l'État, à raison duquel une contribution spéciale est absolument justifiée.

Un droit de 1.50 % est perçu du même chef, en France, sur les actes de société constatant un apport immobilier (loi du 13 avril 1911, art. 8).

C. — Droits de timbre.

Quittances.

Le code du 25 mars 1891 soumet au droit de timbre de dimension de fr. 0.25 les quittances de sommes supérieures à 10 francs.

Le produit de cet impôt est presque nul ; à part les débiteurs de l'État, presque personne n'acquiesce le droit.

La violation générale et systématique de la loi est due en grande partie à deux causes : d'une part, dans son taux unique, le droit est trop élevé; d'autre part, il y a une difficulté pratique résultant de ce que les intéressés n'ont pas la faculté de faire usage d'un timbre mobile.

Pour ces motifs, l'administration en est venue, depuis longtemps, à fermer les yeux sur d'innombrables contraventions qu'elle est dans le cas d'apercevoir, et à user d'une indulgence excessive lorsqu'elle est effectivement saisie d'une contravention.

Dans le dessein d'assurer le respect de la loi, le projet réduit le droit à fr. 0.10 et autorise l'emploi d'un timbre adhésif.

La législation existante ne renferme aucune disposition formelle déterminant la personne qui est tenue au paiement du droit et de l'amende à raison d'une quittance écrite sur papier non timbré. Le dernier alinéa de l'article proposé comble cette lacune.

Chèques, etc.

Les chèques, les bons ou mandats de virement, les accreditifs, les ordres de banque à ordre et, généralement, tous les titres à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles sont actuellement exemptés du droit de timbre (art. 62, 87°, de la loi du 23 mars 1891).

Ces titres méritent faveur, assurément; mais l'exemption totale est excessive, étant donné que la généralité des actes et écrits formant preuve littérale des obligations civiles ou commerciales sont passibles de l'impôt, — que les effets de commerce, notamment, sont frappés d'un droit proportionnel dont le minimum est de 10 centimes (tarif général 50 ‰) — et que les titres des moindres contrats, faits sous signature privée, encourent un droit de 50 centimes au moins (droit gradué suivant la dimension du papier).

En France, en Hollande, en Angleterre, en Allemagne, ailleurs encore, les chèques et autres titres similaires sont sujets au timbre.

Le projet leur impose un droit fixe très modéré : 10 centimes, quel que soit le montant de l'effet.

Contrats d'assurance.

Les polices d'assurance sont expressément soumises au timbre de dimension par l'article 9, 23°, du code de 1891. Mais il est notoire que le droit est systématiquement éludé; et comme l'administration n'est pas armée pour la preuve, les milliers de contrats d'assurance qui se passent chaque année, contrats d'une si haute importance, jouissent, en fait, d'un privilège injustifiable.

Afin d'assurer l'exécution de la loi, l'article 34 du projet pose en présomption légale que la conclusion d'un contrat d'assurance est suivie de la rédaction d'une police; cette présomption est en harmonie avec la réalité des choses (loi du 14 juin 1874, art. 25).

En outre, la disposition nouvelle frappe d'une peine sévère la compagnie d'assurance, qui a l'initiative dans la rédaction de la police et ne peut prétexter d'ignorance.

Titres étrangers.

Dans le système consacré par la législation en vigueur, les actions ou obligations au porteur et les effets publics venant de l'étranger sont soumis au timbre lorsqu'il en est « fait usage » en Belgique (Code du timbre, art. 15).

En fait, l'usage par acte authentique ou en justice permet seul d'exiger le timbrage ; or, pareil fait public étant excessivement rare, on peut affirmer que, dans la réalité, les titres étrangers circulent en Belgique et y sont couramment l'objet de négociations à l'abri de l'impôt du timbre.

Il y a là, entre les valeurs belges et les valeurs étrangères, une inégalité de régime contre laquelle on a souvent protesté.

Le projet multiplie les faits déterminant la déduction de l'impôt ; il fixe le tarif d'une façon plus rationnelle ; il étend les moyens dont dispose l'administration pour prouver l'existence de la matière imposable.

Les articles 35, 36 et 37 rattachent l'exigibilité du droit à divers signes révélateurs de l'existence ou de la circulation des titres en Belgique, savoir : la détention par un habitant du royaume ; l'émission, la mise en souscription, la négociation ou l'exposition en vente et le service financier des titres dans le pays.

Les articles 39 à 42 règlent le mode de perception et la tarification.

A la différence des valeurs belges dont le titre seul est frappé de l'impôt, le projet soumet les valeurs étrangères à un droit sur le titre et à un droit sur la feuille de coupons ; toutefois, ce dernier droit n'est dû que dans deux cas : si la feuille de coupons vient à être renouvelée ou si elle est valable pour une durée excédant vingt ans. C'est le régime consacré en Allemagne par la loi du 15 juillet 1909, avec cette différence que, dans ce pays, la durée de validité de la feuille de coupons est limitée à dix ans.

Le taux du droit dû sur le titre est fixé à 2 % ; il est égal à celui qui est perçu en France et en Italie sur les titres étrangers ; il est inférieur à celui dont la plupart des titres sont frappés en Allemagne (3 marks %).

Afin de ne pas écarter de nos marchés les fonds des États étrangers, le Gouvernement a pensé qu'il convenait de créer pour ces titres un régime de faveur : ils ne seront frappés que du demi-droit.

Les combinaisons du crédit public ont donné naissance à des titres d'obligation où l'on rencontre l'intervention simultanée d'une société étrangère et d'un gouvernement étranger, associés dans une même entreprise.

L'article 42 veut que ces titres soient considérés comme émis par la société du moment que celle-ci est directement tenue des charges.

Le projet n'innove pas quant à la liquidation du droit. Comme actuellement (Code du timbre, art. 14, dernier alinéa), c'est, en principe, la valeur nominale qui servira de base à la perception du droit de timbre dû sur le titre et, le cas échéant, sur la feuille de coupons.

Disposition générale.

Pour assurer le recouvrement du droit de timbre, en dehors de la sphère des actes publics, des affaires judiciaires, etc., l'administration ne dispose jusqu'à présent que de moyens de preuve très limités. Dorénavant, elle pourra établir l'existence de la matière imposable par tous les moyens de droit commun, y compris la preuve testimoniale, à l'exception, toutefois, du serment litisdécisoire.

On remarquera que la nouvelle disposition est applicable non seulement aux titres étrangers, mais encore à tous les autres actes ou écrits ; elle permettra, notamment, d'assurer l'exécution de la loi sur le timbre en ce qui concerne les quittances et les polices d'assurance.

D. — Droit de succession.

Les droits dus sur les transmissions par décès apparaissent dans notre législation sous trois modalités différentes :

1° Le *droit de succession* proprement dit, assis sur l'actif tout entier, atteignant donc les biens meubles et effets mobiliers quelconques, à l'égal des biens immeubles, le tout sauf déduction de la généralité des dettes passives ;

2° Le *droit de mutation par décès*, dû sur les immeubles situés dans le pays délaissés par un non-habitant, par une personne dont le domicile était à l'étranger ;

3° Le *droit de mutation en ligne directe*, établi seulement sur les immeubles situés dans le pays et sur les créances hypothéquées dans le pays également, sauf déduction des dettes hypothéquées sur les immeubles imposés.

Le présent projet ne touche pas au droit de mutation en ligne directe.

En ce qui concerne le droit de mutation par décès, il établit un tarif nouveau, mis en harmonie avec celui du droit de succession.

Quant au droit de succession, le projet relève d'un dixième environ les taux actuels et renferme diverses dispositions destinées principalement à assurer la perception de l'impôt sur les biens meubles.

Le droit de succession est, pourrait-on dire, l'impôt par excellence, parce

qu'il est prélevé sur la richesse obtenue gratuitement, sans travail, par celui qui hérite.

La loi du 27 décembre 1817, s'inspirant d'une notion fort juste, a gradué le taux du droit d'après le degré de parenté, établissant un tarif de plus en plus élevé à mesure que l'héritage s'éloigne de la ligne directe, de l'ordre naturel, normal, de la transmission des biens au sein de la famille.

Dans le même ordre d'idées, l'héritier collatéral qui reçoit, par testament, quelque chose en sus de sa part légale, paie, sur cet excédent, un droit plus fort que celui dû sur ce qui lui revenait naturellement.

Voici, en abrégé, quelle est l'échelle actuelle des droits pour ce qui est recueilli en vertu de la vocation légale :

Entre frères et sœurs.	fr. 6.80 %
Entre oncle et neveu, grand-oncle et petit-neveu, etc. . .	fr. 8.20 %

Le taux est de 13.80 % sur ce qui est recueilli par les collatéraux de ces degrés au delà de leur part légale, sur ce qui est recueilli entre parents plus éloignés (cousins, etc.), soit en vertu de la loi, soit par testament, ainsi que sur ce qui est légué à des non-parents, y compris les administrations et établissements publics : provinces, communes, hospices, fabriques d'église, etc.

Le projet porte le tarif aux chiffres suivants :

de 6.80 à 7.50 %.
de 8.20 à 9.00 %.
de 13.80 à 15.00 %.

Le conjoint survivant ne paie que le modique droit de mutation en ligne directe s'il existe des enfants communs : 1.40 % pour ce qu'il recueille en propriété et 0.70 % pour ce qu'il recueille en usufruit seulement. Il ne paie non plus que 0.70 % pour ce qu'il recueille en usufruit ou en rente viagère, si la succession est échue aux enfants nés d'un précédent mariage du conjoint décédé.

Le projet laisse subsister le tarif établi pour le conjoint survivant, dans ces cas, comme il laisse intact le régime des descendants eux-mêmes.

Lorsque la succession est échue en partie à des parents collatéraux ou à des non-parents, et en partie à l'époux survivant, celui-ci paie 5.50 % sur ce qu'il recueille en propriété, soit en vertu de la loi, soit par testament ou donation à cause de mort, soit par l'effet d'une disposition aléatoire de son contrat de mariage. Le conjoint survivant paie encore 5.50 % s'il recueille toute la succession comme légataire universel.

Le projet réduit le droit à 2 % sur la part en usufruit ou en rente viagère recueillie par l'époux dans la succession de son conjoint, dans la limite tracée par la loi du 20 novembre 1896. Pour le surplus, le droit dû par le conjoint est porté à 6 %.

Entre grand-oncle ou grand'tante et petit-neveu ou petite-nièce, le taux est actuellement de 8.20 %₀, comme entre oncle ou tante et neveu ou nièce. Or, en vertu du principe qui a présidé à la graduation du tarif, il est logique de faire une différence entre ces deux degrés; c'est pourquoi le projet élève le taux à 10.50 %₀ entre grand-oncle ou grand'tante et petit-neveu ou petite-nièce.

La législation actuelle assimile, quant au tarif, l'adoptant à l'oncle et l'adopté au neveu. Disposant dans le même ordre d'idées, le projet assimile les descendants de l'adopté aux petits-neveux.

Le taux maximum est porté de 13.80 %₀ à 15 %₀.

Comme il est dit plus haut, le maximum actuel s'applique, entre autres, aux legs faits aux administrations et établissements publics. Sur ce point, l'article 46 du projet réalise un dégrèvement: il abaisse le droit à 40 %₀ en faveur des provinces et des communes, pour autant qu'il s'agisse de libéralités affectées à l'enseignement ou à l'assistance, comme aussi en faveur des autres personnes morales désignées.

*
* * *

Nous avons rappelé plus haut que le droit de succession est établi sur tout l'actif, sur les biens meubles et effets mobiliers de toute espèce comme sur les immeubles. Mais combien la réalité est loin de la volonté parfaite-ment juste du législateur, en ce qui concerne la fortune mobilière!

Tous les jours, chacun le sait, la loi est violée sciemment, par l'omis-sion, dans la déclaration des successions collatérales, d'une quantité de valeurs mobilières qui, envisagée dans l'ensemble, est incommensurable.

La vigilance de l'administration est hors cause. Le reproche doit être adressé à la législation, qui n'assure point par des dispositions efficaces la perception de l'impôt sur les valeurs mobilières. Il en résulte que notre taxe successorale a, du fait de son application, deux vices capitaux. Elle est anti-économique, en ce qu'elle rompt l'équilibre dans la répartition des charges fiscales, entre la richesse immobilière, qui ne peut échapper à la taxe, et la richesse mobilière, qui n'y est soumise que fortuitement. Elle est inique et fait échec au principe constitutionnel de l'égalité de tous devant l'impôt, en ce qu'elle n'atteint, à raison des valeurs mobilières, parmi ceux qui possèdent la matière imposable, que les mineurs, les incapables, dont la loi civile sauve-garde les intérêts par des prescriptions rendant la fraude impossible, et les rares citoyens auxquels une conscience particulièrement délicate interdit d'éluder l'impôt par le moyen de déclarations mensongères.

Le projet de loi tend à faire disparaître ces vices, selon le vœu souvent émis au sein des Chambres législatives, par les mesures suivantes :

1° Perception du droit de succession sur les valeurs données par le défunt dans les trois années précédant le décès, si la donation n'a pas fait l'objet d'un acte enregistré (art. 49);

2° Inadmissibilité au passif, en déduction de l'actif imposable, des obligations de sommes déguisant une libéralité sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux, si elles n'ont pas donné lieu à la perception du droit d'enregistrement établi pour les donations (art. 54);

3° Affirmation solennelle de la sincérité de la déclaration de succession (art. 54);

4° Doublement des amendes encourues pour fausse déclaration, et interdiction d'en accorder remise, s'il est établi par l'administration que la contravention a été commise de mauvaise foi (art. 59);

5° Défense à l'administration de la Trésorerie et de la Dette publique, aux provinces, aux communes, aux établissements publics et aux sociétés, d'opérer, après le décès du titulaire, le transfert ou la conversion d'une inscription ou d'un titre nominatif, sans la production préalable d'un certificat de non-opposition délivré par le receveur du droit de succession (art. 60).

6° Injonction aux provinces, aux communes, aux établissements publics, à toutes associations, compagnies ou sociétés, aux banquiers, aux agents de change, aux officiers publics ou ministériels, aux loueurs de coffres-forts, de fournir à l'administration la liste des objets, titres, sommes ou valeurs dont ils seraient détenteurs ou débiteurs, à quelque titre que ce soit, avant d'en opérer la remise, le paiement ou le transfert au profit des héritiers du titulaire (art. 61 et 62);

7° Droit d'investigation des préposés de l'administration chez les assureurs, aux fins de contrôler la déclaration des objets mobiliers assurés et de rechercher l'existence de capitaux assurés sur la vie (art. 66);

8° Enfin, substitution de la prescription de vingt ans à la prescription actuelle, pour la demande du droit et de l'amende à raison des omissions et des insuffisances qui ne sont pas susceptibles d'être établies au moyen d'une présomption légale ou par la voie d'une expertise (art. 63).

Reprenons et justifions de plus près chacune de ces mesures :

1° Perception de l'impôt sur les valeurs données par le défunt dans les trois années précédant le décès, si la donation n'a pas fait l'objet d'un acte enregistré.

Cette mesure est la première qui s'impose, si l'on veut voir entrer dans les faits la perception du droit de succession sur les valeurs mobilières.

Aux termes de l'article 893 du Code civil, on ne peut disposer de ses biens à titre gratuit que par donation entre vifs ou par testament.

Les considérations qui légitiment l'établissement d'un impôt sur les donations testamentaires sont, de tous points, applicables aux donations entre vifs. Il y a, de part et d'autre, une transmission de propriété s'opérant sous la protection des lois civiles; de part et d'autre, pour le bénéficiaire, un enrichissement, un accroissement de fortune obtenu gratuitement sans travail.

De fait, sous l'empire de notre législation actuelle, la donation testamentaire donne ouverture à un impôt : le droit de succession. Les donations entre vifs sont également frappées d'un droit : le droit d'enregistrement; mais celui-ci n'est exigible que si la donation est constatée par un acte soumis à la formalité.

Ce droit d'enregistrement est perçu lorsque la donation a pour objet des immeubles ou des meubles incorporels, — des créances hypothécaires, par exemple, — parce qu'alors la loi civile subordonne la validité de l'opération à la rédaction d'un acte authentique et que les actes authentiques sont assujettis à l'enregistrement dans un délai de rigueur.

Que si la donation a pour objet des meubles corporels, du numéraire, des titres au porteur, elles se fait généralement sans acte; ou bien, si un acte est dressé, c'est un acte sous seing privé que les parties s'abstiennent de présenter à l'enregistrement, formalité qui, en l'occurrence, n'est pas obligatoire.

Il s'ensuit qu'en fait les dons manuels échappent à la perception de tout impôt. Un millionnaire peut donner son portefeuille à ses héritiers présomptifs ou à des étrangers sans qu'aucun droit puisse être réclamé, la donation eût-elle été faite *in extremis*, dans le dessein d'éviter la perception du droit de succession.

Ce millionnaire répugne peut-être à se dépouiller absolument de son vivant. Il fait alors inscrire ses actions, ses rentes sur l'État, son compte en banque, à son nom pour l'usufruit, et, pour la nue-propriété, au nom de ceux qu'il entend gratifier. Nul impôt exigible, ni de son vivant, ni à son décès. En vain, l'administration prouve-t-elle, par des actes et des faits établissant de solides présomptions, que le défunt, dans les dernières années, voire dans les dernières heures de sa vie, possédait en numéraire, en titres au porteur, un capital plus ou moins considérable, dont aucune circonstance ne peut normalement expliquer la disparition au jour du décès; elle voit, le plus souvent, sa demande repoussée par le motif que le défunt *a pu* disposer de ses biens de la main à la main et que cette simple possibilité suffit à énerver les présomptions d'omission invoquées par le fisc (Bruxelles, app. 24 janvier 1907; Liège, app. 18 juin 1912).

L'article 49 du projet de loi tend à proscrire les collusions. Il dit aux citoyens : Disposez de vos biens par donation entre vifs; dépouillez-vous avant votre décès; c'est votre droit, je n'y mets nul obstacle; mais j'exige, pour lors, que la donation soit constatée par acte et que cet acte soit soumis à la formalité de l'enregistrement, sinon les valeurs données seront censées exister dans votre patrimoine pour la perception des droits de succession.

Objectera-t-on que c'est là obliger indirectement les parties à payer les droits d'enregistrement pour les dons manuels? Tel sera le résultat, en effet; mais, comme nous venons de le dire, il n'y a point de raison pour que les donations de valeurs mobilières échappent à l'impôt établi sur les transmissions entre vifs.

La disposition proposée se justifie donc à tous les points de vue; par

modération, l'application en est limitée aux libéralités faites dans les trois années précédant le décès, à l'exemple de la loi anglaise du 29 avril 1910.

2° Inadmissibilité au passif, en déduction de l'actif imposable, des obligations de sommes déguisant une libéralité sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux, si elles n'ont pas donné lieu à la perception du droit d'enregistrement établi pour les donations.

L'expérience a appris qu'afin de diminuer l'actif sujet à l'impôt, les héritiers produisent parfois des reconnaissances de dettes souscrites par le défunt, sans mention de cause ou avec l'indication d'une fausse cause, et qui déguisent une donation au profit du créancier.

La validité des donations déguisées sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux, et spécialement d'une reconnaissance de dette sous seing privé, étant unanimement admise par la doctrine et la jurisprudence, il s'ensuit que l'administration, à laquelle on oppose pareille reconnaissance de dette, est enue de les admettre dans la liquidation de l'impôt de succession.

Afin de prévenir cette fraude, l'article 54 décide que les obligations de sommes déguisant une libéralité, sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux, ne sont admissibles en déduction de l'actif imposable que si elles ont été assujetties au droit d'enregistrement établi pour les donations.

Il va de soi qu'il incombera à l'administration, le cas échéant, de prouver que la reconnaissance de dette invoquée est une donation déguisée.

3° Affirmation solennelle de la sincérité de la déclaration de succession.

Un moyen parfois préconisé en vue d'assurer la perception sur les valeurs mobilières est l'attribution à l'État du droit de requérir l'apposition des scellés et l'inventaire.

Pareille mesure, sans parler de son caractère vexatoire et inquisitorial, du trouble qu'elle jetterait dans les familles, n'aurait pas l'efficacité qu'en attendent ses promoteurs. « Elle serait ou bien inutile, ou bien illusoire », disait très bien M. Galopin, professeur à l'Université de Liège, dans son discours rectoral de 1893.

« Inutile, dans l'hypothèse assez rare de quelque conflit entre les » diverses personnes appelées à la succession par la loi ou par la volonté » du défunt. En pareil cas, l'intérêt civil de chacun des intéressés est une » garantie suffisante de l'intérêt fiscal de l'État; les scellés et l'inventaire » sont toujours requis par l'un ou l'autre des prétendants.

» Illusoire, dans l'hypothèse si commune d'un accord entre tous les suc- » cessibles, en vue de frauder l'impôt. Leur première préoccupation, leur » premier soin, dès l'instant du décès, ne serait-il pas, le plus souvent, de » s'emparer de tous les titres et papiers du défunt, pour les mettre à l'abri » des investigations du fisc? Quelquefois même, ne verrait-on pas des mou- » rants s'entendre avec leurs héritiers pour que ceux-ci puissent échapper

- « à tout contrôle des agents de l'État ? L'apposition des scellés à la requête
- « du lise ne serait opérée d'ordinaire que lorsqu'il serait trop tard. »

En réalité, la déclaration détaillée prescrite par la loi pour la perception du droit de succession doit être un véritable inventaire, et c'est un devoir imposé aux citoyens par le respect de la loi de dresser cet inventaire avec sincérité, comme doit être dressé en toute loyauté l'inventaire ordonné par les lois civiles dans l'intérêt des héritiers, des légataires, des créanciers, etc.

C'est pourquoi l'article 54 du projet exige que l'héritier affirme « sur son honneur et sa conscience » (comp. Code d'instruction criminelle, art. 348) la sincérité de sa déclaration.

4° Doublement des amendes encourues pour fausse déclaration, et interdiction de toute remise, si la contravention est commise de mauvaise foi.

L'insuffisance de notre législation actuelle, au point de vue de la répression de la fraude, a pour effet de créer des inégalités criantes : inégalité entre ceux qui recueillent des valeurs dont l'existence est notoire — immeubles, créances hypothécaires — et ceux qui recueillent des valeurs de portefeuille; inégalité, parmi ceux qui recueillent ces dernières valeurs, entre les mineurs, les incapables et les héritiers maîtres de leurs droits.

Le projet veut toucher ces derniers par la formalité de l'affirmation, et, pour faire œuvre complète, il punit l'affirmation fausse en attachant une peine particulièrement rigoureuse à la fraude consciente, délibérément commise. En vertu de l'article 59, l'amende encourue pour déclaration inexacte ou incomplète sera égale au double ou au quadruple du droit fraudé, selon l'espèce des biens omis ou insuffisamment déclarés (lois des 27 décembre 1817, art. 15, et 17 décembre 1851, art. 17), lorsqu'il sera établi que la contravention a été commise de mauvaise foi, et le Gouvernement ne pourra en accorder remise totale ou partielle.

5° et 6°. Défense à l'administration de la Trésorerie et de la Dette publique, aux provinces, aux communes, aux établissements publics et aux sociétés d'opérer, après le décès du titulaire, le transfert ou la conversion d'une inscription ou d'un titre nominatif sans la production préalable d'un certificat de non-opposition délivré par le receveur du droit de succession; injonction aux provinces, aux communes, aux établissements publics, aux sociétés, aux banquiers, aux agents de change, aux officiers publics ou ministériels, aux loueurs de coffres-forts, de fournir à l'administration la liste des objets, titres, sommes ou valeurs dont ils seraient détenteurs ou débiteurs, à quelque titre que ce soit, avant d'en opérer la remise, le paiement ou le transfert au profit des héritiers du titulaire.

Ces dispositions se justifient d'elles-mêmes. Elles tendent plus spécialement à assurer la perception du droit sur les titres nominatifs et les titres au porteur, qui représentent, de nos jours, une portion de plus en plus considérable de la richesse publique. Les mesures proposées ne s'adressent,

en règle, qu'aux personnes morales et, d'autre part, aux particuliers que leur profession met en rapport avec le public. Elles sont conçues de façon à ne pas frapper d'indisponibilité les valeurs héréditaires; les devoirs qu'elles imposent sont fort aisés à remplir : ils sont de nature à contrarier la fraude, mais ne peuvent contrarier que cela. (Comp. loi française du 25 février 1901, art. 15, et du 31 mars 1903, art. 7; loi italienne du 28 mai 1897, art. 111 et 112, et règlement du 23 décembre 1897, art. 24 à 27.)

7° Droit d'investigation chez les assureurs.

L'article 66 donne à l'administration le droit de se faire communiquer par les assureurs les polices et autres documents qu'ils ont en leur possession, afin de contrôler les estimations, faites dans les déclarations de succession, des effets mobiliers assurés, comme aussi de rechercher les capitaux assurés sur la vie que l'article 50 du projet soumet au droit de succession.

La disposition proposée permettra également à l'administration de s'assurer de l'exécution de la loi sur le timbre en ce qui concerne les polices d'assurance (art. 34 du projet).

Ce droit de contrôle n'a rien que de très légitime. Il existe déjà, dans notre pays, en matière de patente des sociétés par actions (lois des 22 janvier 1849 et 29 mars 1906) et il existe en France relativement à la matière dont nous nous occupons ici (lois des 5 juin 1850, 23 août 1871 et 21 juin 1875).

8° Substitution de la prescription de vingt ans à la prescription actuelle pour la demande du droit et de l'amende à raison des omissions et des insuffisances qui ne sont pas susceptibles d'être établies au moyen d'une présomption légale ou par la voie de l'expertise.

La prescription actuelle, en matière de droit de succession, est de cinq ans au plus. C'est bien lorsqu'il s'agit d'omissions ou d'insuffisances que l'administration peut normalement constater dans ce délai et à l'égard desquelles son inaction serait inexcusable. Telles, les omissions de biens dont la propriété dans le chef du défunt est établie par des titres, les insuffisances d'évaluation susceptibles d'être établies par la voie de l'expertise (loi du 17 décembre 1851, art. 18 et 19). Mais c'est manifestement insuffisant lorsqu'il s'agit de contraventions dont l'administration ne peut établir l'existence qu'au moyen de présomptions graves, précises et concordantes, présomptions qu'elle ne trouve le plus souvent que dans des faits survenus postérieurement au décès. Telles, les omissions de numéraire, de valeurs au porteur.

Les mesures aujourd'hui proposées contre la fraude seraient bien peu efficaces, si l'action fiscale devait s'exercer, à peine de déchéance, dans les cinq ans à partir du décès; leur effet préventif serait bien faible si les contrevenants devaient, après ce délai, être à l'abri de toutes poursuites. Il importe essentiellement, à peine de manquer le but, que la prescription soit

d'assez longue durée. En droit commun, les actions ne se prescrivent que par trente ans (Code civil, art. 2262); le délai de vingt ans n'a certes rien d'excessif.

Telles sont les raisons et la portée des mesures proposées qui tendent à la répression de la fraude en matière de droit de succession.

Ces mesures ont ces deux traits caractéristiques : d'une part, elles se rattachent théoriquement à des mesures analogues prises par la législation civile pour la sauvegarde des intérêts privés; d'autre part, elles n'ont absolument rien de tracassier, de vexatoire, d'inquisitorial. Seulement, il doit être entendu que chacune d'elles, prise isolément, serait impuissante à atteindre le but; leur concours est la condition *sine qua non* de leur efficacité.

ART. 50.

L'assurance sur la vie contractée au profit d'un tiers déterminé constitue une stipulation pour autrui régie par l'article 1121 du Code civil. Dès lors, les effets du contrat se réalisant, le capital assuré est obtenu directement par le bénéficiaire en vertu d'un droit propre né dans son chef, vis-à-vis de l'assureur, à l'instant de la stipulation. En droit civil, il n'y a donc pas transmission du stipulant au bénéficiaire, à titre d'héritage.

Mais le Gouvernement, s'inspirant de la législation française (loi du 21 juin 1875, art. 6), estime qu'il y a lieu de déroger à cette notion de droit civil, considérant, d'une part, le caractère de gratuité qu'offrent, en général, les conventions dont il s'agit, et, d'autre part, la subordination de leurs effets à la condition du prédécès de l'auteur de la stipulation. Envisagée au point de vue fiscal, celle-ci offre la plus grande analogie avec un legs particulier.

En conséquence, l'article 50 du projet assujettit au droit de succession, d'une manière générale, les sommes ou valeurs qu'un tiers nommément désigné est appelé à recevoir à titre gratuit, au décès du stipulant, en vertu d'un contrat d'assurance.

Notre législation fiscale présente un exemple adéquat de pareille dérogation au droit civil : l'article 7 de la loi du 17 décembre 1851 assujettit au droit de succession ce que l'époux survivant obtient dans la communauté, en plus de la moitié, en vertu d'une clause aléatoire de son contrat de mariage.

ART. 52 et 56.

Ces articles substituent au régime actuel, en ce qui concerne les délais pour le dépôt de la déclaration de succession et le paiement des droits, un régime plus simple et plus rationnel.

D'après les lois existantes, le délai pour le dépôt de la déclaration est de six, huit, douze ou vingt-quatre mois à partir du décès, suivant que ce décès

a eu lieu dans le royaume, dans toute autre partie de l'Europe, en Amérique, en Afrique ou en Asie ; les délais de huit, douze et vingt-quatre mois sont réduits à six mois, à dater du jour de la prise de possession, si cette prise de possession a lieu avant que le dernier semestre du délai ait commencé à courir (loi de 1847, art. 9).

Pendant six semaines, à partir du dépôt de la déclaration, les héritiers sont admis à la rectifier en plus ou en moins, par une déclaration supplémentaire, sans qu'il puisse être exigé aucune amende (loi de 1851, art. 17).

Le droit et, le cas échéant, les amendes doivent être acquittés dans les trois mois à compter du jour de l'expiration des six semaines; à défaut de paiement dans le délai prescrit, les sommes dues et les intérêts moratoires sont réclamés par voie de contrainte; une amende égale au dixième des droits dus est encourue, si le paiement n'est pas effectué dans les quinze jours de la notification de la contrainte (loi de 1854, art. 21).

Sous ce régime, il est devenu d'usage assez courant de déposer dans le délai légal une déclaration telle quelle, fort incomplète, et de la rectifier dans les six semaines qui suivent. Cette pratique n'est plus compatible avec un système dans lequel la déclaration doit, à peine d'être considérée comme non avenue, être certifiée sincère et complète; de fait, il n'y a aucune raison pour que les déclarants ne fassent pas d'emblée œuvre sérieuse et définitive.

C'est pourquoi l'article 52 du projet de loi supprime le délai de rectification, mais augmente d'un mois le délai fixé pour la déclaration, lorsque le décès est survenu en Belgique, c'est-à-dire dans les cas les plus usuels.

Il s'ensuit une modification à l'article 21 de la loi de 1854, qui prend l'expiration du délai de rectification comme point de départ du délai accordé pour le paiement du droit. En fixant ce dernier délai à un certain nombre de mois à partir du décès, et en faisant, s'il y a lieu, courir de plein droit les intérêts moratoires du jour où le paiement aurait dû être effectué, l'article 56 assure mieux que la législation actuelle l'égalité de tous devant l'impôt.

ART. 57.

Cette disposition se justifie par le fait que, dans l'hypothèse, les héritiers n'ont pas le droit de s'immiscer dans les affaires de la communauté.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de timbre et de succession.

Wetsontwerp brengende wijzigingen in de wetten betreffende de rechten van registratie, van hypotheek, van zegel en van successie.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Ministre des Finances :

CHAPITRE I^{er}.

Droits d'enregistrement.

SECTION I.

Modifications au tarif. — Dispositions diverses.

ARTICLE PREMIER.

Le taux du droit d'enregistrement est fixé, pour les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles, ainsi qu'il suit, savoir :

A 1.40 %, pour les donations en ligne directe, y compris les partages d'ascendants faits par acte entre vifs, et pour les donations entre époux ayant des enfants ou descendants communs;

A 6 %, pour les donations entre époux sans enfants ni descendants communs;

A 7.50 % pour les donations entre frères et sœurs;

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam door Onzen Minister van Financiën aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

HOOFDSTUK I.

Registratierechten.

AFDEELING I.

Wijzigingen in het tarief. — Verschillende bepalingen.

ARTIKEL EÉN.

Voor de schenkingen onder de levenden van roerende of onroerende goederen wordt het bedrag van het registratierecht vastgesteld als volgt, te weten :

Op 1.40 % voor de schenkingen in de rechte lijn, daarin begrepen de verdeelingen van bloedverwanten in de opgaande linie gedaan bij akte onder de levenden, en voor de schenkingen tussen echtgenooten welke gemeene kinderen of afstammelingen hebben;

Op 6 % voor de schenkingen tussen echtgenooten zonder gemeene kinderen noch afstammelingen;

Op 7.50 % voor de schenkingen tussen broeders en zusters;

A 9 %, pour les donations entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, et pour celles entre un adoptant et l'adopté;

A 10.50 %, pour les donations entre grands-oncles ou grand'tantes et petits-neveux ou petites nièces, et pour celles entre un adoptant et les descendants de l'adopté;

A 15 %, pour toutes les autres donations.

Les droits sont réduits de moitié pour les donations faites par contrat de mariage aux futurs.

Sont enregistrables *gratis* les donations faites à l'État.

ART. 2.

Le droit est fixé à 10 % pour les donations faites aux provinces et aux communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance, et pour les donations faites au hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux monts-de-piété, aux commissions provinciales de bourses d'études, aux universités jouissant de la personification civile, aux séminaires, aux fabriques d'église, aux consistoires et aux synagogues.

ART. 3.

Les ouvertures de crédit sont tarifées au droit établi pour les obligations de sommes dérivant du prêt, et les cessions d'ouverture de crédit au droit établi pour les cessions de créances. Le droit est perçu, au moment de l'enregistrement de l'acte, sur le montant du crédit ouvert, augmenté, le cas échéant, du montant ou de la valeur des prestations stipulées au profit du cédant.

Op 9 % voor de schenkingen tusschen ooms of moeien en neven of nichten, en voor die tusschen eenen aannemende en het aangenomen kind;

Op 10.50 % voor de schenkingen tusschen oudooms of oudmoeien en nanieven of nanichten, en voor die tusschen eenen aannemende en de afstammelingen van het aangenomen kind;

Op 15 % voor al de andere schenkingen.

De rechten worden verminderd tot de helft voor de schenkingen bij huwelijkscontract aan de aanstaande echtgenooten gedaan.

Worden *kosteloos* geregistreerd de schenkingen aan den Staat gedaan.

ART. 2.

Het recht wordt gesteld op 10 % voor de schenkingen aan de provinciën en aan de gemeenten gedaan met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot werken van onderstand, en voor de schenkingen gedaan aan de godshuizen, aan de weldadigheidsbureellen, aan de bergen van barmhartigheid, aan de provinciale commissiën voor studiebeurzen, aan de hoogeschoolen die de rechtspersoonlijkheid genieten, aan de seminariën, aan de kerkfabrieken, aan de consistoriën en aan de synagogen.

ART. 3.

De kredietopeningen worden belast met het recht vastgesteld voor de schuldbekentenissen van sommen voortvloeiende uit de leening, en de afstanden van kredietopeningen met het recht vastgesteld voor de afstanden van schuldvorderingen. Het recht wordt geheven, dadelijk bij de registratie der akte, op het bedrag van het geopende krediet, desgevallende vermeerderd met het bedrag of met de waarde der ten voordeele van den overlater bedongen uitkeeringen.

ART. 4.

Sont assujettis à un droit d'enregistrement de 0.50 %₀, sauf les exemptions existantes en faveur de certaines sociétés, les actes portant :

- a) Constitution d'une société civile ou commerciale;
- b) Adhésion de nouveaux associés ou modification des statuts d'une société antérieure, avec augmentation du capital social;
- c) Prorogation de société.

Le droit est perçu : dans le cas du littéra *a*, sur le montant total des apports faits en argent ou autrement, sans distraction des charges; dans le cas du littéra *b*, sur le montant de l'augmentation; dans le cas du littéra *c*, sur le montant du capital social au jour de la prorogation de la société, augmenté, le cas échéant, des apports nouveaux constatés dans l'acte de prorogation.

Le droit ainsi liquidé exclut la perception de tout autre droit à raison des dispositions concernant soit les engagements contractés par la société envers les associés en retour de leurs apports, soit les conventions entre la société et les gérants, administrateurs ou commissaires, soit le versement prescrit par la loi commerciale pour la constitution de sociétés anonymes.

Le droit est dû sur l'expédition, la copie ou l'extrait des actes passés en pays étranger, lorsque la minute ou l'original n'a pas été enregistré dans le pays.

ART. 4.

Behoudens de vrijstellingen bestaande ten behoeve van zekere vennootschappen, worden aan een registratierecht van 0.50 %₀ onderworpen, de akten houdende :

- a) Oprichting van eene burgerlijke- of handelsvennootschap;
- b) Toetreding van nieuwe vennoten of wijziging der statuten van eene vroegere vennootschap, met verhooging van het maatschappelijk kapitaal;
- c) Verlenging van vennootschap.

Het recht wordt geheven : in 't geval van littera *a*, op het geheele bedrag van de inbrengsten in geld of anderszins zonder altrek der lasten ; in 't geval van littera *b*, op het bedrag der verhooging ; in 't geval van littera *c*, op het geheele bedrag van het maatschappelijk kapitaal op den dag der verlenging der vennootschap, desvoorkomende, met daarbij te voegen de nieuwe inbrengsten welke uit de akte van verlenging der vennootschap blijken.

Het in dier voege verevend recht sluit de heffing uit van alle andere recht wegens de bepalingen betreffende, hetzij de verbintenissen door de vennootschap aangegaan jegens de vennoten in vergelding van hunne inbrengsten, hetzij de overeenkomsten tusschen de vennootschap en de zaakvoerders, beheerders of commissarissen, hetzij de door de handelswet voorgeschreven storting tot het oprichten van naamlooze vennootschappen.

Het recht is verschuldigd op het afschrift, de kopie of het uittreksel der akten in het buitenland verleden, wanneer de minuut of het oorspronkelijk stuk in het land niet geregistreerd werd.

ART. 5.

La valeur imposable est déterminée, pour la liquidation du droit établi par l'article précédent, par la valeur conventionnelle des biens, telle qu'elle résulte des stipulations de l'acte.

La valeur conventionnelle des apports ayant pour objet des choses autres que du numéraire ou des biens en nature, est déterminée par comparaison avec les apports ayant pour objet du numéraire ou des biens en nature, en égard aux parts respectives des apportants dans les bénéfices.

Si les stipulations de l'acte ne permettent pas de déterminer la valeur conventionnelle des apports, il y est suppléé par une déclaration estimative, conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

Sont rendues applicables à la matière, pour la constatation de la valeur des biens immeubles, les dispositions existantes relatives à l'expertise, dans le cas où la base imposable, déterminée comme il est dit ci-dessus, n'atteindrait pas la valeur calculée sur le revenu cadastral au moyen du multiplicateur officiel conformément à l'article 3 de la loi du 17 décembre 1851.

ART. 6.

Sont considérés comme appartenant personnellement et indivisément aux associés, pour la perception des droits d'enregistrement et de transcription, les biens dépendant des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple.

ART. 5.

De belastbare waarde wordt bepaald, voor de vereffening van het door het vorig artikel gestelde recht, door de conventioneele waarde der goederen, zooals zij uit de bedingen van de akte blijkt.

De conventioneele waarde der inbrengsten, welke andere zaken dan geldspeciën of goederen in natura tot onderwerp hebben, wordt bepaald door vergelijking met de inbrengsten welke geldspeciën of goederen in natura tot onderwerp hebben, met inachtneming van de wederzijdsche aandeelen der inbrengers in de winsten.

Indien de bepalingen van de akte niet toelaten de conventioneele waarde der inbrengsten te bepalen, wordt daarin voorzien door eene begrootende aangifte, in overeenstemming met artikel 16 der wet van 22 Frimaire jaar VII.

Worden ter zake toepasselijk gemaakt voor het vaststellen van de waarde der onroerende goederen, de bestaande bepalingen betreffende het deskundig onderzoek, in 't geval dat de belastbare grondslag, vastgesteld zooals hierboven vermeld is, de waarde niet bereiken zou, berekend volgens het kadastraal inkomen met behulp van den officieelen vermenigvuldiger overeenkomstig artikel 3 der wet van 17 December 1851.

ART. 6.

Voor het heffen der registratie- en overschrijvingsrechten, worden als persoonlijk en onverdeeld aan de vennoten toebehoorende aanzien, de goederen welke van de vennootschappen onder gemeenschappelijken naam en van de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting afhangen.

L'acquisition, par un ou plusieurs associés, de biens immeubles provenant d'une société par actions, donne ouverture, de quelque manière qu'elle s'opère, au droit établi pour les transmissions immobilières à titre onéreux.

Art. 7.

Les droits proportionnels d'enregistrement établis par les articles 1, 2 et 3 de la loi du 6 août 1887 sur les baux de biens immeubles et sur les cautionnements qui s'y rapportent, sont remplacés par un droit gradué pour les baux constatés par actes sous seing privé ou passés en pays étranger, si ces actes sont enregistrés dans le délai fixé par les lois existantes, sauf exigibilité des droits proportionnels dans le cas où les actes seraient reconnus devant notaire.

Art. 8.

Le taux du droit gradué est fixé ainsi qu'il suit :

A fr. 0.50 si le prix annuel du bail, y compris les charges annuelles imposées au preneur, ne dépasse pas 500 francs :

A 1 franc si le prix et les charges dépassent 500 francs sans excéder 2,000 francs ;

A 2 francs si le prix et les charges dépassent 2,000 francs sans excéder 10,000 francs ;

A 3 francs si le prix et les charges dépassent 10,000 francs.

S'il est stipulé pour une ou plusieurs années un prix différent de celui des autres années, il est formé un total du prix de toutes les années, y compris les

Het verkrijgen, door een of meer vennooten, van onroerende goederen voortkomende van eene vennootschap op aandeelen, geeft opening, welke ook de wijze zij waarop het geschiedt, aan het recht vastgesteld voor de overdrachten van onroerende goederen ten bezwarenden titel.

Art. 7.

De evenredige registratierechten bij artikelen 1, 2 en 3 der wet van 6 Augustus 1887 gevestigd op de huurcontracten van onroerende goederen en op de daartoe betrekkelijke borgstellingen, worden vervangen door een recht trapsgewijze bepaald voor de huurcontracten welke blijken uit onderhandsche of in den vreemde verleden akten, indien deze akten geregistreerd worden binnen den termijn door de bestaande wetten bepaald, behoudens invorderbaarheid van de evenredige rechten in geval de akten voor notaris zouden erkend worden.

Art. 8.

Het bedrag van het trapsgewijs bepaalde recht wordt vastgesteld als volgt :

Op fr. 0,50 indien de jaarlijksche prijs van de huur, met inbegrip der jaarlijksche lasten welke den huurder zijn opgelegd, 500 frank niet overtreft ;

Op 1 frank indien de prijs en de lasten 500 frank overtreffen zonder 2,000 frank te boven te gaan ;

Op 2 frank indien de prijs en de lasten 2,000 frank overtreffen zonder 10,000 frank te boven te gaan ;

Op 3 frank indien de prijs en de lasten 10,000 frank te boven gaan.

Indien belougen is dat de prijs voor één of verscheidene jaren verschilt van dien der andere jaren, dan wordt een totaal gevormd van den prijs van al de

charges imposées au preneur; ce total est divisé par le nombre d'années.

ART. 9.

Sont réputées faites par écrit, dès leur formation, les conventions consenties pour une année ou plus, portant bail de biens immeubles situés en Belgique.

ART. 10.

L'existence d'une convention rentrant dans les termes de l'article 9 peut être établie, quelle que soit la somme, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

ART. 11.

Les dispositions des quatre articles qui précèdent sont applicables aux actes sous seing privé ou passés en pays étranger portant sous-bail, subrogation, cession et rétrocession de bail de biens immeubles, situés en Belgique.

SECTION II.

Droit d'enregistrement sur les opérations de bourse.

ART. 12.

Il est établi un droit d'enregistrement sur toute opération d'achat ou de vente, au comptant ou à terme, de valeurs de bourse de toute nature, faite en Belgique, pour des tiers ou pour eux mêmes, par les banquiers, agents de change, courtiers, coulissiers et autres personnes qui font le commerce de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse.

jaren, met inbegrip van de lasten welke den huurder zijn opgelegd; dit totaal wordt door het getal jaren verdeeld.

ART. 9.

Worden aangemerkt als schriftelijk gedaan, van hunne vorming af, de overeenkomsten voor één jaar of meer aangegaan, houdende huur van in België liggende onroerende goederen.

ART. 10.

Het bestaan van eene overeenkomst vallende in de bewoordingen van artikel 9 mag, welke ook de som zij, door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den beslissenden eed, bewezen worden.

ART. 11.

De bepalingen van de vier voorgaande artikelen zijn van toepassing op de onderhandsche of in den vreemde verleden akten houdende onderverhuur, indeplaatsstelling, en afstand wederafstand van huur van in België liggende onroerende goederen.

AFDEELING II.

Registratierecht op de beursverrichtingen.

ART. 12.

Er wordt een registratierecht gevestigd op alle verrichting van aankoop of van verkoop, kontant of op tijd, van beurswaarden van allen aard, in België gedaan voor rekening van derden of voor eigen rekening door de bankiers, wisselagenten, makelaars, beursmakelaars en andere personen die den handel drijven van het aanvaarden van de aanbiedingen en van de vragen van beurswaarden.

Art. 13.

Le droit est exigible sur les deux éléments de chaque opération, même si le banquier, l'agent de change ou autre professionnel fait pour son propre compte la contre-partie de la vente ou de l'achat.

Art. 14.

Le droit est fixé à 2 centimes par 100 francs, sans fraction.

Il est réduit de moitié pour les opérations ayant pour objet : les titres de la Dette publique belge et de la Dette publique congolaise, les actions et obligations émises par la Société nationale des chemins de fer vicinaux; les actions au porteur de la Société anonyme des installations maritimes de Bruges; les obligations au porteur émises par les provinces et les communes du Royaume, par la Société du crédit communal, par la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles et par les associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau.

Sont exemptées du droit les opérations de report.

Art. 15.

Le droit est liquidé distinctement sur chaque opération.

Art. 16.

Le droit est jassé sur le montant du prix d'achat ou de vente, sans déduction, ni addition du chef du prorata d'intérêt ou de dividende couru depuis l'échéance du dernier coupon.

Art. 13.

Het recht is vorderbaar op de twee bestanddeelen van elke verrichting, zelfs wanneer de bankier, de wisselagent of andere beroepsman voor eigen rekening de tegenpartij van den verkoop of van den aankoop houdt.

Art. 14.

Het recht wordt gesteld op 2 centiemmen per 100 frank, zonder breuk.

Het wordt tot de helft verminderd voor de verrichtingen hebbende ten doel : de titels van de Belgische Openbare Schuld en van de Congoleesche Openbare Schuld, de actiën en obligatiën uitgegeven door de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen; de actiën aan toonder van de Naamlooze Vennootschap der Haveninrichtingen van Brugge; de obligatiën aan toonder uitgegeven door de provinciën en de gemeenten van het Rijk, door de Maatschappij voor gemeentekrediet, door de Naamlooze Vennootschap van de Vaart- en Haveninrichtingen van Brussel, en door de vereenigingen van gemeenten en particulieren tot het inrichten van diensten voor waterleidingen.

Van het recht worden vrijgesteld de reportverrichtingen.

Art. 15.

Het recht wordt onderscheidenlijk op elke verrichting vereffend.

Art. 16.

Het recht is gevestigd op het bedrag van den prijs van aankoop of van verkoop, zonder aftrek noch bijvoeging wegens het evenredig gedeelte der interesten of dividenden gelooopen sedert den vervaldag van de laatste coupon.

ART. 17.

Les professionnels d'opérations de bourse désignés à l'article 12 ne peuvent commencer leurs opérations s'ils n'ont, au préalable, déposé une déclaration de profession au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin.

Ils sont personnellement tenus des droits pour les ventes et les achats faits par leur ministère.

ART. 18.

Dans les huit jours qui suivent le 1^{er} et le 15 de chaque mois, les professionnels remettent, au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin, des extraits, certifiés exacts, du livre dont la tenue est prescrite par l'article 65 du Code de commerce, ou, le cas échéant, du livre journal visé à l'article 16 du même Code.

Ces extraits, dont la forme est réglée par arrêté royal, contiennent, dans tous les cas, le relevé des ventes et des achats opérés pendant la quinzaine écoulée, avec indication, le cas échéant, du nom de l'agent de change ou autre professionnel qui a fait la contre-partie de chaque opération.

S'il n'a pas été fait d'opération, l'extrait est remplacé par un certificat négatif.

Lorsque le dernier jour du délai est un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au lendemain.

ART. 19.

En cas de retard dans la remise de l'extrait de quinzaine ou du certificat négatif, le contrevenant encourt une amende de 10 francs par semaine de

ART. 17.

Degenen, aangeduid onder artikel 12, die van beursverrichtingen hun beroep maken, mogen hunne verrichtingen niet beginnen indien zij, vooraf, niet eene beroepsaangifte nedergelegd hebben op het daartoe aangewezen kantoor der registratie.

Zij zijn persoonlijk gehouden tot de betaling der rechten wegens de verkoopen en de aankooopen door hunne bemiddeling gedaan.

ART. 18.

Binnen de acht dagen die den 1^{en} en den 15^{en} van elke maand volgen, geven degenen die van beursverrichtingen hun beroep maken, op het daartoe aangewezen registratiekantoor, echt verklaarde uittreksels af uit het boek waarvan het houden door artikel 65 van het Wetboek van koophandel voorgeschreven is, of, bij voorkomend geval, van het dagboek bedoeld onder artikel 16 van hetzelfde Wetboek.

Deze uittreksels, waarvan de vorm bij koninklijk besluit geregeld wordt, behelzen, in elk geval, de lijst der verkoopen en der aankooopen gedaan gedurende de afgelopen veertien dagen, met aanwijzing, bij voorkomend geval, van den naam van den wisselagent of anderen beroepsman die de tegenpartij van elke verrichting gehouden heeft.

Is er geene verrichting gedaan geworden, dan wordt het uittreksel door een negatief attest vervangen.

Wanneer de laatste dag van den termijn een Zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn tot 's anderen-daags verlengd.

ART. 19.

Ingeval van vertraging in het afgeven van het veertiendaagsche uittreksel of van het negatief attest belooft de overtreders eene boete van 10 frank

retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

Art. 20.

Le droit dû est acquitté au moment de la remise de chaque extrait au bureau compétent et, au plus tard, dans le délai fixé à l'article 18.

Si le paiement n'est pas effectué dans ce délai, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit, à compter du jour où le paiement aurait dû être fait.

Art. 21.

Les professionnels sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement, agissant en vertu d'une décision spéciale du Ministre des Finances, le livre et le carnet dont la tenue est prescrite par les articles 65 et 66 du Code de commerce, ainsi que leurs livres de comptabilité.

Peut être exigée dans les mêmes conditions la communication des feuilles de liquidation des opérations à terme.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

Art. 22.

Toute inexactitude ou omission constatée soit dans le livre ou le carnet dont il est question à l'article précédent, soit dans un extrait de quinzaine, est punie d'une amende égale au vingtième du montant de l'opération omise ou de la somme imposable dissimulée par l'inscription inexacte, sans que l'amende puisse être inférieure à 100 francs.

per week vertraging; elke aangevangen week wordt voor eene geheele gerekend.

Art. 20.

Het verschuldigde recht wordt betaald op het oogenblik van het afgeven van elk uittreksel ten bevoegden kantore en ten laatste, binnen den termijn onder artikel 18 vastgesteld.

Indien de betaling niet gedaan is binnen dezen termijn, is van rechtswege de wettelijke interest, op den voet bepaald voor burgerlijke zaken, invorderbaar te rekenen van den dag af waarop de betaling had moeten gedaan worden.

Art. 21.

Aan de ambtenaren van de registratie handelende krachtens eene bijzondere beslissing van den Minister van Financiën, zijn de beroepslieden gehouden, zonder verplaatsing, ter kennisneming mede te deelen het boek en het zakboekje waarvan de artikelen 65 en 66 van het Wetboek van koophandel het houden voorschrijven, alsmede hunne boeken van comptabiliteit.

Kan op dezelfde wijze gevorderd worden, de mededeeling der bladen van vereffening der verrichtingen op tijd.

Alle weigering van mededeeling wordt vastgesteld bij proces-verbaal en gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

Art. 22.

Alle onnauwkeurigheid of weglating vastgesteld, hetzij in het boek of het zakboekje waarvan sprake is in het voorgaande artikel, hetzij in een veertiendaagsch uittreksel, wordt gestraft met eene boete gelijk aan het twintigste deel van het bedrag der weggelaten verrichting of der belastbare som door onjuiste inschrijving verdoken, zonder dat de boete minder dan 100 frank mag bedragen.

ART. 23.

Les inexactitudes ou omissions peuvent, quelle que soit la somme, être établies par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

ART. 24.

Les commissions des Bourses de commerce font parvenir au Ministre des Finances, dans la première décade de chacun des mois de janvier, avril, juillet et octobre, la liste, certifiée exacte, des professionnels qui ont été admis pendant le trimestre précédent à fréquenter le parquet et les salles de liquidation. A défaut d'admission, cette liste est remplacée par un certificat négatif.

ART. 25.

Les déclarations, extraits et certificats prévus aux articles 17, 18 et 24 sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

ART. 26.

L'action du Trésor en paiement du droit établi et des amendes prononcées par les articles 12 à 25 se prescrit par cinq ans à compter du jour où l'action est née.

Toutefois, la demande d'une somme non perçue par suite d'erreur du préposé de l'administration se prescrit par deux ans à compter du jour de la remise des extraits au bureau compétent.

ART. 27.

Toute action en restitution de droits ou amendes se prescrit par deux ans à compter du jour du paiement.

ART. 23.

De onnauwkeurigheden of weglatingen mogen, welke ook de som zij, vastgesteld worden door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den beslissenden eed.

ART. 24.

De commissiën der Handelsbeurzen zenden aan den Minister van Financiën in de eerste decade van elke der maanden Januari, April, Juli en October de echtverklaarde lijst der beroepslieden die, tijdens het voorgaande trimester, toegelaten werden het parket en de vereffeningslokalen te bezoeken. Bij gebreke van toelating, wordt deze lijst door een negatief attest vervangen.

ART. 25.

De aangiften, uittreksels en bewijzen voorzien onder de artikelen 17, 18 en 24 zijn vrij van het zegel en van de registratie.

ART. 26.

De rechtsvordering van de Schatkist tot betaling van het recht gesteld en van de boeten uitgesproken door de artikelen 12 tot 25 vervalt door verloop van vijf jaren te rekenen van den dag waarop de vordering ontstaan is.

Nochtans vervalt door verloop van twee jaren, te rekenen van den dag van afgifte der uittreksels ten bevoegden kantore, het recht tot vordering eener som, die ten gevolge eener dwaling van den aangestelde van het beheer niet geïnd werd.

ART. 27.

Alle vordering tot teruggave van rechten of boeten vervalt door verloop van twee jaren te rekenen van den dag der betaling.

ART. 28.

Sont applicables au droit établi et aux amendes prononcées par les articles 12 à 27 les dispositions relatives aux poursuites et instances en matière d'enregistrement.

CHAPITRE III.

Droits d'hypothèque.

ART. 29.

Le droit d'inscription est dû, pour toute inscription d'hypothèque, sur le montant en principal et accessoires des sommes pour lesquelles l'inscription est requise.

S'il y a lieu à l'inscription d'une même hypothèque dans plusieurs bureaux, le droit est acquitté en totalité dans le premier bureau, et il est procédé conformément à l'article 22 de la loi du 21 ventôse an VII.

ART. 30.

Les actes portant donation entre vifs de biens immeubles sont exempts du droit de transcription.

ART. 31.

Il est établi un droit de 1.25 % pour la transcription des actes constatant l'apport en société de biens immeubles.

Ce droit est perçu sur la somme qui sert de base à la liquidation du droit d'enregistrement.

Il est réduit de moitié si la société ne constitue pas une individualité juridique distincte de celle des associés.

En cas de prorogation de société, le droit est perçu sur le montant des apports antérieurement effectués.

ART. 28.

Zijn van toepassing op het recht gevestigd en op de boeten uitgesproken door de artikelen 12 tot 27, de bepalingen betreffende de vervolgingen en gedingen in zake registratie.

HOOFDSTUK III.

Hypotheekrechten.

ART. 29.

Het recht van inschrijving is, voor alle hypotheekinschrijving, verschuldigd op het bedrag, in hoofdsom en bijkomend, der sommen waarvoor de inschrijving gevorderd wordt.

Indien aanleiding bestaat tot inschrijving eener zelfde hypotheek in meerdere kantoren, wordt het recht betaald in zijn geheel bij het eerste kantoor en wordt gehandeld in overeenkomst met artikel 22 der wet van 21 Ventôse jaar VII.

ART. 30.

De akten houdende schenking onder de levenden, van onroerende goederen, zijn vrij van het recht van overschrijving.

ART. 31.

Een recht van 1.25 % wordt gesteld voor de inschrijving der akten waaruit de inbrengst in vennootschap van onroerende goederen blijkt.

Dit recht wordt geheven op de som die tot grondslag dient der vereffening van het registratierecht.

Het wordt tot de helft verniinderd, indien de vennootschap geene rechtspersoonlijkheid uitmaakt onderscheiden van die der vennoten.

In geval van verlenging van vennootschap, wordt het recht geheven op het bedrag der vroeger gedane inbrengsten.

CHAPITRE IV.

Droits de timbre.

ART. 32.

Le timbre de dimension de 25 centimes établi pour les quittances est remplacé par un timbre fixe de 10 centimes. Ce timbre peut être adhésif.

Il est encouru une amende de 10 francs pour chaque quittance écrite sur papier non timbré.

Le créancier et le débiteur sont solidairement tenus au paiement du droit et de l'amende.

Sont exemptés du droit :

1^o Les quittances d'abonnement aux journaux et autres ouvrages périodiques, délivrées par l'administration des postes ;

2^o Les récépissés de versement au service des chèques postaux.

ART. 33.

Sont assujettis à un droit de timbre fixe de 10 centimes, les chèques, les bons ou mandats de virement, les accrédi-tifs, les billets de banque à ordre et, généralement, tous titres à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles. Le timbre peut être adhésif.

Une amende de 10 francs est encourue, individuellement et sans recours, par tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, apposent leur signature sur l'un des titres prévus ci-avant, même venant de l'étranger, avant qu'il ait été soumis au timbre prescrit.

Sont exemptés du droit les chèques et virements postaux.

ART. 34.

Sont réputés faits par écrit, dès leur formation, les contrats d'assurance et

HOOFDSTUK IV.

Zegelrechten.

ART. 32.

Het formaatzegel van 25 centiemen vastgesteld voor de quitantiën wordt vervangen door een vast zegel van 10 centiemen. Dit zegel mag een plakzegel zijn.

Eene boete van 10 frank wordt be-loopen voor elke quitantie geschreven op ongezegeld papier.

De schuldeischer en de schuldenaar zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van het recht en van de boete.

Worden van het recht vrijgesteld :

1^o De kwijtschriften van abonnement aan dagbladen en andere tijdschriften, door het postbeheer afgegeven ;

2^o De recepissen van storting bij den dienst der postchecks.

ART. 33.

Worden onderworpen aan een vast zegelrecht van 10 centiemen, de checks, de overdrachtbons of -mandaten, de kredietbrieven, de bankbrieven op order en, in t algemeen, alle titels op eene kontante betaling en op zicht op beschikbare gelden. Het zegel mag een plakzegel zijn.

Eene boete van 10 frank wordt be-loopen, persoonlijk en zonder verhaal, door al degenen die, uit eenigerlei hoofde, hunne handteekening plaatsen op een der hiervoren voorziene titels, zelfs van buitenslands komende, vooraleer hij aan het voorgeschreven zegel onderworpen geweest zij.

Worden van het recht vrijgesteld de postchecks en postoverdrachten.

ART. 34.

Worden aanzien als schriftelijk ge-daan, van het oogenblik af waarop zij

les modifications y apportées, lorsque l'assuré réside en Belgique.

Si l'écrit n'est pas fait sur papier dûment timbré, il est encouru, individuellement et sans recours, savoir :

Une amende de 50 francs par l'assuré ;

Une amende de 1,000 francs par l'assureur belge ou par le représentant en Belgique de l'assureur étranger.

Les dispositions du présent article sont applicables aux contrats de rente viagère passés par les sociétés ou compagnies d'assurance et tous autres assureurs sur la vie, lorsque le créancier réside en Belgique.

ART. 35.

Sont assujettis au timbre les actions et obligations au porteur, les certificats d'actions nominatives et les effets publics, venant de l'étranger, lorsqu'ils sont détenus par une personne résidant en Belgique.

A défaut de soumettre le titre, dans le mois, à la formalité du timbre, le détenteur encourt personnellement une amende égale au dixième de la somme servant de base à la perception du droit, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs par titre.

ART. 36.

Aucune émission ou mise en souscription de titres étrangers ne peut être annoncée, publiée ou effectuée en Belgique si le droit de timbre n'a pas été acquitté ou s'il n'a pas été fourni un cautionnement en numéraire pour ga-

werden getroffen, de verzekeringscontracten en de er ingebrachte wijzigingen, wanneer de verzekerde in België verblijf houdt.

Voor ieder geschrift op ongezegeld papier opgesteld, wordt persoonlijk en zonder verhaal beloopen, te weten :

Eene boete van 50 frank door den verzekerde ;

Eene boete van 1,000 frank door den Belgischen verzekeraar of door den tegenwoordiger in België van den vreemden verzekeraar.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de contracten van lijfrente verleden door de vennootschappen of maatschappijen van verzekering en alle andere verzekeraars op het leven, wanneer de renteverkrijger in België verblijf houdt.

ART. 35.

Worden aan het zegel onderworpen, de actiën en obligatiën aan toonder, de bewijzen van actiën op naam en de openbare effecten, van den vreemde komende, wanneer zij in het bezit zijn van eenen in België verblijvenden persoon.

Bij gebreke den titel, binnen de maand, aan de formaliteit van het zegel te onderwerpen, beloopt de houder persoonlijk eene boete gelijk aan het tiende van de som die tot grondslag strekt aan de heffing van het recht, zonder dat die boete minder dan 50 frank per titel moge bedragen.

ART. 36.

Geene uitgifte of ter inschrijvinglegging van vreemde titels mag aangekondigd, openbaar bekend gemaakt of gedaan worden in België, indien het zegelrecht niet voldaan is geworden of indien geenen borgtocht in geldspeciën

rantir le paiement du droit qui pourrait être dû.

Le Gouvernement arrête les dispositions relatives à la prestation de ce cautionnement.

Les titres émis ou souscrits ne peuvent être délivrés aux intéressés sans avoir été timbrés à l'extraordinaire.

Il est encouru, pour chaque convention, une amende égale au dixième de la somme servant de base à la perception du droit, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs par titre.

La pénalité est encourue individuellement et sans recours par tous ceux qui ont fait ou annoncé la souscription ou qui ont servi d'intermédiaire pour l'émission.

ART. 37.

Il est fait défense à tous banquiers, agents de change ou courtiers de négociier ou d'exposer en vente, en Belgique, des titres étrangers non revêtus du timbre prescrit, à peine de l'amende édictée par l'article 36.

La même amende est applicable à toute personne qui fait le service financier des dits titres, soit en opérant leur remboursement, soit en faisant le paiement des coupons, si les titres ne sont pas revêtus du timbre prescrit.

ART. 38.

Dans les cas visés aux cinq articles qui précèdent, les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit éludé, sauf leur recours s'il y a lieu.

gestort is tot zekerheid van de betaling van het recht dat zou kunnen verschuldigd zijn.

De Regeering bepaalt de regelen betreffende het stellen van dien borgtocht.

De uitgegeven of onderschreven titels mogen aan de belanghebbenden niet afgegeven worden zonder buitengewoon gestempeld te zijn geworden.

Voor iedere overtreding wordt eene boete beloopten gelijk aan het tiende van de som die tot grondslag strekt aan de heffing van het recht, zonder dat die boete minder dan 50 frank per titel moge bedragen.

De straf wordt persoonlijk en zonder verhaal beloopten door al degenen die de inschrijving gedaan of aangekondigd hebben of die tot de uitgifte als tussenpersoon gediend hebben.

ART. 37.

Aan alle bankiers, wisselagenten of makelaars wordt verbod gedaan in België vreemde titels niet voorzien van het voorgeschreven zegel te verhandelen of te koop te stellen, op straf van de bij artikel 36 gestelde boete.

Dezelfde boete is toepasselijk op iedereen persoon die den geldelijken dienst van vermeldde titels verricht, hetzij door ze uit te betalen, hetzij door de coupons te betalen, indien de titels niet van het voorgeschreven zegel voorzien zijn.

ART. 38.

In de gevallen voorzien onder de vijf voorgaande artikelen zijn de overtreders bovendien hoofdelijk tot het betalen van het ontweken recht gehouden, behoudens hun verhaal indien daartoe aanleiding bestaat.

ART. 39.

Le droit de timbre dû sur les actions ou obligations au porteur, les certificats d'actions nominatives et les effets publics, venant de l'étranger, est porté à 2 ‰, sans fraction.

Il n'est dû aucun droit particulier sur la feuille de coupons d'intérêts ou de dividendes jointe au titre lors du timbrage de celui-ci, à moins que la feuille ne contienne des coupons pour une période excédant vingt années. Dans ce dernier cas, il est dû un droit de 0.25 ‰, sans fraction, pour chaque période de cinq années au delà de vingt; toute période partielle est comptée pour cinq ans.

ART. 40.

Il est établi un droit de 1 franc par 100 francs, sans fraction, sur chaque feuille de coupons d'intérêts ou de dividendes créée en renouvellement de celle qui était jointe au titre lors du timbrage de celui-ci.

Si la nouvelle feuille contient des coupons pour une période dépassant vingt années, le droit est augmenté de 0.25 ‰, sans fraction, pour chaque période quinquennale supplémentaire, ainsi qu'il est dit à l'article 39.

ART. 41.

Le droit auquel donne lieu la feuille de coupons est liquidé sur la même base que le droit dû sur le titre.

ART. 42.

Les droits établis par les articles 40 et 41 sont réduits de moitié pour les titres d'emprunts, les bons du Trésor et

ART. 39.

Het zegelrecht verschuldigd op de actien of obligatiën aan toonder, de bewijzen van actiën op naam en de openbare effecten, van den vreemde komende, wordt gebracht op 2 ‰, zonder breuk.

Geen bijzonder recht is verschuldigd op het blad van interest- of van dividende-coupons dat bij den titel gevoegd is wanneer deze gezegeld wordt, tenzij het blad coupons bevat voor een tijdvak dat twintig jaren overtreft. In dit laatste geval, is een recht van 0.25 ‰, zonder breuk, verschuldigd voor elk tijdvak van vijf jaren boven de twintig; ieder gedeeltelijk tijdvak wordt voor vijf jaren gerekend.

ART. 40.

Een recht van 1 frank per 100 frank, zonder breuk, wordt gevestigd op ieder blad van interest- of dividendecoupons gemaakt ter hernieuwing van hetgene dat bij den titel gevoegd is, bij het zegen van deze.

Indien het nieuw blad coupons bevat voor een tijdvak dat twintig jaren overtreft, wordt het recht met fr. 0.25 ‰, zonder breuk, vermeerderd voor ieder bijkomend vijfjarig tijdvak, zooals onder artikel 39 vermeld wordt.

ART. 41.

Het recht waartoe het couponblad aanleiding geeft, wordt verevend op denzelfden grondslag als het recht dat op den titel verschuldigd is.

ART. 42.

De rechten bij artikelen 40 en 41 gevestigd, worden tot de helft verminderd voor de titels van leeningen, de

tous autres effets publics des États étrangers.

Ne sont pas considérés comme fonds d'État, pour l'application du présent article, les titres émis conjointement par une société et un gouvernement étrangers, si la société est directement et personnellement obligée au service des intérêts ou au remboursement des titres.

Art. 43.

Les contraventions à la loi sur le timbre peuvent être établies, quelle que soit la somme, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

A défaut de représentation de l'écrit sujet au timbre, le droit est réputé ne pas avoir été acquitté.

CHAPITRE V.

Droits de succession.

SECTION I.

Modifications au tarif. — Actif imposable.

Art. 44.

Le droit de succession est fixé ainsi qu'il suit :

1° Entre époux : 6 %.

Le droit est réduit au tiers pour ce qui est recueilli par l'époux en usufruit ou sous forme de rente viagère, dans la limite de sa part légale;

2° Entre frères et sœurs : 7.50 %;

3° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, et entre l'adoptant et l'adopté : 9 %;

4° Entre grands-oncles ou grand-tantes et petits neveux ou petites

Schatkistbons en alle andere openbare effecten van de vreemde Staten.

Worden, voor de toepassing van dit artikel, niet als Staatsfondsen aanzien, de titels uitgegeven door eene vreemde vennootschap en eene vreemde Regeering gezamenlijk, wanneer de vennootschap rechtstreeks en persoonlijk gehouden is tot het betalen der interesten of tot het uitkeeren der titels.

Art. 43.

Alle overtredingen van de wet op het zegel, hoeveel ook de som bedrage, mogen vastgesteld worden door alle bewijsmiddelen van gemeen recht, de beslissende eed uitgezonderd.

Bij gebreke het aan zegel onderworpen schrift te vertoonen, wordt het recht geacht niet voldaan te zijn geworden.

HOOFDSTUK V.

Successierechten.

AFDEELING I.

Wijzigingen in het tarief. — Belustbaar actief.

Art. 44.

Het recht van successie wordt bepaald als volgt :

1° Tusschen echtgenooten : 6 %.

Het recht wordt tot het derde verminderd voor hetgeen door den echtgenoot in vruchtgebruik of in den vorm van lijfrente wordt verkregen, binnen de grenzen van zijn wettelijk aandeel;

2° Tusschen broeders en zusters : 7.50 %;

3° Tusschen ooms of moeien en neven of nichten, en tusschen den aannemende en het aangenomen kind : 9 %;

4° Tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, en tusschen

nièces, et entre l'adoptant et les descendants de l'adopté : 10.50 %;

5° Entre frères et sœurs, oncles ou tantes et neveux ou nièces, grands-oncles ou grand-tantes et petits neveux ou petites nièces, pour ce qu'ils recueillent au delà de ce qui leur serait échu *ab intestat* : 15 %;

6° Entre tous autres parents ou personnes non parentes : 15 %.

ART. 45.

Le droit de mutation par décès est fixé ainsi qu'il suit :

1° En ligne directe et entre époux ayant des enfants ou descendants communs : 1.40 %;

2° Entre époux sans enfants ni descendants communs : 6 %;

3° Entre frères et sœurs : 7.50 %;

4° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, et entre l'adoptant et l'adopté, 9 %;

5° Entre grands-oncles ou grand-tantes et petits neveux ou petites nièces, et entre l'adoptant et les descendants de l'adopté : 10.50 %;

6° Entre tous autres parents ou personnes non parentes : 15 %;

ART. 46.

Le droit de succession et le droit de mutation par décès sont réduits à 10 % pour les legs faits aux provinces et aux communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance, et pour les legs faits aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux monts-de-piété, aux commissions provinciales

den aannemende en de afstammelingen van het aangenomen kind : 10.50 %;

5° Tusschen broeders en zusters, ooms of moeien en neven of nichten, oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, voor hetgeen zij meer verkrijgen dan hetgeen hun *ab intestat* zou ten deel gevallen zijn : 15 %;

6° Tusschen alle andere verwanten of niet verwante personen : 15 %.

ART. 45.

Het recht van overgang bij overlijden wordt bepaald als volgt :

1° In de rechte linie en tusschen echtgenooten welke gemeene kinderen of afstammelingen hebben : 1.40 %;

2° Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen : 6 %;

3° Tusschen broeders en zusters : 7.50 %;

4° Tusschen ooms en moeien en neven of nichten, en tusschen den aannemende en het aangenomen kind : 9 %;

5° Tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten en tusschen den aannemende en de afstammelingen van het aangenomen kind : 10.50 %;

6° Tusschen alle andere verwanten of niet verwante personen : 15 %.

ART. 46.

Het recht van successie en het recht van overgang bij overlijden worden tot 10 % verminderd voor de aan de provinciën en aan de gemeenten gedane legaten met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot werken van onderstand en voor de legaten gedaan aan de godshuizen, aan de weldadig-

de bourses d'étude, aux universités jouissant de la personnification civile, aux séminaires, aux fabriques d'église, aux consistoires et aux synagogues.

ART. 47.

Les droits fixés par les trois articles qui précèdent sont réduits de moitié pour ce qui n'est recueilli ou acquis qu'en usufruit, hors le cas prévu au deuxième alinéa du n° 1 de l'article 44.

ART. 48.

Sont exempts du droit de succession et du droit de mutation par décès les legs faits à l'État.

ART. 49.

Les biens dont le défunt a disposé à titre gratuit dans les trois années précédant le décès sont considérés comme faisant partie de la succession, si la libéralité n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

ART. 50.

Dans le cas d'un contrat renfermant une stipulation au profit d'un tiers nommément désigné, les sommes ou valeurs que le tiers est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du stipulant sont considérées comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire, dans la succession du stipulant, si la stipulation n'a

heidsbureelen, aan de bergen van barmhartigheid, aan de provinciale commissiën voor studiebeurzen, aan de hogescholen die de rechtspersoonlijkheid genieten, aan de seminariën, aan de kerkfabrieken, aan de consistoriën en aan de synagogen.

ART. 47.

De door de drie voorgaande artikelen bepaalde rechten worden tot de helft verminderd voor hetgeen enkel in vruchtgebruik wordt geërfd of verkregen, buiten het geval voorzien onder het tweede lid van n° 1 van artikel 44.

ART. 48.

De legaten aan den Staat gedaan, zijn vrij van het recht van successie en van het recht van overgang bij overlijden.

ART. 49.

De goederen waarover de afgestorvene ten kostelloozen titel beschikt heeft gedurende de drie jaren welke het overlijden voorafgaan, worden beschouwd als deel uitmakende van de erfenis, indien de milddadigheid niet onderworpen is geworden aan het registratierecht gevestigd voor de schenkingen.

ART. 50.

Ingeval van overeenkomst houdende een beding ten voordeele van eenen met name aangeduiden derde, worden de sommen of waarden, welke de derde geroepen is bij het overlijden van den beschikkende te kostelloozen titel te ontvangen, beschouwd als door den verkrijger ten titel van legaat geërfd in

pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

Le tiers est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire.

ART. 51.

Les obligations de sommes déguisant une libéralité sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux ne sont admissibles en déduction de l'actif imposable que si elles ont été assujetties au droit d'enregistrement établi pour les donations.

SECTION II.

Déclaration. — Délais; forme; affirmation. — Paiement des droits.

ART. 52.

La déclaration de succession, de mutation par décès ou de mutation en ligne directe est déposée dans les sept mois à compter du jour du décès, si celui-ci est survenu dans le royaume.

Le délai est porté à huit mois, si le décès est survenu dans un autre pays d'Europe, et à neuf mois, s'il est survenu hors d'Europe.

Ces délais peuvent être prolongés par le Roi à raison de circonstances exceptionnelles.

La déclaration déposée au cours du délai fixé par la loi ou prolongé par le Roi peut être rectifiée aussi longtemps que ce délai n'est pas expiré.

ART. 53.

Dans toute déclaration de succession comprenant des effets mobiliers, les

de nalatenschap van den beschikkende, indien het beding niet onderworpen is geworden aan het registratierecht gevestigd voor de schenkingen.

De derde wordt verondersteld te kosteloozen titel te ontvangen behoudens bewijs van het tegendeel.

ART. 51.

De schuldbekentenissen van sommen welke eene milddadigheid verbergen onder het voorkomen van eene overeenkomst te bezwarenden titel, worden slechts in mindering van het belastbaar actief toegelaten indien zij onderworpen zijn geworden aan het registratierecht gevestigd voor de schenkingen.

AFDEELING II.

Aangifte. — Termijnen; vorm; bevestiging. — Betaling der rechten.

ART. 52.

De aangifte van nalatenschap, van overgang bij overlijden of van overgang in de rechte linie wordt ingediend binnen de zeven maanden te rekenen van den dag van het overlijden af, indien dit in het rijk overkomen is.

De termijn wordt gebracht op acht maanden, wanneer het overlijden in een ander land van Europa is overkomen, en op negen maanden, wanneer het buiten Europa is overkomen.

Die termijnen mogen door den Koning worden verlengd op grond van buitengewone omstandigheden.

De aangifte ingediend in den loop van den termijn gesteld door de wet of verlengd door den Koning, kan verbeterd worden zoolang gemelde termijn niet verstreken is.

ART. 53.

In alle aangifte van nalatenschap die roerende voorwerpen bevat, zijn de aan-

déclarants sont tenus d'énoncer si ces effets étaient l'objet d'un contrat d'assurance en cours au jour du décès, et, dans l'affirmative, d'indiquer la date du contrat, le nom ou la raison sociale de l'assureur, le domicile de celui-ci ou le siège de la société.

Est réputée non avenue en ce qui concerne les dits effets, la déclaration qui ne contient pas ces mentions.

Toute fausse mention est punie d'une amende de 100 francs, qui est encourue individuellement et sans recours par chacun des déclarants.

Art. 54.

La sincérité et l'exactitude de la déclaration de succession est affirmée par chacun des déclarants, en personne, dans les termes suivants :

« Sur mon honneur et ma conscience, j'affirme qu'à ma connaissance, tous les biens sujets au droit de succession délaissés ou donnés par N... ont été exactement déclarés, que les évaluations ont été consciencieusement faites, que les dettes déclarées existent réellement à charge de la succession, et que tous les héritiers, légataires et donataires, ainsi que le degré de parenté entre eux et le défunt ont été exactement indiqués. Si je viens à constater que la déclaration déposée est incomplète ou inexacte, je m'engage à la rectifier immédiatement. »

Sont dispensés de cette affirmation, les représentants des administrations et des établissements publics.

gevers gehouden te vermelden of die zaken het onderwerp uitmaakten van een verzekeringscontract dat loopend was op den dag van het overlijden, en zoo ja, den datum van het contract, den naam of de firma van den verzekeraar, de woonplaats van laatstgemelden of den zetel van de vennootschap op te geven.

Met betrekking tot bedoelde voorwerpen wordt als niet gedaan zijnde beschouwd, de aangifte die deze vermeldingen niet behelst.

Alle valsche vermelding wordt gestraft met eene boete van 100 frank, die persoonlijk en zonder verhaal door elk der aangevers wordt beloopen.

Art. 54.

De oprechtheid en de nauwkeurigheid van de aangifte van nalatenschap wordt door ieder der aangevers, in persoon, in de volgende bewoordingen bevestigd :

« Op mijne eer en mijn geweten bevestig ik dat, voor zoover mij bekend is, al de aan het recht van successie onderworpen goederen, nagelaten of geschonken door N..., nauwkeurig aangegeven geworden zijn, dat de schattingen gewetensvol gedaan werden, dat de aangegeven schulden werkelijk ten laste der nalatenschap bestaan en dat al de erfgenamen, legatarissen en begiftigden, alsmede de graad van verwantschap tusschen hen en den overledene, nauwkeurig aangeduid geworden zijn. Indien ik bevind dat de ingediende aangifte onvolledig of onnauwkeurig is, verbind ik mij ze onmiddellijk te verbeteren. »

Worden ontslagen van deze bevestiging, de vertegenwoordigers van de openbare besturen en inrichtingen.

ART. 55.

L'affirmation est faite verbalement soit au bureau du droit de succession où la déclaration a été déposée, soit au bureau dans le ressort duquel le déclarant est domicilié.

Le receveur dresse acte de l'affirmation et le fait signer par le déclarant. Si celui-ci ne sait ou ne peut signer, il est fait mention, à la fin de l'acte, de ses déclarations à ce sujet.

L'acte est exempt du timbre et de l'enregistrement.

Le Ministre des Finances peut, dans des circonstances exceptionnelles, autoriser le déclarant à faire l'affirmation devant un autre fonctionnaire ou officier public.

ART. 56.

Les droits de succession, de mutation par décès ou de mutation en ligne directe, ainsi que les amendes éventuellement dues, sont payés dans les dix, onze ou douze mois à compter du jour du décès, selon que le décès est survenu dans le Royaume, dans un autre pays d'Europe ou hors d'Europe.

Si le droit n'est pas payé dans ce délai, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

ART. 57.

L'époux survivant qui retient la totalité de la communauté en vertu d'une convention de mariage, selon les prévisions de l'article 7 de la loi du 17 décembre 1851, est soumis, de ce chef, en ce qui regarde la déclaration, l'affir-

ART. 55.

De bevestiging geschiedt mondeling hetzij ten kantore van het successierecht waar de aangifte is ingediend, hetzij ten kantore in welks gebied de aangever gehuisvest is.

De ontvanger maakt de akte van bevestiging op en doet ze door den aangever onderteekenen. Indien deze niet teekenen kan of niet bij machte is om het te doen, wordt, aan het slot der akte, melding gemaakt van zijne verklaringen daaromtrent.

De akte is vrij van het zegel en van de registratie.

De Minister van Financiën kan, in uitzonderlijke omstandigheden, den aangever toelating verleen en de bevestiging te doen voor een anderen ambtenaar of openbaren beambte.

ART. 56.

De rechten van successie, van overgang bij overlijden of van overgang in de rechte linie evenals de boeten die zouden kunnen beloopt worden, worden voldaan binnen de tien, elf of twaalf maanden te rekenen van den dag van het overlijden, naar gelang het overlijden overkomen is in het Rijk, in een ander land van Europa, of buiten Europa.

Wordt het recht binnen dien termijn niet betaald, dan is de wettige interest, op den voet bepaald voor de burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd te rekenen van den dag waarop de betaling had moeten gedaan worden.

ART. 57.

De overleden echtgenoot die de gemeenschap in haar geheel behoudt krachtens eene huwelijksvereenkomst, zooals voorzien bij artikel 7 der wet van 17 December 1851, is uit dien hoofde, ten aanzien van de aangifte, de

mation et le paiement des droits, aux mêmes obligations que celles incombant aux héritiers et aux légataires universels.

ART. 58.

A défaut de déclaration dans le délai prescrit, comme aussi à défaut d'affirmation dans ce délai, chacun des contrevenants encourt une amende de cinq francs par semaine de retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

Il est décerné une contrainte en paiement, outre la dite amende, d'une somme arbitrée d'office, sauf régularisation ultérieure.

ART. 59.

Les amendes édictées par les lois du 27 décembre 1817 et du 17 décembre 1851 pour le cas où la déclaration déposée est inexacte ou incomplète, sont portées au double si la contravention a été commise de mauvaise foi.

L'administration est autorisée à établir la mauvaise foi par tous moyens de droit commun.

Il ne peut, en ce cas, être fait aucune remise d'amende.

SECTION III.

Mesures de contrôle; obligations des tiers. — Pénalités. — Prescription. — Dispositions diverses.

ART. 60.

L'administration de la Trésorerie et de la Dette publique, les administrations des provinces, des communes, des établissements publics et des sociétés ne peuvent, après le décès d'un habitant du Royaume, titulaire d'une inscription

bevestiging en de betaling der rechten, onderworpen aan dezelfde verplichtingen als die welke op de erfgenamen en algemeene legatarissen rusten.

ART. 58.

Bij gebreke de aangifte binnen den bepaalden termijn te doen, alsmede bij gebreke van bevestiging binnen dien termijn, beloopt ieder der overtreders eene boete van 5 frank voor iedere week verwijt; iedere week die begonnen is, wordt voluit gerekend.

Een dwangbevel wordt uitgevaardigd tot betaling, onverminderd gemelde boete, eener som begroot van ambtswege, behoudens latere regeling.

ART. 59.

De boeten waarmede de wetten van 27 December 1817 en van 17 December 1851 bedreigen voor het geval dat de ingediende aangifte onjuist of onvolledig is, worden op het dubbel gebracht indien de overtreding te kwader trouw begaan is.

Het beheer is bevoegd de kwade trouw door alle middelen van gemeen recht te bewijzen.

In dit geval mag geen kwijschelding van boete verleend worden.

AFDEELING III.

Maatregelen van toezicht; verplichtingen van de derden. — Straffen. — Verjaring. — Verschillende bepalingen.

ART. 60.

Het beheer der Thesaurie en Openbare Schuld, de besturen van de provinciën, gemeenten, openbare inrichtingen en vennootschappen mogen, na het overlijden van eenen inwoner van het Rijk, titularis van eene inschrijving of van

ou d'un titre nominatif, en opérer le transfert, la mutation ou la conversion que sur la présentation d'un certificat de non-opposition délivré, sans frais, par le receveur du droit de succession dans le ressort duquel le défunt a eu son dernier domicile.

ART. 61.

Les administrations et les établissements publics, toutes associations, compagnies ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change, et les officiers publics ou ministériels qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un héritier, légataire ou autre ayant droit par suite du décès d'un habitant du Royaume, ne peuvent en opérer la restitution, le paiement ou le transfert qu'après avoir remis au fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement désigné à cette fin, la liste certifiée sincère et véritable des dits titres, sommes ou valeurs.

S'il s'agit de choses confiées au détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le coffre ou le pli ne peuvent être restitués aux ayants droit, après le décès du déposant, qu'après avoir été ouverts en présence du détenteur, afin de permettre à celui-ci de dresser la liste prescrite.

Si les choses détenues ou les sommes dues peuvent, d'après la convention, être restituées ou payées à un cointéressé ou à un mandataire, le détenteur ou le débiteur sont tenus :

1° Dès la formation de cette conven-

enen titel op naam, de overdracht, den overgang of de ontzetting daarvan niet bewerkstelligen, dan op vertoon van een bewijs van niet verzet, kosteloos verstrekt door den ontvanger van het successierecht in wiens gebied de overledene zijne laatste woonplaats gehad heeft.

ART. 61.

De openbare besturen en inrichtingen, alle vereenigingen, maatschappijen of vennootschappen welke in België hunne hoofdinrichting, een hulpluis of eenigerlei zetel van verrichtingen hebben, de bankiers, de wisselagenten en de openbare of ministerieele beampten welke houders of schuldenaars zijn, uit welken hoofde ook, van titels, sommen of waarden toekomende aan eenen erfgenaam, legataris of anderen rechthebbende ten gevolge van het overlijden van eenen inwoner van het Rijk, mogen daarvan de teruggave, de betaling of de overdracht niet doen dan na aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het beheer der registratie de echt en waar verklaarde lijst van de gemelde titels, sommen of waarden te hebben overhandigd.

Betreft het voorwerpen aan den hooftoevertrouwd in een gesloten koffer of onder verzegelden omslag, dan mogen, na het overlijden van den nederlegger, het koffer of de omslag aan de rechthebbers niet worden wedergegeven dan na de opening in tegenwoordigheid van den houder, ten einde hem toe te laten de voorgeschreven lijst op te stellen.

Mogen de bewaarde voorwerpen of de verschuldigde sommen, volgens de overeenkomst, teruggegeven of betaald worden aan eenen medebelanghebbende of aan eenen lasthebber, dan zijn de houder of de schuldenaar verplicht :

1° Van het oogenblik af waarop die

tion, d'en donner connaissance au fonctionnaire compétent ;

2° De retenir une preuve écrite des restitutions ou paiements opérés en mains du coïntéressé ou du mandataire, et, le cas échéant, de la date de chaque restitution ou paiement ;

3° De se refuser, dès qu'ils ont connaissance du décès, au paiement des sommes dues ou à la restitution des choses détenues, avant d'avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des sommes, titres ou valeurs qui figuraient au compte du défunt au jour de son décès, et, le cas échéant, la liste des choses contenues dans le coffre ou sous le pli détenus.

Si le coïntéressé ou le mandataire ont opéré un retrait ou reçu un paiement postérieurement au décès, ils sont tenus, dès qu'ils ont connaissance de ce décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des sommes, titres ou valeurs qui figuraient au compte du défunt au jour de son décès et, le cas échéant, des choses contenues dans le coffre ou sous le pli détenus.

ART. 62.

Si un coffre-fort était tenu en location par un habitant du Royaume chez une personne ou dans une société se livrant habituellement à la location de coffres-forts, le coffre ne peut être ouvert, après le décès du locataire, qu'en présence du loueur ; celui-ci est tenu de remettre au

overeenkomst wordt getroffen, den bevoegden ambtenaar daarvan kennis te geven ;

2° Een schriftelijk bewijs te bewaren der teruggaven of betalingen gedaan in handen van den medebelanghebbende of van den lasthebber en, desgevallende, van den datum van elke teruggave of betaling ;

3° Van het oogenblik af waarop het overlijden hun bekend is, de betaling der verschuldigde sommen of de teruggave der bewaarde voorwerpen te weigeren, vooraleer zij aan den bevoegden ambtenaar de lijst hebben afgegeven der sommen, titels of waarden die voorkwamen op de rekening van den overledene op den dag van zijn overlijden en, bij voorkomend geval, de lijst der voorwerpen vervat in het bewaarde koffer of onder den bewaarden omslag.

Indien de medebelanghebbende of de lasthebber, na het overlijden, eene terugneming gedaan of eene betaling ontvangen hebben, zijn zij verplicht, zoodra zij kennis hebben van dit overlijden, aan den bevoegden ambtenaar eene volgens het eerste lid van dit artikel opgemaakte lijst te overhandigen der sommen, titels of waarden die voorkwamen op de rekening van den overledene op den dag van zijn overlijden en, bij voorkomend geval, der voorwerpen vervat in het bewaarde koffer of onder den bewaarden omslag.

ART. 62.

Indien eene brandkist in huur gehouden werd door eenen inwoner van het Rijk bij eenen persoon of in eene vennootschap die gewoonlijk brandkisten verhuren, mag de kist niet geopend worden, na het overlijden van den huurder, dan in tegenwoordigheid van

fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement désigné à cette fin, avant la prise de possession par les ayants-droit, la liste certifiée sincère et véritable des objets, sommes, titres ou valeurs renfermés dans le coffre.

Si, d'après la convention, le coffre-fort peut être ouvert par un coïntéressé, par un mandataire et, plus généralement, par toute personne autre que le défunt, le loueur est tenu :

1° Dès la formation de cette convention, d'en donner connaissance au fonctionnaire compétent ;

2° De retenir une preuve écrite du fait et de la date de l'ouverture du coffre par toute personne autre que le défunt ;

3° De se refuser, dès qu'il a connaissance du décès, à l'enlèvement des choses contenues dans le coffre avant d'en avoir remis la liste au fonctionnaire compétent.

Si le coïntéressé ou le mandataire ont retiré, postérieurement au décès, des choses contenues dans le coffre, ils sont tenus, dès qu'ils ont connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des choses contenues dans le coffre au jour du décès.

ART. 63.

Les certificats et listes visés aux trois articles qui précèdent sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

den verhuurder; deze is gehouden aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het beheer der registratie, vóór de inbezitneming door de rechthebbenden, eene echt en waar verklaarde lijst ter hand te stellen der in de kist geborgen voorwerpen, sommen, titels of waarden.

Indien, volgens de overeenkomst, de brandkist door eenen medebelanghebbende, eenen lasthebber en, in 't algemeen, door eenig anderen persoon dan den overledene mag geopend worden, is de verhuurder verplicht :

1° Van het oogenblik af waarop die overeenkomst getroffen wordt den bevoegden ambtenaar daarvan kennis te geven ;

2° Een schriftelijk bewijs te bewaren van het feit en van den datum der opening van de kist door eenig anderen persoon dan den overledene ;

3° Zoodra hij kennis heeft van het overlijden, het wegnemen te weigeren der voorwerpen in de kist geborgen, vooraleer den bevoegden ambtenaar de lijst daarvan ter hand te hebben gesteld.

Indien de medebelanghebbende of de lasthebber, na het overlijden, voorwerpen uit de kist hebben weggenomen, zijn zij verplicht van het oogenblik af waarop het overlijden hun bekend is, den bevoegden ambtenaar eene overeenkomstig het eerste lid van dit artikel opgestelde lijst te overhandigen, van de op den dag van het overlijden in de kist geborgen voorwerpen.

ART. 63.

De bewijzen en lijsten waarvan sprake in de drie voorgaande artikelen zijn vrij van het zegel en de registratie.

ART. 64.

Toute contravention aux dispositions des articles 60, 61 et 62 est punie d'une amende de 500 à 5,000 francs. L'administration est autorisée à établir la contravention par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

Les contrevenants sont solidairement tenus, le cas échéant, avec les héritiers ou légataires, au paiement des droits, intérêts et amendes.

ART. 65.

La demande de droit de succession, en principal et intérêts, ainsi que des amendes pour défaut de déclaration, pour déclaration inexacte ou incomplète et pour contravention aux articles 60, 61 et 62, se prescrit par vingt ans.

Restent toutefois soumises à la prescription actuelle, la demande pour défaut de déclaration de biens immeubles et de rentes ou créances inscrites dans les registres ou comptes désignés à l'article 18 de la loi du 17 décembre 1851, et la demande pour insuffisance d'évaluation susceptible d'être établie par expertise.

ART. 66.

Les assureurs belges et les représentants en Belgique des assureurs étrangers sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement, agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Ministre des Finances, leurs répertoires, registres, livres, polices, contrats et tous autres documents.

Tout refus de communication est

ART. 64.

Alle overtreding der bepalingen van de artikelen 60, 61 en 62 wordt gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank. Het beheer is gemachtigd de overtreding vast te stellen door alle middelen van gemeen recht, de beslissende eed uitgezonderd.

De overtreders zijn hoofdelijk gehouden, bij voorkomend geval, met de erfgenamen of legatarissen tot het betalen van de rechten, interesten en boeten.

ART. 65.

De vordering van het recht van successie, in hoofdsom en interesten, alsmede van de boeten wegens gemis van aangifte, wegens onnauwkeurige of onvolledige aangifte en wegens overtreding der artikelen 60, 61 en 62, verjaart met twintig jaren.

Blijven nochtans aan de thans bestaande verjaring onderworpen, de vordering wegens gemis van aangifte van onroerende goederen en van renten of schuldvorderingen ingeschreven in de registers of rekeningen aangeduid onder artikel 18 der wet van 17 December 1851, en de vordering wegens ontoereikendheid van waardebepaling welke door schatting kan vastgesteld worden.

ART. 66.

De Belgische verzekeraars en de vertegenwoordigers in België der vreemde verzekeraars zijn gehouden, aan de ambtenaren der registratie handelende in uitvoering van eene bijzondere machtiging van den Minister van Financiën, hunne repertoria, registers, boeken, polissen, contracten en alle andere bescheiden zonder verplaatsing, ter kennisneming mede te deelen.

Alle weigering van mededeeling

constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

wordt bij proces-verbaal vastgesteld en gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

CHAPITRE VI.

Dispositions transitoires.

Art. 67.

Dans les six mois à compter du jour où la présente loi sera obligatoire, seront admis à l'enregistrement au droit gradué établi par les articles 7 et 8, les actes sous seing privé ou passés en pays étranger d'une date antérieure, portant bail, sous-bail, subrogation, cession et rétrocession de bail de biens immeubles situés en Belgique.

Pendant le même délai, ceux de ces actes qui auraient été faits en contravention à la loi sur le timbre, seront admis au timbrage à l'extraordinaire ou au visa pour timbre sans amende.

Art. 68.

Dans les six mois à compter du jour où la présente loi sera obligatoire, tous les écrits visés aux articles 32 et 34, qui auraient été faits à une date antérieure en contravention à la loi sur le timbre, seront admis au timbrage à l'extraordinaire ou au visa pour timbre, sans amende, au taux fixé par la présente loi, s'il est inférieur au taux de la loi ancienne.

A l'expiration de ce délai, les écrits faits en contravention à la loi seront soumis à toutes les dispositions en vigueur.

HOOFDSTUK VI.

Overgangsbepalingen.

Art. 67.

Binnen de zes maanden te rekenen van den dag waarop deze wet zal verplichtend wezen, worden, tegen het trapsgewijze bepaald recht gevestigd bij de artikelen 7 en 8, tot de registratie toegelaten de onderhandsche of in den vreemde verleden akten van vroegere dagteekening, houdende verhuring, onderverhuring, indeplaatsstelling, afstand en wederafstand van huur van in België liggende onroerende goederen.

Gedurende denzelfden termijn, worden die akten welke in overtreding van de wet op het zegel zouden opgemaakt zijn, zonder boete toegelaten tot de buitengewone stempeling of tot het visa voor zegel.

Art. 68.

Binnen de zes maanden te rekenen van den dag waarop deze wet uitvoerbaar zal zijn, worden al de geschriften bedoeld onder artikelen 32 en 34 en die op een vroegeren datum, in overtreding van de wet op het zegelrecht, zouden opgemaakt geworden zijn, zonder boete toegelaten tot het buitengewoon stempelen of tot het visa voor zegel, tegen het bedrag bepaald bij deze wet, indien het minder is dan het bedrag der oude wet.

Na het verstrijken van dien termijn, zullen de geschriften opgemaakt in overtreding van de wet, aan al de van kracht zijnde bepalingen onderworpen worden.

ART. 69.

Les personnes visées à l'article 35, qui, à l'époque de la mise en vigueur de la présente loi, détiennent des titres étrangers non timbrés, sont admises, pendant le délai fixé à l'article précédent, à les faire timbrer, sans amende, au taux de la loi ancienne.

ART. 70.

Il est accordé aux débiteurs, détenteurs et loueurs de coffres-forts, désignés aux articles 61 et 62, un délai de trois mois à partir du jour où la présente loi sera obligatoire, pour donner connaissance au fonctionnaire compétent de l'administration de l'enregistrement des conventions antérieurement faites rentrant dans les prévisions du troisième alinéa, 1°, de l'article 61 et du deuxième alinéa, 1°, de l'article 62.

ART. 71.

La première remise au bureau compétent des extraits visés à l'article 18 ci-avant aura lieu dans les dix premiers jours du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi sera obligatoire.

Préalablement à cette remise, les professionnels feront parvenir au fonctionnaire compétent la déclaration prévue à l'article 17.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 1913.

ART. 69.

De personen aangeduid onder artikel 35 en die, ten tijde der inwerking-treding dezer wet, vreemde ongezegelde titels bezitten, worden, gedurende den termijn onder het vorig artikel vast-gesteld, toegelaten om ze, zonder boete, te laten zegelen tegen het bedrag der oude wet.

ART. 70.

Aan de verkoopers, bezitters en verhuurders van brandkisten, aangewezen onder de artikelen 61 en 62, wordt, te rekenen van den dag waarop deze wet zal verplichtend zijn, eenen termijn van drie maanden verleend om aan den bevoegden ambtenaar van het beheer der registratie kennis te geven der vroeger gesloten overeenkomsten vallende binnen de voorzieningen van het derde lid, 1°, van artikel 61 en van het tweede lid, 1°, van artikel 62.

ART. 71.

De eerste afgifte ten bevoegde kantore van de uittreksels bedoeld bij artikel 18 hiervoren zal geschieden binnen de tien eerste dagen der maand volgende op degene in den loop waarvan deze wet zal verplichtend zijn.

Alvorens deze afgifte te doen, zullen de beroepslieden den bevoegden ambtenaar de aangifte voorzien onder artikel 17 doen geworden.

Gegeven te Brussel, den 31^e Mei 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JUNI 1913.

Wetsontwerp brengende wijzigingen in de wetten betreffende de rechten van registratie, van hypotheek, van zegel en van successie.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MINE HEEREN,

Ingevolge 's Konings bevelen, heb ik de eer aan uwe beraadslaging te onderwerpen een ontwerp van wet waarbij verscheidene wijzigingen en zekere aanvullingen in de wetten op de registratie-, hypotheek-, zegel- en successierechten worden gebracht.

A. — Registratierechten.

Schenken onder de levenden.

De thans bestaande wetgeving onderwerpt aan het recht van 1.40 t. h. de schenkingen onder de levenden van onroerende goederen in de rechte linie, en aan het recht van 6.90 t. h. de schenkingen onder de levenden van onroerende goederen onder bloedverwanten in de zijlinie of niet verwante personen; die rechten worden verminderd, het eerste tot 0.65 t. h. en het tweede tot fr. 3.40 t. h., wanneer de schenking roerende goederen tot voorwerp heeft (wet van 22 Frimaire jaar VII, art. 69, § 6, 1^o, en § 8, 1^o; wet van 1 Juli 1869, art. 5; wet van 28 Juli 1879, art. 1).

Artikel 1 van het wetsontwerp stelt het tarief, van toepassing op de schenkingen onder de levenden, in overeenstemming met hetgene dat nader zal voorgesteld worden voor het recht van successie (art. 44, 45 en 46) en, diensvolgens, schaft te dien opzichte alle onderscheid af tusschen de onroerende schenkingen en de roerende schenkingen.

H

« De schenking, zoo zegt zeer wel een schrijver, is meer een economisch verschijnsel dan eene rechtsdaad; er bestaat « schenking » telken male kosteloze verrijking met inzicht door eenen persoon aan eenen anderen verschaft wordt » . (PLANIOL, *Traité de droit civil*, 5^{de} uitgave, B. III, n^o 2501.) Van dit standpunt beschouwd, is de overeenstemming volmaakt tusschen de schenking en het legaat; men vindt geene reden om de schenking onder de levenden, op fiscaal gebied, minder of meer gunstig te behandelen dan de schenking bij testament; evenmin vindt men er — het moge eene schenking of eene erfmaking betreffen — om het bedrag van het recht te doen verschillen volgens dat de milddadigheid onroerende goederen of roerende goederen tot voorwerp heeft.

Ook, wordt door de wetgeving van bijna al de landen hetzelfde tarief toegepast op die verschillende overgangen. Zoo is het namelijk in Frankrijk (wetten van 25 Februari 1901 en van 8 April 1910), in Italië (wet van 23 Januari 1902), in Spanje (wetten van 2 April 1900 en van 31 December 1905), in Duitschland (wet van 3 Juni 1906).

Het voorgestelde artikel doet, terzelfder tijd, de strijdigheid verdwijnen welke hieruit voortvloeit dat, onder de heerschappij van de thans bestaande wetgeving, de *giften* gedaan aan zekere openbare inrichtingen ontslagen zijn van alle overgangsrecht (besluiten van 15 Brumaire en 7-17 Pluviose jaar XII; besluit van 18 Februari 1809, art. 41; wet van 30 December 1809, art. 84; wet van 6 November 1813, art. 67), dan wanneer sedert de wet van 27 December 1817 de *legaten* gedaan aan diezelfde inrichtingen onderworpen zijn aan het hoogste successierecht (13.80 t. h.). Voortaan, zal een zelfde recht, vastgesteld op 10 t. h., geheven worden van de giften en de legaten gedaan ten voordeele van het onderwijs, van de liefdadigheid en de godsdiensten.

Kredietopeningen.

De wet van 24 Maart 1873 onderwerpt de akten houdende kredietopening op hypotheek of op onderpand aan een recht van 0.65 t. h., eischbaar bij het registreeren van de akte, en zij beveelt dat, in geval van geheele of gedeeltelijke tegeldemaking van het krediet, de inning aangevuld wordt tot beloop van de volgens de bestaande wetten eischbare rechten.

Alles wel ingezien, is dit fiscaal stelsel enkel de bevestiging van een begrip waarvolgens de kredietopening eene leening met opschorsende voorwaarde uitmaakt.

Dit begrip is door de leer- en de rechtspraak verworpen geworden; de wet van 15 April 1889, brengende wijziging in artikel 80 van de hypotheekwet, heeft het beslissenderwijze afgewezen.

In het burgerlijk recht, komt de kredietopening voor als een bijzonder contract, *sui generis*, waarbij een persoon — de kredietgever — de *huidige* verbintenis aangaat zich, gedurende zekeren tijd, toe te leggen op de

eene of op de andere verrichting van zijnen handel, of van zijne nijverheid ten voordeele van een anderen persoon — den kredietnemer — die, zijnerzijds, ook de *huidige* verbintenis aangaat den eersten, bij het verstrijken van het contract, te vergoeden voor de gevolgen van de uitvoering zijner belofte.

In deze opvatting bestaat er geene reden om de kredietopening, van hare vorming af, niet te treffen door een bijzonder recht geëvenredigd aan het geopend krediet en dekkende al de latere uitvoeringsdaden: geldvoorschotten, wisselaanvaarding, discontoeering of voor avanteekening van handelseffecten, onderteekening van briefjes, levering van goederen, enz.

Artikel 3 van het ontwerp beslist in dien zin.

Gesteld het nuttig gevolg van het contract van kredietopening, — waarvan de uitvoering in 't algemeen eene reeks verrichtingen begrijpt waarvan het geldelijk belang, in zijn geheel genomen, het beloop van het krediet in hooge mate overtreft, — zou men gegrond zijn het te onderwerpen aan een tamelijk hoog recht.

Doch er moet rekening gehouden worden met de groote diensten die door deze soort van overeenkomst aan handel en nijverheid bewezen worden.

Dit zijnde en aangezien de overeenstemming die feitelijk bestaat tusschen de kredietopening en eene leening waarbij de ontleende gelden onder de berusting van den leener, ter beschikking van den ontleener, zouden blijven, is de Regeering van oordeel dat de kredietopeningen niet behooren onderworpen te worden aan een hooger recht dan hetgene dat op algemeene wijze gevestigd is voor de schuldbekentenissen van sommen (1.40 t. h.).

De voorgestelde hervorming zal dit dubbel voordeel hebben het misbruik te beteugelen, waarbij echte leeningen onder den dekmantel van eene kredietopening verborgen worden, en de ongelijkheid te doen verdwijnen die zich voordoet, onder het bestaande stelsel, doordat het bewijs van de tegeldemaking van het krediet slechts bij toeval en in talrijke gevallen, niettegenstaande de zekerheid welke omtrent het feit bestaat, in rechten op onvoldoende wijze door het Beheer kan geleverd worden.

Akten van vennootschap.

Het ontwerp vestigt voor de akten van vennootschap een fiscaal stelsel overeenstemmend met hetgeen bij de wet van 15 Mei 1905 gehuldigd werd voor de verdeelingsakten; het vervangt het eenvoudig vast recht (thans 7 frank), gesteld bij de wet van 22 Frimaire jaar VII, door een licht evenredig recht (0.50 t. h.) te heffen van de ruwe waarde van de inbrengsten.

Deze helling sluit de opvorderbaarheid uit : a) van de gewone rechten van overgang thans geheven op de inbrengsten ten bezwarenden titel, 't is te zeggen op de inbrengsten waartegen in ruiling eene andere gelijke waarde dan een aandeel in de winsten wordt bedongen ten laste van de vennootschap ten bate van den inbrenger of van zijne schuldeischers; b) van de rechten waartoe, onder de heerschappij van de thans bestaande wetgeving, aanleiding geven de bepalingen van het maatschappelijk contract ter zake van de betrekkingen der vennootschap met hare zaakvoerders, beheerders of commissarissen, en van de storting voorgeschreven bij artikel 29 der wet van 18 Mei 1873, voor het oprichten van de naamlooze vennootschappen.

Het nieuwe recht heeft dezelfde oorzaak, denzelfden aard en wordt onderworpen aan dezelfde regelen van opvorderbaarheid als het vaste recht gesteld bij artikel 3 der wet van 22 Frimaire jaar VII voor de akten die geen overgang van goederen, gelden of waarden bevatten : 't is een akte-recht, niet een overgangsrecht.

De nieuwe tarifeering laat ongerept de vrijstellingen verleend door bijzondere wetten ten gunste van zekere soorten vennootschappen, onder andere de samenwerkende vennootschappen (wet van 2 Juli 1873, art. 2), de maatschappijen van werkmanswoningen (wetten van 9 Augustus 1889, art. 42 en 43, en 30 Juli 1892, art. 4) en de maatschappijen van onderlingen bijstand (wet van 23 Juni 1894, art. 8).

De bepalingen van artikel 6 zijn maatregelen van voorzorg tegen bedrog.

De leer- en de rechtspraak willen dat wanneer een onroerend goed het voorwerp heeft uitgemaakt van eene inbrengst in eene vennootschap die eene rechtspersoonlijkheid vormt, later elke deelgenoot daarvan eigenaar kan worden, hetzij door het aankopen van de actiën of interestaandeelen van zijne mededeelgenooten, hetzij door middel van eene verdeeling van het maatschappelijk bezit, zulks zonder aan het evenredig recht onderworpen te worden, gesteld op de overgangen van onroerende goederen.

De ondervinding heeft bewezen dat de Schatkist alles te vreezen heeft van eene leer waarbij het mogelijk is alzoo, door het stichten van fictieve vennootschappen, de betaling van de overgangsrechten te ontduiken.

Eene bijzondere bepaling was dus noodzakelijk.

In dezen gedachtengang wordt door het ontwerp een onderscheid gemaakt volgens dat de opgerichte vennootschap eene vennootschap van personen of eene vennootschap van kapitalen is.

Geldt het eene vennootschap van personen, dan wordt zij, voor de toepassing van de fiscale wet, aanzien als vestigende eene eenvoudige gemeenschap; de deelgenooten worden beschouwd als hebbende een recht van mede-eigendom in de goederen die het maatschappelijk bezit uitmaken; ingeval de deelgenooten aan een hunner hunne interestaandeelen afstaan, wordt het contract beschouwd als hebbende onverdeelde rechten tot voorwerp

en, desvoorkomend, onderworpen aan het evenredig recht gesteld op de verkooping, bij toepassing van artikel 4 der wet van 15 Mei 1903.

Geldt het eene vennootschap op aandelen, dan wordt het zedelijk wezen beschouwd als eigenaar van de gemeenschappelijke goederen; de deelgenooten worden beschouwd als hebbende enkel in hunnen boedel een zuiver roerende actie; maar de eigendom van de onroerende goederen die van de vennootschap afhangen, mag nooit overgaan in den persoonlijken boedel van eenen actiehouders — op welke wijze ook de verkrijging geschiedt — zonder betaling van het overgangsrecht.

Onderhandsche huurcontracten.

Onder de heerschappij van de thans bestaande wetgeving, moeten de onderhandsche huurcontracten van in België liggende onroerende goederen worden geregistreerd binnen de drie maanden van hunne dagteekening, indien de akte in het land werd verleden, en binnen den termijn van zes, twaalf en vier en twintig maanden, indien zij werd verleden in een ander land van Europa, in Amerika, in Azië of in Afrika (wet van 22 Frimaire jaar VII, art. 22).

Het recht waaraan de huurcontracten zijn onderworpen belooft 0.20 t. h., indien de duur van de verhuring minder is dan zeven en twintig jaar, en 0.40 t. h., indien het eene verhuring van zeven en twintig jaar of meer, eene verhuring voor het leven of voor eenen onbepaalden tijd geldt (wet van 6 Augustus 1887).

Anderdeels, is de rechtspraak in dien zin gevestigd, dat het beheer, voor het vorderen van de betaling van het recht, verplicht is, niet alleen het bestaan van het huurcontract vast te stellen, doch insgelijks te bewijzen dat het in schrift werd gesteld; en het beheer kan dit bewijs slechts leveren door akten die het bestaan van een schriftelijk huurcontract aan den dag brengen.

Iedereen weet, dat de onderhandsche huurcontracten zeer zelden geregistreerd worden. In de werkelijkheid betalen zij de belasting dan alleen wanneer daarvan door openbare akte wordt gebruik gemaakt of wanneer zij in rechten worden overgelegd, de artikelen 41 en 42 der wet van 22 Frimaire jaar VII aan de openbare beambten en ambtenaren de verplichting opleggende van de onderhandsche akten te doen registreeren alvorens daarvan gebruik te maken in hunne eigen akten (vergelijk artikel 47 derzelfde wet). En, wanneer de uitvoering van een huurcontract aanleiding geeft tot eene beteekening door deurwaardersexploot, tot een gerechtelijk bevel, vindt men dan nog dikwijls het middel om het bestaan van het schriftelijk huurcontract te verbergen met, in de akten van rechtspleging, te spreken van eene « mondelinge overeenkomst », zelfs wanneer de bedingen en de bewoordingen van het contract besproken worden.

't Is van belang aan dit misbruik een einde te stellen; want, buiten de

inning van de belasting op de bedoelde contracten, is het, voor verscheidene redenen, hoogst nuttig dat het Beheer daarvan kennis hebbe.

Men zou begrijpen dat, om dezen stand van zaken te verhelpen, de wetgever strengere straffen zou opleggen dan de thans bepaalde boete van het dubbelrecht (wet van 22 Frimaire jaar VII, art. 38). Maar zeer twijfelachtig is het dat men door dergelijken maatregel den gewenschten uitslag zou kunnen bereiken.

Het wil voorkomen dat er wat beters te doen valt.

De twee hoofdredenen waarvoor de onderhandsche huurcontracten niet geregistreerd worden zijn dat het recht — alhoewel gering — in 't algemeen als te hoog wordt beschouwd en dat het Beheer niet beschikt over de middelen die noodig zijn om de wet te doen eerbiedigen.

Dit zijnde, schijnt het dat de volgende maatregelen te nemen zijn : vermindering van het recht tot een minimumbedrag en toekenning aan den fiscus van vorderingsmiddelen die de ontsnapping van de belastbare zaak beletten.

Door artikelen 7 tot 11 wordt in dien zin beschikt.

De artikelen 7 en 8 vervangen het thans verschuldigde evenredige recht door een recht *trapsgewijze bepaald*, volgens de belangrijkheid van de huur- of pachtprizen : het minimum recht zal fr. 0.50, het maximum recht 3 frank belopen.

Wel is verstaan dat dit recht de borgstelling dekt die, onder de heerschappij van de thans bestaande wetgeving, wordt onderworpen aan een bijzonder recht gelijk aan de helft van het recht verschuldigd voor het huurcontract zelf (wet van 6 Augustus 1887, art. 3).

Het voordeel van deze bepalingen wordt afhankelijk gesteld van de uitdrukkelijke voorwaarde dat het huurcontract binnen den wettelijken termijn geregistreerd worde ; na dezen termijn, wordt het evenredige recht opeischbaar, op voet van de wet van 6 Augustus 1887.

Het spreekt van zelf dat de voorgestelde bepalingen slechts van toepassing zijn op de onderhandsche of in den vreemde verleden akten, ter uitsluiting van de authentieke akten en van de onderhandsche akten voor notaris erkend.

Artikel 9 van het ontwerp stelt als wettelijk vermoeden *juris et de jure* dat het aangaan van een huurcontract wordt gevolgd door het verlijden van eene akte, hetgeen in 't algemeen overeenstemt met de werkelijkheid der zaken

Maar dit vermoeden zal dan alleen werken wanneer het zal gelden eene verhuring aangegaan voor een jaar of meer. Het zal dus niet van toepassing zijn op de verhuring van werkmanshuizen, van woonvertrekken, van kwartieren, dewelke, meestal, per maand geschiedt.

Ten slotte, tot zekerheid van de uitvoering der voorgestelde bepalingen, wordt het Beheer bij artikel 10 gemachtigd om het bestaan van de belast-

bare zaak door alle bewijsmiddelen van gemeen recht, met uitzondering van den beslissenden eed, te staven.

Het registreeren der huurcontracten, zelfs op voet van het trapsgewijs bepaalde tarief, zal zelfstandig een niet te verwaarloozen geldmiddel verschaffen. Maar de invloed daarvan zal zich bovenal doen gevoelen in de opbrengst van de successierechten en van de rechten van overgang onder de levenden ten kosteloozen of ten bezwarenden titel, in dier voege dat het beheer aan de geregistreerde huurcontracten bestanddeelen zal ontleenen, die zullen toelaten met meer zekerheid de waarde van de onroerende goederen te bepalen en van alzoo het bedrog te beteugelen dat aan de Schatkist een aanmerkelijk nadeel veroorzaakt.

Beursverrichtingen.

De wet van 22 Frimaire jaar VII — 't is een feit — rangschikt tusschen de zaken aan het evenredig registratierecht onderworpen, de overdracht van mobiliere waarden, zoowel als de burgerlijke verwisselingen van het onroerend fortuin. Dit blijkt, eenerzijds, uit artikel 4 die het principe stelt der invorderbaarheid van het evenredig recht op al de waardeverwisselingen, zonder onderscheid, en, anderzijds, uit artikel 69 dat de vestiging van het recht regelt en waar men het tarief vindt voor de verschillende titels en contracten hebbende tot voorwerp roerende goederen of onroerende goederen.

Maar in de inrichting van de inning van het recht worden, door de thans bestaande wetgeving, de juridische verrichtingen die roerende goederen tot voorwerp hebben, en die welke onroerende goederen betreffen, zeer verschillend behandeld.

Wat deze aangaat, is de betaling van de belasting volstrekt verplichtend. Dat de overgang door authentieke akte vastgesteld worde, ofwel dat het bewijsstuk een onderhandsche akte zij, ofwel nog — indien er sprake is van overdracht van eigendom of naakten eigendom — dat de mutatie gedaan geworden zij zonder akte, in al de gevallen moet de belasting binnen den stipt gestelden termijn betaald worden.

Tegenover de mobiliere overdrachten integendeel heeft de wetgever zich slechts bekommerd met de betaling der rechten te eischen in eene zeer beperkte verhouding.

Indien de verrichtingen of overeenkomsten voor mobiliere waarden het voorwerp uitmaken van authentieke akten, worden zij noodwendig aan de belasting onderworpen door het feit dat die akten binnen een bepaalden termijn moeten geregistreerd zijn (art. 7, 20, 33 tot 37 der wet van Frimaire). Maar als dezelfde verrichtingen of overeenkomsten gestaafd worden door onderhandsche akten, zijn deze niet aan de registratie voor te leggen binnen een stipt gestelden termijn : zij moeten er slechts verplichtenderwijze aan

onderworpen worden zoo er « gebruik van gemaakt wordt, hetzij in rechten, of voor elk andere aangestelde macht » (art. 23 derzelfde wet). Wat aangaat de mondelinge overeenkomsten, zij zijn vrij van de belasting op volstreckte wijze.

De geldleeningen en de kredietopeningen op hypotheek ter zijde stellend, die de tussehenkomst van eenen notaris vorderen — de openbare verkoopen van mobiliare voorwerpen, van oogsten, van houtkappingen, van koopwaren, dewelke slechts kunnen plaats hebben met tussehenkomst van eenen openbaren ambtenaar, de geprotesteerde orderbriefjes die te zamen geregistreerd moeten worden met de akten van protest — mag men zeggen dat het overgroot getal der mobiliare verhandelingen, in feite, vrij is van de registratierechten uit oorzaak der wetsinrichting zelve.

Dit fiscaal regiem was te beseffen ten tijde dat de wetgeving uit de Revolutie ontsproten de registratierechten vestigde of regelde, aangezien toenmaals de mobiliare waarden slechts een zwak gedeelte van het openbaar fortuin daargestelden en dat het onroerend goed om zoo te zeggen het eenig goed uitmaakte dat kon gewaardeerd worden.

Sedert dien lang verloopenen tijd, heeft er zich, vooreerst geleidelijk, dan op ras en rassere wijze gevormd, verspreid en algemeen gemaakt, een nieuwe mobiliare rijkdom uit den handel en de nijverheid geput.

Het oogenblik is gekomen die mobiliare rijkdom meer aan de aanwasende noodwendigheden der openbare diensten te doen bijdragen.

Op dit standpunt, ergert men zich waar te nemen dat de verrichtingen voor doel hebbende den aankoop en den verkoop van beurswaarden, alhoewel zij overdracht van eigendom ten gevolge hebben, niet door het evenredig registratierecht getroffen worden.

Deze volstreckte vrijdom ten voordeele van eene ontelbare klasse van overeenkomsten in verband met een reusachtig gedeelte van den openbaren rijkdom, schijnt ten huidigen dage niet te verrechtvaardigen.

De bepalingen van artikelen 12 tot 28 van het ontwerp hebben voor doel een einde te stellen aan dien toestand van uitzondering.

Het artikel 12 treft met een evenredig registratierecht alle verrichting op de beurswaarden gedaan.

Het voortbrengend feit van de belasting is de verhandeling, de aankoop en de verkoop, zonder onderscheid van het tijdstip vastgesteld voor de uitvoering van den koop.

De bepaling treft de actiën en aandeelen der vennootschappen en maatschappijen welke ook, de rente of leeningtitels, schatkistbons, kasbons of andere publieke effecten en, in het algemeen, de openbare fondsen van allen aard, welke ook hunne afkomst zij (Belgische of vreemde titels), welke ook hunne manier van overdraagbaarheid zij (nominale titels of aan toonder), zij mogen dan al of niet tot de officieele kwoteering toegelaten zijn.

Eene hoofdzakelijke voorwaarde der opvorderbaarheid van het recht is dat de verrichting verhandeld worde bij tusschenkomst van eenen vakman, dit is te zeggen van eenen persoon die handel drijft door inzameling van aanbiedingen en vragen naar beurswaarden. Bij gevolg zijn de private verrichtingen, dit is te zeggen diegene welke plaats hebben tusschen twee particulieren, buiten tusschenkomst van eenen vakman, niet belastbaar.

Om onder de toepassing der wet te vallen, is het niet noodwendig dat een persoon van de aanvaarding en de uitvoering van beursorders het uitsluitend of zelfs het voornaamste voorwerp zijner verrichtingen maakt; het volstaat dat hij gewoonlijk die handel drijft.

Het ontwerp maakt geen onderscheid, wat aangaat het principe van invorderbaarheid van het recht, tusschen de kontante verrichtingen en de verrichtingen op tijd, tusschen deze welke gedaan worden op de beurs en deze die verhandeld worden buiten de beurs.

De belasting is verschuldigd zelfs als een vakman, handelende met een eenvoudigen particulier, voor eigen rekening de tegenverrichting doet van den verkoop of van den aankoop door dezen persoon gedaan.

Wat den koop op premie betreft, hij wordt maar onderworpen aan het recht als hij voltrokken wordt door dengene der contracteerenden die de bevoegdheid had hem niet uit te voeren.

De invorderbaarheid van het recht is onderworpen aan het verlijden *in het land* der verrichting van verkoop of van aankoop. De koopen in den vreemde gedaan, zijn niet aan het recht onderworpen. Maar van dan af dat de verrichting in het land geschiedde, treft haar het recht, zelfs indien zij gedaan werd door eenen vakman in het buitenland wonende.

Het spreekt van zelf dat de geldleening tegen onderpand niet begrepen is in de vooruitzichten van het ontwerp.

De juridische aard der verrichting aangeduid onder den naam van « report » werd nimmer streng bepaald. Terwijl de rechtspleging genegen is ze te aanzien als eene verrichting die bestaat uit een *gelijktijdigen* aankoop en herverkoop van titels van denzelfden aard op *verschillende tijden*, houden daarentegen zekere schrijvers vol dat het report moet beschouwd worden als een geldleening tegen onderpand, vermoed onder den vorm van eenen verkoop. (Const. BASTINÉ, *Code de la Bourse*, n^{rs} 99 en volg.; *Pand. belg.*, zie Report (contrat de), n^{rs} 30 en volg., en 62^{bis} en volg.)

Het ontwerp stelt een einde aan de moeilijkheden die kunnen geboren worden, onder de macht dier betwisting, uit de uitlegging der overeenkomsten van deze soort : het stelt ze uitdrukkelijk vrij van het recht (art. 14).

Artikel 13 beslist dat het gevestigde recht toepasselijk is, niet op de verhandeling in haar geheel, maar op elk der bestanddeelen waaruit zij

samengesteld is. In andere woorden, één recht is verschuldigd voor den aankoop en één recht voor den verkoop.

Artikel 14 stelt het bedrag van het recht op 2 centiemen per 100 franken, zonder breuk. De geringheid van dit tarief verzekert dat het geen enkel beletsel zal brengen aan de beursverrichtingen.

Hetzelfde artikel vermindert het recht tot de helft (1 centiem per 100 franken) voor zekere titels die begunstiging verdienen en die, ten andere, vrijdom van zegelrecht genieten.

Het recht gesticht door artikel 14 is onderscheidenlijk berekend op elke verrichting, zelfs in het geval dat verscheidene verrichtingen, betreffende titels van verschillende of gelijken aard, zouden plaats grijpen op denzelfden dag, aan verschillende koersen of niet, voor rekening van één en denzelfden persoon. (Art. 15.)

Luidens artikel 16 is het de prijs van verkoop of aankoop welke tot grondslag dient voor de vereffening der belasting. Wanneer de prijs der verhandeling inhoudt de interesten of dividenden loopende sedert den vervaldag van de laatste coupon, wordt er uit dien hoofde geene vermindering gedaan voor de berekening van het recht. Het betreft, in het algemeen, weinig belangrijke sommen. Omgekeerderwijze moet er geene bijtelling gedaan worden, wanneer de prijs van den koop de achterstallige renten waarvan sprake niet begrijpt.

De inning der rechten geschiedt op zicht van eene lijst, alle vijftien dagen aan den bevoegden ambtenaar afgegeven door de vakmannen, lijst vermeldende de verrichtingen die zij gedaan hebben tijdens de verlopen veertien dagen. Men zal opmerken dat die lijst de namen niet moet aanwijzen der personen voor dewelken de vakmannen gehandeld hebben; het volstaat dat zij den naam van den tusschenpersoon vermeldende die de tegenverrichting gedaan heeft van elke verrichting. Derwijze zullen de verrichtingen, tegenover het Beheer, een onpersoonlijken aard behouden en zullen, anderzijds, de bewijzen van inning nagezien kunnen worden het eene door het andere, ten minste op een tamelijk grooten voet.

Het ontwerp behelst onderscheidene bepalingen die voor doel hebben de inning der belasting te verzekeren. Het legt de verplichting op :

1° Aan eenieder die begint den handel van inzamelen van aanbiedingen en van vragen naar beurswaarden, van het te verklaren aan het Beheer, vóór het in uitoefening brengen van het bedrijf;

2° Aan de commissiën der handelsbeurzen, van geregeld aan den Minister van Financiën op te zenden de lijst der wisselagenten welke toegelaten werden het parket en de lokalen van vereffening der Beurs te betreden.

Deze maatregelen verrechtvaardigen zich door de noodwendigheid voor het Beheer al de uitvoerders van beursverrichtingen te kennen.

Het ontwerp legt aan deze de verplichting op hunne boeken, registers en comptabiliteitsdocumenten voor te leggen, zonder verplaatsing, aan de ambtenaren der registratie daartoe bijzonder bevoegd.

Deze maatregel dringt zich op indien men de inning van het recht ernstig wil verzekeren; zonder hem zou de verplichting tot overlegging der lijst van de verrichtingen ten kantore van registratie, zonder werkelijke krachtdadigheid blijven. Evenals, om de registratie der akten van de openbare ambtenaren te verzekeren, het Beheer het recht van onderzoek in hunne studiën bezit en zich op elk oogenblik mag doen voorleggen hunne lijsten en de verzameling van hunne minuten, zoo is het redematig en noodwendig dat het Beheer het middel hebbe de juistheid der lijsten, door de wisselagenten overhandigd, na te zien door onderzoek der boeken en documenten in dewelke men, bij voorkomend geval, de niet tot de belasting verklaarde verrichtingen kunne ontdekken.

Men zou niet kunnen tegenwerpen dat dit nazicht het principe zou schenden van het beroepsgeheim dat de wisselagenten zich moeten opleggen. De notarissen en andere openbare ambtenaren zijn ook aan het beroepsgeheim gehouden: en nochtans heeft de wetgever niet geacht dat die plicht niet strookte met de verplichting hunne akten te doen registreeren en hunne minuten en lijsten voor te leggen aan de ambtenaren van de registratie. Welnu, de beursverhandelingen verbinden geene belangen van anderen aard dan diegene welke de stof uitmaken der authentieke overeenkomsten: verkoopen, leeningen, kredietopeningen, verdeelingen, huwelijkscontracten, schenkingen en testamenten, boedelbeschrijvingen, enz. Al die akten komen en gaan in handen van de ambtenaren voor de inning der rechten, voor het nazicht, voor het onderzoek der betwiste zaken, zonder dat iemand zich daarover ergere, zonder dat men ooit klage dat het geheim van de onderhandsche- of van de familiezaken zou openbaard geworden zijn.

Overigens zal de contrôle waarvan hier sprake niet aan het goeddunken der ambtenaren overgelaten worden: zij zullen slechts tot nazicht der boeken van de wisselagenten mogen overgaan krachtens eene bijzondere beslissing van den Minister van Financiën.

Het artikel 26 van het ontwerp stelt op vijf jaren de verjaring voor het innen der rechten en boeten. Die termijn is niet overdreven: het past dat de ter verjaring vereischte tijd tamelijk lang zij, want het gebrek van verklaring eener min of meer belangrijke verrichting, of van eene reek verrichtingen voor eenen persoon gedaan, kan zich lang nadien openbaren.

B. — Hypotheekrechten.

I. — INSCHRIJVINGSRECHT.

In burgerlijk recht, onderscheiden zich het contract dat de hypotheek uitmaakt en het hypotheekrecht zelf van het contract vestigende de verwaar-

borgde schuldvordering en van de verbintenis tot afdoening waarvan de onroerende goederen verpand zijn.

Onze thans bestaande belastingwetgeving miskent dit begrip, te weten : de wet van 21 Ventôse jaar VII, met het stellen van een recht op de inschrijving van de « schuldvorderingen » ; de wet van daaropvolgenden 6 Messidor, met het opschorsen van de eischbaarheid van dit recht wanneer de hypotheek verbonden is aan eene eventueele schuldvordering ; de wet van 24 Maart 1873, met de heffing van eene gedeelte der belasting afhankelijk te maken van de tegeldemaking van de kredietopening.

In rechten, is het niet de verwaarborgde schuldvordering maar wel de hypotheek die het voorwerp van de inschrijving uitmaakt ; diensvolgens, komen noch het bestaan, noch de aard van die schuldvordering in aanmerking voor de heffing van het inschrijvingsrecht ; 't is het feit dat eene inschrijving is genomen geworden om *hic et nunc* aan den verzoeker, tot beloop van deze of van gene som, de rechtskracht van eene hypotheek te verzekeren.

Op grond daarvan, artikel 29 van het wetsontwerp.

II. — OVERSCHRIJVINGSRECHT.

Schenkingen onder de levenden.

Artikel 30 van het wetsontwerp stelt vrij van het recht van overschrijving, de akten houdende schenking onder de levenden van onroerende goederen.

Dit is het redematig gevolg van de gelijkstelling welke bij artikel een tusschen de schenkingen en de nalatenschappen wordt verwezenlijkt.

Inbrengsten in vennootschap.

De Regeering stelt voor de inbrengsten van onroerende goederen in vennootschap te onderwerpen aan het gewoon overschrijvingsrecht (4.25 t. h.).

In burgerlijk recht, heeft alle inbrengst van een onroerend goed in vennootschap de overdracht van den eigendom van dit laatste tot gevolg. Is de vennootschap een zedelijke persoon, dan is het deze persoon, onderscheiden van de deelgenooten, die eigenaar wordt van het goed ; wanneer door het maatschappelijk contract geen zedelijk wezen ontstaat, dan wordt de vervreemding gedaan ten voordeele van al de deelgenooten welke in dier voege den onverdeelden medeëigendom van het ingebrachte onroerend goed verkrijgen.

Volgens eene stipte redeneering zouden dus de inbrengsten in vennootschap moeten onderworpen worden aan het evenredig registratierecht bepaald voor de overgangen onder bezwarenden titel (§.50 t. h.), wanneer het onroerende goederen betreft. Nochtans heeft de wet van 22 Frimaire

jaar VII de inbrengsten van dit overgangsrecht ontslagen, en artikel 4 van dit ontwerp handhaaft het begunstigend stelsel door zich te vergenoegen met de akte van vennootschap te onderwerpen aan een registratierecht van 0.50 t. h.

De belastingvrijdommen moeten zich daartoe beperken. Zeker is het dat de overschrijving ten kantore der hypotheeken ten gevolge heeft, tegenover de derden, het recht van eigendom van het zedelijk wezen of van de vereenigde deelgenooten te versterken : hierdoor bewijst de Staat een bijzonderen dienst, op grond waarvan een bijzondere belasting volstrekt gerechtvaardigd is.

Een recht van 1.50 t. h. wordt uit dienzelfden hoofde in Frankrijk geheven op de akten van vennootschap waaruit inbreng van een onroerend goed blijkt (wet van 15 April 1911, art. 8).

C. — Zegelrechten.

Quitantiën.

Het wetboek van 25 Maart 1891 onderwerpt aan het formaatzegelrecht van 0.25 de quitantiën van sommen die 10 frank overtreffen.

Deze belasting brengt bijna niets op; buiten de schuldenaars van den Staat, betaalt schier niemand het recht.

De algemeene en stelselmatige schending van de wet is grootendeels te wijten aan twee oorzaken : eenerzijds is, door zijn eenig bedrag, het recht te hoog; anderzijds, bestaat practisch bezwaar daar de belanghebbenden de bevoegdheid niet hebben van gebruik te maken van losse zegels.

Om deze redenen, is het beheer er sedert lang toegekomen de oogen te sluiten op ontelbare overtredingen die zij in staat is te bemerken en met eene bovenmatige toegevendheid te handelen wanneer haar daad werkelijk eene overtreding wordt aangeklaagd.

Tot zekerheid van het nakomen der wet, wordt bij het ontwerp het recht verminderd tot fr. 0.10 en bevoegdheid verleend tot het gebruik van plakzegels.

De bestaande wetgeving bevat geene uitdrukkelijke bepaling voor het aanwijzen van den persoon die gehouden is tot het betalen van het recht en van de boete wegens eene quitantie geschreven op ongezegeld papier. Bij het laatste lid van het voorgesteld artikel wordt deze leemte aangevuld.

Checks, enz.

De checks, de overdrachtsbons of mandaten, de kredietbrieven, de bankbriefjes op order en, in 't algemeen, alle titels tot eene kontante betaling en op zicht op beschikbare gelden, zijn thans van het zegelrecht ontslagen (art. 62, 87^o, der wet van 1891).

Weliswaar verdienen deze titels begunstiging; maar de volkomen vrijstelling is overdreven, gesteld dat het overgroot getal akten en geschriften die schriftelijk bewijs leveren van de burgerlijke- of handelsverbintenissen aan het recht onderhevig zijn; dat de handelseffecten, namelijk, worden getroffen door een evenredig recht van ten minste 10 centiemen (algemeen tarief 0.50 p. d.) en dat de titels van de geringste onderhandse contracten een recht beloopt van ten minste 50 centiemen (recht trapsgewijze bepaald naar de oppervlakte van het papier).

In Frankrijk, in Nederland, in Engeland, in Duitschland, ook elders nog, zijn de checks en andere dergelijke titels aan het zegel onderworpen.

Het ontwerp belast ze met een zeer gematigd vast recht: 40 centiemen, welk ook het bedrag van het effect zij.

Verzekeringscontracten.

De verzekeringspolissen zijn uitdrukkelijk aan het formaatzegel onderworpen bij artikel 9, 23^o, van het Wetboek van 1894. Maar het is bekend dat het recht stelselmatig ontdoken wordt; en, daar het beheer niet gewapend is voor de bewijslevering, wordt, feitelijk, een onbillijk voorrecht genoten door de duizende verzekeringscontracten — contracten van een zoo groot belang — die jaarlijks getroffen worden.

Tot zekerheid der uitvoering van de wet, stelt artikel 34 van het ontwerp als wettelijk vermoeden dat het sluiten van een verzekeringscontract gevolgd wordt door het opmaken van eene polis; dit vermoeden is in overeenstemming met de wezenlijkheid der zaken (wet van 11 Juni 1874, art. 23).

Buitendien, treft de nieuwe bepaling door eene strenge straf de verzekeringsmaatschappij die het initiatief heeft in het opmaken van de polis en zich niet op onwetendheid mag beroepen.

Vreemde titels.

In het stelsel gehuldigd bij de van kracht zijnde wetgeving, zijn de actiën of obligatiën aan houder en de openbare effecten komende uit den vreemde onderworpen aan het zegel wanneer daarvan in België « gebruik wordt gemaakt » (wetboek van het zegel, art. 15).

Echt is het, dat het gebruik bij authentieke akte of in rechten alleen toelaat het zegelen te vorderen; daar dergelijk openbaar feit uitermate zeldzaam is, mag men verzekeren dat, in de werkelijkheid, de vreemde titels in België in omloop zijn en er doorgaans het voorwerp van onderhandelingen uitmaken, met ontduiking van de zegelbelasting.

Er bestaat daar, tusschen de Belgische waarden en de vreemde waarden, eene ongelijkheid van regiem waartegen men zeer dikwijls is opgekomen.

Het ontwerp vermenigvuldigt de daadzaken bepalende de verschuldiging van de belasting; het bepaalt het tarief op redematiger wijze; het breidt

de middelen uit waarover het beheer beschikt om het bestaan van de belastbare stof te bewijzen.

Artikelen 35, 36 en 37 verbinden de opvorderbaarheid van het recht aan verschillende teekens die het bestaan of het verkeer der titels in België kenschetsen, te weten : het voorhanden hebben door eenen bewoner van het Rijk ; het uitgeven, het ter inschrijving stellen, het verhandelen of het te koop stellen, en den geldelijken dienst van de titels in het land.

Artikelen 39 tot 42 regelen de wijze van inning en van tariefteering.

In onderscheid met de Belgische waarden, waarvan de titel alleen door de belasting wordt getroffen, onderwerpt het ontwerp de vreemde waarden aan een recht op den titel en aan een recht op het couponblad; dit laatste recht is echter maar in twee gevallen verschuldigd : wanneer het couponblad hernieuwd wordt of wanneer het geldig is voor eene tijdruimte die twintig jaar overtreft. Zoo is het in Duitschland bij de wet van 15 Juli 1909 gehuldigde stelsel, met het verschil, nochtans, dat in dit land de geldigheidsduur van het couponblad beperkt wordt tot tien jaar.

Het bedrag van het recht verschuldigd op den titel is gesteld op 2 t. h. Het is gelijk aan hetgene dat in Frankrijk en in Italië wordt geheven van de vreemde titels; het is lager dan hetgeen waaraan de meeste titels in Duitschland onderworpen zijn (3 mark t. h.).

Ten einde de vreemde Staatsschulden van onze markten niet te verwijderen, heeft de Regeering geacht dat het geraadzaam was voor deze titels een begunstigend stelsel in te stellen : zij worden slechts aan het halfrecht onderworpen.

De verrichtingen betreffende het openbaar krediet hebben obligatie-titels in het leven geroepen, welke zich kenschetsen door eene gelijktijdige tusschenkomst van eene vreemde vennootschap en van eene vreemde Regeering, als deelgenooten in eene zelfde onderneming. Artikel 42 wil dat deze titels beschouwd worden als uitgegeven door de vennootschap, van het oogenblik dat deze laatste rechtstreeks voor de lasten verbonden is.

Het ontwerp voert geene nieuwigheden in wat betreft de vereffening van het recht. Gelijk thans (Wetboek op het zegel, art. 44, laatste lid), is het, in beginsel, de naamwaarde die tot grondslag zal strekken voor de heffing van het zegelrecht verschuldigd op den titel en, desvoorkomend, op het couponblad.

Algemeene bepaling.

Tot zekerheid der invordering van het zegelrecht, buiten den kring van de openbare akten, van de rechtszaken, enz., beschikt het beheer tot nu toe slechts over zeer beperkte bewijsmiddelen. Het zal, voortaan, het bestaan van de belastbare stof kunnen bewijzen door alle middelen van gemeene recht, met inbegrip van het bewijs door getuigen, met uitzondering, echter, van den beslissenden eed.

Men zal opmerken dat de nieuwe bepaling niet alleen van toepassing is

op de vreemde titels, maar nog op al de andere akten of geschriften; zij zal, namelijk, toelaten de uitvoering der wet op het zegel ten opzichte der quitantiën en der verzekeringspolissen te verzekeren.

D. — Recht van successie.

De rechten verschuldigd op de overdrachten bij overlijden komen in onze wetgeving onder drie verschillende vormen voor :

1° Het eigenlijk gezegde *recht van successie* gevestigd op het geheele actief, dat dus hoegenaamd al de roerende goederen en mobiliere voorwerpen treft, evenzeer als de onroerende goederen; een en ander behoudens aftrek van de algemeenheid der uitschulden;

2° *Het recht van overgang bij overlijden*, verschuldigd op de in het land gelegen onroerende goederen nagelaten door eenen niet-inwonende, door eenen persoon wiens woonplaats in het buitenland was;

3° *Het recht van overgang in de rechte linie* alleen gesteld op de onroerende goederen in het land gelegen en op de schuldvordering insgelijks in het land gehypothekeerd, behoudens aftrek der schulden gehypothekeerd op de aangeslagen onroerende goederen.

Dit ontwerp raakt niet aan het recht van overgang in de rechte linie.

Ten aanzien van het recht van overgang bij overlijden, stelt het een nieuw tarief vast, in overeenstemming gebracht met dit van het recht van successie.

Wat het recht van successie aangaat, verhoogt het ontwerp met ongeveer een tiende de bestaande rechten en behelst het verschillende bepalingen voornamelijk bestemd de heffing van de belasting op de roerende goederen te verzekeren.

Men mag zeggen, dat het recht van successie het recht bij uitmuntendheid is, daar het geheven wordt van den rijkdom, kosteloos niet en zonder arbeid bekomen door dengene die erft.

De wet van 27 December 1817, te rade gaande met een zeer juist begrip, heeft het bedrag van het recht trapsgewijze bepaald volgens den graad van verwantschap, een tarief vestigende dat hooger en hooger klimt naar gelang de erfenis zich verwijderd van de rechte linie, van de natuurlijke, de normale orde der overdracht van de goederen in den schoot der familie.

In denzelfden kring van denkbeelden, betaalt de erfgenaam in de zijlijn, welke door testament iets meer verkrijgt dan zijn wettelijk aandeel, op dat overdeel een hooger recht dan het verschuldigde op hetgeen hem natuurlijk toekwam.

Ziehier, in 't kort, welke de huidige rooster der rechten is voor hetgeen geërfd wordt krachtens de wettige vermaagschapping :

Tusschen broeders en zusters. fr. 6.80 t. h.

Tusschen oom en neef, oudoom en naneef, enz. 8.20 t. h.

Het bedrag is 13.80 t. h. op hetgeen geërfd wordt door de erfgenamen in de zijlijn van die graden boven hun wettelijk aandeel, op hetgeen verkregen wordt tusschen meer verwijderde verwanten (kozijns, enz.), hetzij krachtens de wet, hetzij per testament, alsmede voor hetgeen vermaakt wordt aan nietverwanten, daaronder begrepen de besturen en openbare inrichtingen : provinciën, gemeenten, godshuizen, kerkfabrieken, enz.

Het ontwerp brengt het tarief op de volgende cijfers :

van 6.80 op 7.50 t. h.
 van 8.20 op 9.00 t. h.
 van 13.80 op 15.00 t. h.

De overlevende echtgenoot betaalt slechts het geringe recht van overgang in de rechte linie als er gemeene kinderen bestaan : 1.40 t. h. voor hetgeen hij in eigendom erft en 0.70 t. h. voor hetgeen hij slechts in vruchtgebruik verkrijgt. Ook betaalt hij slechts 0.70 t. h. voor hetgeen hij in vruchtgebruik of als lijfrente verkrijgt, wanneer de erfenis ten deele is gevallen aan kinderen geboren uit een vorig huwelijk van den overleden echtgenoot..

Het ontwerp laat het tarief gevestigd voor den overlevenden echtgenoot, in die gevallen, bestaan, zooals het onaangeroerd laat het regiem der afstammelingen zelve.

Wanneer de erfenis gedeeltelijk aan verwanten in de zijlijn of aan nietverwanten, en gedeeltelijk aan den overlevenden echtgenoot is ten deele gevallen, dan betaalt deze 5.50 t. h. op hetgeen hij in eigendom verkrijgt, hetzij krachtens de wet, hetzij bij testament of schenking ter oorzaak van overlijden, hetzij ten gevolge eener toevallige bepaling van zijn huwelijkscontract. Ook de overlevende echtgenoot betaalt 5.50 t. h. wanneer hij gansch de erfenis verkrijgt als algemeene legataris.

Het ontwerp vermindert het recht tot 2.00 t. h. op het in vruchtgebruik of in lijfrente door den echtgenoot geërfde aandeel in de nalateuschap van zijnen medeechtgenoot, binnen de grenzen getrokken bij de wet van 20 November 1896. Voor het overige, wordt het door den medeechtgenoot verschuldigde recht op 6 t. h. gebracht.

Tusschen oudoom of oudmoei en naneef of nanicht is het bedrag thans 8.20 t. h. zooals tusschen oom of moei en neef of nicht. Welnu, krachtens het beginsel dat bij de gradueering van het tarief in acht genomen is, is het logisch een onderscheid tusschen die twee graden te maken; daarom verhoogt het ontwerp het recht tot 10.50 t. h. tusschen oudoom of oudmoei en naneef of nanicht.

De van kracht zijnde wetgeving stelt, wat het tarief aangaat, den aannemende met den oom en het aangenomen kind met de neef gelijk. In denzelfden gedachtengang beslissende, stelt het ontwerp de afstammelingen van het aangenomen kind gelijk aan de naneven.

Het hoogste bedragcijfer wordt gebracht van 13.80 t. h. op 15 t. h.

Zooals hooger vermeld, is het tegenwoordige hoogste recht van toepassing, onder meer, op de legaten aan openbare beheeren of inrichtingen gedaan. Op dit punt verwezenlijkt artikel 46 van het ontwerp eene ontlasting : het vermindert het recht tot 10 t. h. ten voordeele der provinciën en gemeenten, in zoover het milddadigheden geldt, bestemd tot het onderwijs of tot de werken van onderstand, gelijk mede ten voordeele der andere aangewezen zedelijke personen.

*
* *

Hierboven hebben wij herinnerd, dat het recht van erfenis gevestigd wordt op gansch het actief, op de roerende goederen en mobiliare voorwerpen van allen aard evenzeer als op de onroerende goederen. Maar hoe verre is de wezenlijkheid van den volstrekt rechtvaardigen wil van den wetgever, wat het mobiliair fortuin betreft!

Alle dagen, eenieder weet het, wordt de wet voorbedachtelijk overtreden, door het verzuimen, in het aangeven van de erfenissen in de zijlijn, eener groote hoeveelheid mobiliare waarden, welke, in haar geheel genomen, onafzienbaar is.

De omzichtigheid van het beheer is niet in kwestie. Het verwijt moet aan de wetgeving gedaan worden, die de inning van de belasting op de mobiliare waarden niet door doelmatige schikkingen verzekert. Daaruit volgt dat onze erfenistaxe uit hoofde harer toepassing, twee hoofdgebreken heeft. Zij is onhuishoudkundig, daar zij, in de verdeling der fiscale lasten, het evenwicht verbreekt tusschen den onroerenden rijkdom, die aan de taxe niet kan ontsnappen, en het mobiliair bezit dat er slechts toevallig aan onderworpen wordt. Zij is onrechtvaardig en ontwricht het grondwettelijk beginsel der gelijkheid van allen voor de belasting, doordat zij, wegens de mobiliare waarden, onder degenen die de belastbare stof bezitten, slechts de minderjarigen, de onbevoegden treft, wier belangen de burgerlijke wet beschermt door voorschriften die het bedrog onmogelijk maken, en de zeldzame burgers aan dewelke een bijzonder kiesch geweten verbiedt de belasting door leugenachtige aangiften te ontduiken.

Het ontwerp van wet heeft de strekking om, volgens den meer dan eens in de Kamers uitgebrachten wensch, die gebreken te doen verdwijnen door de volgende schikkingen :

1^o Heffing van het recht van successie op de waarde door den afgestorvene geschonken in de drie jaren welke het overlijden voorafgaan, indien de schenking het voorwerp niet uitmaakt van eene geregistreerde akte (art. 49);

2^o Ontoerekenbaarheid in het passief, tot aftrek van het belastbare actief, der schuldverbintenissen van sommen welke eene milddadigheid verbergen onder den schijn van eene overeenkomst ten bezwarenden titel, indien zij geene aanleiding gegeven hebben tot heffing van het voor de schenkingen vastgestelde registratierecht (art. 51);

3^o Plechtige bevestiging der oprechtheid van de aangifte van successie (art. 54);

4^o Verdubbeling der boeten belopen voor valsche verklaring, en verbod daarvan kwijtschelding te verleen, indien door het beheer bewezen is dat de overtreding te kwader trouw begaan werd (art. 59);

5^o Verbod aan het beheer der Thesaurie en Openbare Schuld, aan de provinciën, aan de gemeenten, aan de openbare inrichtingen en aan de maatschappijen, na het overlijden van den titularis, de overdracht of conversie van eene inschrijving of van eenen titel op naam te doen zonder voorafgaande overlegging van een bewijs van niet-verzet door den ontvanger van het successierecht verstrekt (art. 60);

6^o Uitdrukkelijk bevel aan de provinciën, aan de gemeenten, aan de openbare inrichtingen, aan alle vereenigingen, maatschappijen, vennootschappen of aan de bankiers, aan de wisselagenten, aan de openbare en ministerieele beampten, aan de verhuurders van brandkisten, van aan het beheer de lijst te verstrekken der voorwerpen, titels, sommen of waarden, waarvan zij houders of schuldenaars zouden zijn, te welken titel ook, vooraleer daarvan de teruggave, betaling of overdracht ten voordeele der erfgenamen van den titularis te doen (artikelen 61 en 62);

7^o Recht van nasporing der aangestelden van het beheer bij de verzekeraars, ten einde de aangifte der verzekerde mobiliere voorwerpen na te zien en het bestaan van op het leven verzekerde kapitalen op te zoeken (art. 66);

8^o Ten slotte, vervanging van de tegenwoordige verjaring door de verjaring met twintig jaren, voor het vorderen van het recht en van de boete wegens de verzuimen en de ontoereikendheden die niet vatbaar zijn om door middel van een wettelijk vermoeden of door eene schatting te worden vastgesteld (art. 65).

Hernemen en rechtvaardigen wij van naderbij elkeen van die maatregelen :

1^o Heffing van de belasting op de waarden geschonken door den afgestorvene in de drie jaren welke het overlijden voorafgaan, indien de schenking het voorwerp niet heeft uitgemaakt van eene geregistreerde akte.

Deze maatregel is de eerste die geboden is indien men wil dat de heffing van het recht van successie op de mobiliere waarden een voldongen feit worde.

Luidens artikel 893 van het burgerlijk wetboek mag men te kosteloozen titel over zijne goederen niet beschikken dan door schenking onder de levenden of door testament.

De overwegingen die het vestigen van eene belasting op de testamentaire schenkingen rechtvaardigen, zijn, in alle opzichten, toepasselijk op de schenkingen onder de levenden. Er bestaat, van weerszijden, eene overdracht van eigendom die geschiedt onder de bescherming der burgerlijke

wetten; van weerszijden voor den bevoordeelde eene verrijking, eene vermeerdering van fortuin, gratis, zonder arbeid bekomen.

Onder de heerschappij der bestaande wetgeving, geeft de testamentaire schenking in feite opening tot eene belasting : het recht van successie. De schenkingen onder de levenden worden ook met een recht belast : het registratierecht; maar dit is slechts opvorderbaar indien de schenking vastgesteld is door eene akte aan de formaliteit onderworpen.

Dit registratierecht wordt geheven wanneer de schenking tot voorwerp heeft onroerende goederen of roerende onlichamelijke goederen, — bij voorbeeld hypothecaire schuldvorderingen, — omdat de burgerlijke wet alsdan de geldigheid der verrichting afhankelijk maakt van het opstellen eener authentieke akte en dat de authentieke akten onderworpen zijn aan de registratie binnen eenen stipt bepaalden termijn.

Heeft echter de schenking mobiele lichamelijke goederen, geldspeciën, titels aan toonder tot voorwerp, dan wordt zij doorgaans zonder akte gedaan; of wel, indien eene akte wordt opgemaakt, is het eene onderhandsche akte, dewelke de partijen zich onthouden ter registratie aan te bieden, formaliteit die, bij deze gelegenheid, niet verplichtend is.

Daaruit volgt, dat feitelijk de schenkingen uit de hand aan de heffing van alle belasting ontsnappen. Een doorrijk persoon kan zijne geldswaardige papieren aan zijne vermoedelijke erfgenamen of aan vreemden geven zonder dat eenig recht kunne opgevorderd worden, zelfs als ware de schenking *in extremis* gedaan geworden, met het doel de heffing van het recht van successie te vermijden.

Die rijkaard heeft wellicht weerszin om zich, tijdens zijn leven te berooven. Dan doet hij zijne actiën, zijne staatsrenten, zijne bankrekening voor het vruchtgebruik te zijnen name inschrijven en, voor den naakten eigendom, ten name van degenen welke hij begiftigen wil. Geen recht is opvorderbaar, noch zoolang hij bij den lijve is, noch na zijn overlijden. Vruchteloos voert het beheer aan, door akten en feiten welke stevige vermoedens vestigen, dat de afgestorvene, in de laatste jaren, ja zelfs in de laatste uren van zijn leven, in geldspeciën, in titels aan toonder, een min of meer aanzienlijk kapitaal bezat, waarvan geene enkele omstandigheid de verdwijning op den dag van het overlijden kan uitleggen; meestal ziet het zijne aanvraag afgewezen om de reden dat de afgestorvene over zijne goederen *heeft kunnen* beschikken uit de hand en dat die eenvoudige mogelijkheid volstaat om de door den fiscus aangevoerde vermoedens van weglating te ontzenuwen. (Brussel, Beroep van 24 Januari 1907; Luik, Beroep van 18 Juni 1912.)

Artikel 49 van het wetsontwerp heeft voor strekking de heimelijke verstandhouding onmogelijk te maken. Het zegt tot de burgers : Beschikt over uwe goederen door schenking onder de levenden; ontdoet U vóór uw overlijden; het is uw recht, daaraan stel ik geen hinderpaal; maar ik eisch dan ook, dat de schenking blijke uit eene akte en dat die akte aan de formaliteit der registratie onderworpen worde; zooniet zullen de

3^o Plechtige bevestiging der oprechtheid van de aangifte van successie (art. 54);

4^o Verdubbeling der boeten beloopt voor valsche verklaring, en verbod daarvan kwijtschelding te verleenen, indien door het beheer bewezen is dat de overtreding te kwader trouw begaan werd (art. 59);

5^o Verbod aan het beheer der Thesaurie en Openbare Schuld, aan de provinciën, aan de gemeenten, aan de openbare inrichtingen en aan de maatschappijen, na het overlijden van den titularis, de overdracht of conversie van eene inschrijving of van eenen titel op naam te doen zonder voorafgaande overlegging van een bewijs van niet-verzet door den ontvanger van het successierecht verstrekt (art. 60);

6^o Uitdrukkelijk bevel aan de provinciën, aan de gemeenten, aan de openbare inrichtingen, aan alle vereenigingen, maatschappijen, vennootschappen of aan de bankiers, aan de wisselagenten, aan de openbare en ministerieele beampten, aan de verhuurders van brandkisten, van aan het beheer de lijst te verstrekken der voorwerpen, titels, sommen of waarden, waarvan zij houders of schuldenaars zouden zijn, te welken titel ook, vooraleer daarvan de teruggave, betaling of overdracht ten voordeele der erfgenamen van den titularis te doen (artikelen 61 en 62);

7^o Recht van nasporing der aangestelden van het beheer bij de verzekeraars, ten einde de aangifte der verzekerde mobiliere voorwerpen na te zien en het bestaan van op het leven verzekerde kapitalen op te zoeken (art. 66);

8^o Ten slotte, vervanging van de tegenwoordige verjaring door de verjaring met twintig jaren, voor het vorderen van het recht en van de boete wegens de verzuimen en de ontoereikendheden die niet vatbaar zijn om door middel van een wettelijk vermoeden of door eene schatting te worden vastgesteld (art. 65).

Hernemen en rechtvaardigen wij van naderbij elkeen van die maatregelen :

1^o Heffing van de belasting op de waarden geschonken door den afgestorvene in de drie jaren welke het overlijden voorafgaan, indien de schenking het voorwerp niet heeft uitgemaakt van eene geregistreerde akte.

Deze maatregel is de eerste die geboden is indien men wil dat de heffing van het recht van successie op de mobiliere waarden een voldongen feit worde.

Luidens artikel 893 van het burgerlijk wetboek mag men te kosteloozen titel over zijne goederen niet beschikken dan door schenking onder de levenden of door testament.

De overwegingen die het vestigen van eene belasting op de testamentaire schenkingen rechtvaardigen, zijn, in alle opzichten, toepasselijk op de schenkingen onder de levenden. Er bestaat, van weerszijden, eene overdracht van eigendom die geschiedt onder de bescherming der burgerlijke

geschonken waarden geacht worden in uwen erfboedel te bestaan tot heffing der successierechten.

Zal men tegenwerpen dat zulks de partijen onrechtstreeks verplichten is voor de schenkingen van hand tot hand de registratierechten te betalen? Zoo zal wel degelijk de uitslag zijn; doch, zooals wij zooveel zeiden, bestaat er geene reden opdat de schenkingen van mobiliere waarden ontsnappen aan de belasting gesteld op de overdrachten tusschen de levenden.

De voorgestelde schikking is dus uit alle oogpunten gewettigd; gematigdheidshalve wordt de toepassing er van beperkt tot de milddadigheden gedaan in de drie jaren die het overlijden voorafgaan, naar het voorbeeld der Engelsche wet van 29 April 1910.

2° Ontoerekenbaarheid in het passief, in mindering van het belastbare actief, der schuldverbintenissen van sommen welke eene milddadigheid verbergen onder den schijn van eene overeenkomst te bezwarenden titel, indien zij geene aanleiding hebben gegeven tot heffing van het voor deschenkingen vastgestelde registratierecht.

De ondervinding heeft geleerd dat, ten einde het aan de belasting onderworpen actief te verminderen, de erfgenamen soms schuldbekentenissen overleggen door den overledene onderteekend, zonder opgave van oorzaak of met aanduiding eener valsche oorzaak en welke eene schenking ten voordeele van den schuldeischer verbergen.

De geldigheid der vermomde schenkingen onder den dekmantel van eene overeenkomst te bezwarenden titel, en inzonderheid van eene onderhandsche schuldbekentenis algemeen aangenomen zijnde door de leer en de rechtswetenschap, volgt hieruit dat het beheer, aan hetwelk men zulke schuldbekentenis tegenwerpt, gehouden is haar te gedoogen in de vereffening van het recht van successie.

Ten einde dit bedrog te beletten, beslist artikel 51 dat de schuldvorderingen van sommen welke eene milddadigheid verbergen onder den schijn van eene overeenkomst te bezwarenden titel, slechts in mindering van het belastbare actief kunnen toegelaten worden indien zij onderworpen werden aan het voor de schenkingen vastgestelde registratierecht.

Het spreekt van zelf dat, bij voorkomend geval, het beheer zal gehouden zijn te bewijzen dat de aangevoerde schuldbekentenis eene vermomde schenking is.

3° Plechtige bevestiging van de oprechtheid der aangifte van successie.

Een middel dat somtijds aanprezen wordt om het innen op de mobiliere waarden te verzekeren, is de toekenning aan den Staat van het recht, de verzegeling en de boedelbeschrijving te eischen.

Dergelijke maatregel, afgezien van zijnen drukkenden en scherp onderzoekenden aard, van de stoornis welke hij in de huisgezinnen zou verwekken, zou de doeltreffendheid niet bezitten welke zijne voorstanders er van

verwachten. « Hij zou ofwel nutteloos, ofwel krachteloos zijn, zegde zeer wel de heer Galopin, leeraar aan de Hoogeschool te Luik, in zijne rectorale rede van 1893.

» Nutteloos, in de tamelijk zeldzame onderstelling van eenig geschil
 » onder de verschillende personen door de wet of door den wil van den
 » overledene tot erven geroepen. In dergelijk geval, is het burgerlijk belang
 » van ieder der belanghebbenden een voldoende waarborg voor het fiscaal
 » belang van den Staat; verzegeling en boedelbeschrijving worden altijd
 » door den eenen of den anderen der aanzoekers geëischt.

» Krachteloos, in de zoo algemeene onderstelling eener overeenkomst
 » tusschen al de erfgerechtigden, met het doel de belasting te ontduiken.
 » Zou meestal hun eerste bekommerring, hun eerste zorg van het oogenblik
 » van het overlijden af, niet zijn, al de titels en papieren van den overledene
 » te bemachtigen, om ze buiten het bereik der nasporingen van den fiscus
 » te stellen? Zou men somtijds zelfs de stervenden geene verstandhouding
 » zien plegen met hunne erfgenamen opdat deze aan alle toezicht van de
 » agenten van den Staat zouden ontsnappen? Verzegeling op vordering van
 » den fiscus zou gewoonlijk slechts geschieden wanneer het te laat
 » zou zijn. »

Wezenlijk, moet de omstandige aangifte door de wet voorgeschreven voor het innen van het recht van successie, eene ware boedelbeschrijving zijn, en het is een plicht, door den eerbied der wet aan de burgers opgelegd, dien inventaris met oprechtheid op te maken, zooals te goeder trouw moet opgemaakt worden de boedelbeschrijving welke, door de burgerlijke wetten in 't belang der erfgenamen, legatarissen, schuldenaars, enz., wordt bevolen.

Daarom wordt door artikel 54 van het ontwerp gevorderd dat de erfgenaam « op zijne eer en zijn geweten » (verg. Wetboek van crimineele rechtspleging, art. 348), de echtheid van zijne aangifte bevestige.

4^e Verdubbeling der boeten beloopten wegens valsche aangifte, en verbod van alle kwijschelding indien de overtreding te kwader trouw begaan werd.

De ongenoegzaamheid onzer tegenwoordige wetgeving, op het standpunt van de beteugeling der sluikerij, heeft ten gevolge schreeuwende ongelijkheden te verwekken : ongelijkheid tusschen degenen die waarden verkrijgen waarvan het bestaan bekend is — onroerende goederen, hypothecaire schuldvorderingen — en degenen die geldswaardige papieren verkrijgen ; ongelijkheid onder degenen die deze laatste waarden verkrijgen, onder de minderjarigen, de onbevoegden en de erfgenamen die over hunne rechten beschikken.

Het ontwerp wil deze laatsten treffen door den pleegvorm der bevestiging, en om het werk te voltrekken, straft het de valsche bevestiging door eene bijzonder strenge straf te stellen op de bewuste sluikerij voorbedachtelijk begaan. Krachtens artikel 59, zal de boete beloopten wegens onnauwkeurige of onvolledige aangifte gelijk zijn aan tweemaal of aan vier-

maal het gesloken recht, naar gelang van den aard der verzuimde of nie, hoog genoeg aangegeven goederen (wetten van 27 December 1817, art. 15, en 17 December 1854, art. 15), wanneer zal vaststaan dat de overtreding te kwader trouw begaan is, en de regeering zal daarvan geene geheele of gedeeltelijke kwijtschelding mogen verleen.

5° en 6°. Verbod aan het beheer der Thesaurie en Openbare Schuld, aan de provinciën, aan de gemeenten, aan de openbare inrichtingen en aan de vennootschappen van, na het overlijden van den titularis, de overdracht of de omzetting van eene inschrijving of van eenen nominalen titel te doen, zonder dat vooraf is overgelegd een bewijs van niet-verzet, verstrekt door den ontvanger van het recht van successie; — uitdrukkelijk bevel aan de provinciën, aan de gemeenten, aan de openbare inrichtingen, aan de vennootschappen, aan de bankiers, aan de wisselaars, aan de openbare en ministerieele beambten, aan de verhuurders van brandkisten, om het Beheer de lijst ter hand te stellen van de voorwerpen, titels, sommen of waarden welke zij zouden voorhanden hebben of schuldig zijn, te welken titel ook, alvorens daarvan de teruggave, de betaling of de overdracht te doen ten voordeele der erfgenamen van den titularis.

Deze schikkingen rechtvaardigen zich zelf. Zij hebben meer bijzonderlijk ten doel de inning te verzekeren van het recht op de titels op naam en de titels aan toonder, die ten huidige dage een meer en meer aanzienlijk deel van den openbaren rijkdom vertegenwoordigen. De ontworpen maatregelen betreffen, in 't algemeen, enkel de zedelijke personen en, anderdeels, de particulieren die uit beroep met het publiek in aandraking zijn. Zij zijn derwijze opgevat dat de erfelijke waarden niet met onbeschikbaarheid getroffen worden; de verplichtingen welke zij opleggen zijn gemakkelijk te vervullen: zij zijn van aard de sluikerij tegen te werken, maar mogen niets anders dwarsboomen. (Verg. Fransche wet van 25 Februari 1904, art. 15, en van 31 Maart 1903, art. 7; Italiaansche wet van 28 Mei 1897, art. 111 en 112, en verordening van 23 December 1897, art. 24 tot 27.)

7° Recht van nasporing bij de verzekeraars.

Artikel 66 verleent aan het Beheer de bevoegdheid zich door de verzekeraars de polissen en andere bescheiden die zij in hun bezit hebben ter kennisneming te doen mededeelen, ten einde toezicht te houden op de begrootingen van de verzekerde roerende voorwerpen, vermeld in de erfenisaangiften, en ook om de kapitalen, verzekerd op het leven, op te sporen, die bij artikel 50 van het ontwerp, aan het successierecht onderworpen worden.

De voorgestelde bepaling zal insgelijks aan het beheer toelaten zich te verzekeren van de uitvoering der wet op het zegel, wat betreft de verzekeringspolissen (art. 34 van het ontwerp).

Dit recht van toezicht is niets minder dan rechtmatig. Het bestaat reeds in ons land, in zake patent der vennootschappen op aandeelen (wet van

22 Januari 1849 en 29 Maart 1906), en het bestaat in Frankrijk, betrekkelijk de stof waarover hier wordt gehandeld (wetten van 5 Juni 1850, 23 Augustus 1871 en 21 Juni 1875).

8^o Vervanging van de thans bestaande verjaring, door de twintigjarige verjaring voor het vorderen van het recht en van de boete wegens verzuimen en ontoereikendheden die niet vatbaar zijn om te worden bepaald door middel van een wettelijk vermoeden of door de schatting.

De thans bestaande verjaring, in zake successierecht, is beperkt tot ten hoogste vijf jaar. Dit is wel, wanneer het gaat om verzuimen of ontoereikendheden die, normaal, binnen dezen termijn, door het Beheer kunnen bespeurd worden en waaromtrent zijne dadeloosheid onverschoonbaar zou zijn. Zoo, het weglaten van goederen waarvan de eigendom, in den persoon van den overledene, door titels bewezen is, de ontoereikendheden van begrooting die vatbaar zijn om door middel van de schatting bewezen te worden (wet van 17 December 1851, art. 18 en 19). Maar dit is klaarblijkelijk onvoldoende wanneer er overtredingen in 't spel zijn die het beheer enkel door middel van gewichtige, stipte en overeenstemmende vermoedens kan vaststellen, vermoedens die het meestal alleen vinden kan in de feiten welke zich na het overlijden voordoen. Zoo, de verzuimen van gelden, van waarden aan toonder.

De maatregelen heden voorgesteld tot voorkoming van de ontduiking zouden zeer weinig afdoend zijn, moest, op straffe van verval, de fiscale vordering binnen de vijf jaren na het overlijden worden uitgeoefend; hunne voorbehoedende kracht zou zeer gering zijn, indien de overtreders, na dezen termijn, tegen de vervolgingen beveiligd zijn. Op gevaar het doel te missen, is het van 't hoogste belang voor de verjaring een tamelijk langen termijn te stellen. In gemeen recht, vervallen de vorderingen slechts door verloop van dertig jaren (Burgerlijk Wetboek, art. 2262); de termijn van twintig jaren is zeker niet overdreven.

Dit zijn de redenen en de strekking van de voorgestelde maatregelen die streven naar beteugeling van de sluikerij in zake successierecht.

Die maatregelen hebben de twee volgende kenmerkende trekken : eensdeels, verbinden zij zich, theoretisch, aan dergelijke maatregelen genomen door de burgerlijke wetgeving tot bescherming van de private belangen; anderdeels, zijn zij volstrekt niet van kwellenden aard, noch al te streng. Doch, wel moet verstaan zijn, dat elk op haar zelve, krachteloos zou zijn om het doelwit te bereiken; hunne onderlinge samenwerking is de hoofdvereischte hunner doelmatigheid.

Arr. 50.

De verzekering op het leven aangegaan ten bate van eenen aangewezen derde is een beding voor een ander, dat beheerscht is door artikel 1121 van

het Burgerlijk Wetboek. Derhalve, worden de gevolgen van het contract verwezenlijkt, dan wordt het verzekerde kapitaal door den rechthebbende rechtstreeks verkregen, krachtens een eigen recht uit eigen hoofde ontstaan, tegenover den verzekeraar, op 't oogenblik van het beding. In burgerlijk recht, bestaat dus, ten titel van erfenis, geen overgang van dengene die bedingt tot den verkrijger.

Doeh, naar de gedachte ontleend aan de Fransche wetgeving (wet van 21 Juni 1875, art. 6), wordt door de Regeering geacht dat er grond bestaat tot afwijking van dit begrip van burgerlijk recht, uit aanmerking, eenerzijds, van den aard van kosteloosheid dien bedoelde overeenkomsten doorgaans hebben, en, anderzijds, van de afhankelijkstelling hunner gevolgen van de voorwaarden van het vooroverlijden van den maker van het beding. Van fiscaal standpunt beschouwd, heeft laatstgemelde de grootste verwantschap met eene bijzondere erfmaking.

Derhalve, onderwerpt artikel 50 van het ontwerp, op eene algemeene wijze, aan het successierecht de sommen en waarden welke door eenen bij name aangewezen derde, te kosteloozen titel, moeten ontvangen worden bij het overlijden van dengene die bedingt, krachtens een verzekeringscontract.

Onze belastingwetgeving vertoont een daarmede strookend voorbeeld van dergelijke afwijking van het burgerlijke recht: artikel 7 der wet van 17 December 1851 onderwerpt aan het successierecht hetgeen de overlevende echtgenoot in de gemeenschap verkrijgt, boven de helft, krachtens een kansbeding van zijn huwelijkscontract.

ART. 52 en 56.

Deze artikelen vervangen het thans bestaande stelsel, betreffende de termijnen van indiening der erfenisaangifte en van betaling der rechten, door een eenvoudiger en redematiger stelsel.

Naar de bestaande wetten, is de termijn van indiening van de aangifte gesteld op zes, acht, twaalf of vier en twintig maanden te rekenen van het overlijden, naar gelang dit overlijden is overkomen in het rijk, in elk ander gedeelte van Europa, in Amerika, in Afrika of in Azië; de termijnen van acht, twaalf en vier en twintig maanden worden verminderd tot zes maanden, te rekenen van den dag der inbezitneming van de erfenis, wanneer deze inbezitneming geschiedt vóór dat het laatste halfjaar van den termijn is aangevangen (wet van 1817, art. 9).

Gedurende zes weken, met ingang van het neerleggen der aangifte, is het den erfgenamen veroorloofd deze te verbeteren, in meer of in minder, door eene aanvullende aangifte, zonder dat deswege eenige boete kan gevorderd worden (wet van 1851, art. 17).

Het recht en, desvoorkomend, de boeten moeten betaald worden binnen de drie maanden te rekenen van den dag van het verstrijken van zes weken; bij verzuim van betaling binnen den voorgeschreven termijn, worden de

verschuldigde sommen en de interesten wegens vertraging door dwangmiddelen gevorderd; eene boete gelijk aan een tiende van de verschuldigde rechten wordt verbeurd, wanneer de betaling niet gedaan wordt binnen de vijftien dagen van de kennisgeving van het dwangbevel (wet van 1851, art. 21).

Onder dit stelsel, is het nog al gebruikelijk geworden binnen den wettelijken termijn eene zus en zoo opgestelde, zeer onvolmaakte, aangifte in te dienen en deze binnen de zes daaraanvolgende weken te verbeteren. Deze handelwijze is onvereenigbaar met een stelsel waarvolgens de aangifte, op straf van als nietig te worden beschouwd, echt en volledig moet verklaard worden; met der daad, bestaat er geene reden opdat niet van meet af door de aangevers ernstig en definitief werk verricht worde.

't Is daarom dat artikel 52 van het wetsontwerp den termijn voor verbetering afschaft, maar den termijn van aangifte met eene maand verlengt, wanneer het overlijden in België is overkomen, 't is te zeggen in de meest voorkomende gevallen.

Hieruit volgt eene wijziging in artikel 21 der wet van 1851, waarbij het verstrijken van den termijn voor verbetering genomen wordt als uitgangspunt van den termijn verleend voor de betaling van het recht. Met deze laatste termijn vast te stellen op een zeker getal maanden te rekenen van het overlijden en met, wanneer daartoe grond is, de interesten voor vertraging van rechtswege te doen loopen van den dag af waarop de betaling had moeten geschieden, verzekert artikel 56, beter dan de thans bestaande wetgeving, de gelijkheid van allen voor de belasting.

ART. 57.

Deze bepaling wordt verantwoord door dat, naar de gissing, de erfgenamen het recht niet hebben zich met de zaken der gemeenschap in te laten.

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Projet de loi apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de timbre et de succession.

Wetsontwerp brengende wijzigingen in de wetten betreffende de rechten van registratie, van hypotheek, van zegel en van successie.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Ministre des Finances :

CHAPITRE 1^{er}.

Droits d'enregistrement.

SECTION I.

Modifications au tarif. — Dispositions diverses.

ARTICLE PREMIER.

Le taux du droit d'enregistrement est fixé, pour les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles, ainsi qu'il suit, savoir :

A 1.40 %, pour les donations en ligne directe, y compris les partages d'ascendants faits par acte entre vifs, et pour les donations entre époux ayant des enfants ou descendants communs;

A 6 %, pour les donations entre époux sans enfants ni descendants communs;

A 7.50 %, pour les donations entre frères et sœurs;

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van onzen Minister van Financiën,

WIJ HERBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal in Onzen naam door Onzen Minister van Financiën aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

HOOFDSTUK 1.

Registratierechten.

AFDEELING I.

Wijzigingen in het tarief. — Verschillende bepalingen.

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de schenkingen onder de levenden van roerende of onroerende goederen wordt het bedrag van het registratierecht vastgesteld als volgt, te weten :

Op 1.40 % voor de schenkingen in de rechte lijn, daarin begrepen de verdeelingen van bloedverwanten in de opgaande linie gedaan bij akte onder de levenden, en voor de schenkingen tussen echtgenooten welke gemeene kinderen of afstammelingen hebben;

Op 6 % voor de schenkingen tussen echtgenooten zonder gemeene kinderen noch afstammelingen;

Op 7.50 % voor de schenkingen tussen broeders en zusters;

A 9 %, pour les donations entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, et pour celles entre un adoptant et l'adopté;

A 10.50 %, pour les donations entre grands-oncles ou grand-tantes et petits-neveux ou petites nièces, et pour celles entre un adoptant et les descendants de l'adopté;

A 15 %, pour toutes les autres donations.

Les droits sont réduits de moitié pour les donations faites par contrat de mariage aux futurs.

Sont enregistrables *gratis* les donations faites à l'État.

ART. 2.

Le droit est fixé à 10 % pour les donations faites aux provinces et aux communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance, et pour les donations faites aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux monts-de-piété, aux commissions provinciales de bourses d'études, aux universités jouissant de la personification civile, aux séminaires, aux fabriques d'église, aux consistoires et aux synagogues.

ART. 3.

Les ouvertures de crédit sont tarifées au droit établi pour les obligations de sommes dérivant du prêt, et les cessions d'ouverture de crédit au droit établi pour les cessions de créances. Le droit est perçu, au moment de l'enregistrement de l'acte, sur le montant du crédit ouvert, augmenté, le cas échéant, du montant ou de la valeur des prestations stipulées au profit du cédant.

Op 9 % voor de schenkingen tus-
schen ooms of moeien en neven of
nichten, en voor die tussehen eenen
aannemende en het aangenomen kind;

Op 10.50 % voor de schenkingen
tussehen oudlooms of oudmoeien en na-
neven of nanichten, en voor die tussehen
eenen aannemende en de afstammelin-
gen van het aangenomen kind;

Op 15 % voor al de andere schen-
kingen.

De rechten worden verminderd tot
de helft voor de schenkingen bij huwe-
lijkscontract aan de aanstaande echtge-
nooten gedaan.

Worden *kosteloos* geregistreerd de
schenkingen aan den Staat gedaan.

ART. 2.

Het recht wordt gesteld op 10 %
voor de schenkingen aan de provinciën
en aan de gemeenten gedaan met uit-
drukkelijke bestemming tot het onder-
wijs of tot werken van onderstand, en
voor de schenkingen gedaan aan de
godshuizen, aan de weldadigheidsburee-
len, aan de bergen van barmhartigheid,
aan de provinciale commissiën voor
studiebeurzen, aan de hoogeschole die
de rechtspersoonlijkheid genieten, aan
de seminariën, aan de kerkfabrieken,
aan de consistoriën en aan de synagogen.

ART. 3.

De kredietopeningen worden be-
last met het recht vastgesteld voor de
schuldbekenenissen van sommen voort-
vloeiende uit de leening, en de afstanden
van kredietopeningen met het recht vast-
gesteld voor de afstanden van schuld-
vorderingen. Het recht wordt geheven,
dadelijk bij de registratie der akte, op
het bedrag van het geopende krediet, des-
gevallende vermeerderd met het bedrag
of met de waarde der ten voordeele van
den overlater bedongen uitkeeringen.

ART. 4.

Sont assujettis à un droit d'enregistrement de 0.50 %₀, sauf les exemptions existantes en faveur de certaines sociétés, les actes portant :

- a) Constitution d'une société civile ou commerciale;
- b) Adhésion de nouveaux associés ou modification des statuts d'une société antérieure, avec augmentation du capital social;
- c) Prorogation de société.

Le droit est perçu : dans le cas du littéra *a*, sur le montant total des apports faits en argent ou autrement, sans distraction des charges; dans le cas du littéra *b*, sur le montant de l'augmentation; dans le cas du littéra *c*, sur le montant du capital social au jour de la prorogation de la société, augmenté, le cas échéant, des apports nouveaux constatés dans l'acte de prorogation.

Le droit ainsi liquidé exclut la perception de tout autre droit à raison des dispositions concernant soit les engagements contractés par la société envers les associés en retour de leurs apports, soit les conventions entre la société et les gérants, administrateurs ou commissaires, soit le versement prescrit par la loi commerciale pour la constitution de sociétés anonymes.

Le droit est dû sur l'expédition, la copie ou l'extrait des actes passés en pays étranger, lorsque la minute ou l'original n'a pas été enregistré dans le pays.

ART. 4.

Behoudens de vrijstellingen bestaande ten behoeve van zekere vennootschappen, worden aan een registratierecht van 0.50 % onderworpen, de akten houdende :

- a) Oprichting van eene burgerlijke- of handelsvennootschap;
- b) Toetreding van nieuwe vennoten of wijziging der statuten van eene vroegere vennootschap, met verhooging van het maatschappelijk kapitaal;
- c) Verlenging van vennootschap.

Het recht wordt geheven : in 't geval van littera *a*, op het geheele bedrag van de inbrengsten in geld of anderszins zonder aftrek der lasten; in 't geval van littera *b*, op het bedrag der verhooging; in 't geval van littera *c*, op het geheele bedrag van het maatschappelijk kapitaal op den dag der verlenging der vennootschap, desvoorkomende, met daarbij te voegen de nieuwe inbrengsten welke uit de akte van verlenging der vennootschap blijken.

Het in dier voege verevend recht sluit de heffing uit van alle andere recht wegens de bepalingen betreffende, hetzij de verbintenissen door de vennootschap aangegaan jegens de vennoten in vergelding van hunne inbrengsten, hetzij de overeenkomsten tusschen de vennootschap en de zaakvoerders, beheerders of commissarissen, hetzij de door de handelswet voorgeschreven storting tot het oprichten van naamlooze vennootschappen.

Het recht is verschuldigd op het afschrift, de kopie of het uittreksel der akten in het buitenland verleden, wanneer de minuut of het oorspronkelijk stuk in het land niet geregistreerd werd.

ART. 5.

La valeur imposable est déterminée, pour la liquidation du droit établi par l'article précédent, par la valeur conventionnelle des biens, telle qu'elle résulte des stipulations de l'acte.

La valeur conventionnelle des apports ayant pour objet des choses autres que du numéraire ou des biens en nature, est déterminée par comparaison avec les apports ayant pour objet du numéraire ou des biens en nature, en égard aux parts respectives des apportants dans les bénéfices.

Si les stipulations de l'acte ne permettent pas de déterminer la valeur conventionnelle des apports, il y est suppléé par une déclaration estimative, conformément à l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII.

Sont rendues applicables à la matière, pour la constatation de la valeur des biens immeubles, les dispositions existantes relatives à l'expertise, dans le cas où la base imposable, déterminée comme il est dit ci-dessus, n'atteindrait pas la valeur calculée sur le revenu cadastral au moyen du multiplicateur officiel conformément à l'article 3 de la loi du 17 décembre 1851.

ART. 6.

Sont considérés comme appartenant personnellement et indivisément aux associés, pour la perception des droits d'enregistrement et de transcription, les biens dépendant des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple.

ART. 5.

De belastbare waarde wordt bepaald, voor de vereffening van het door het vorig artikel gestelde recht, door de conventionele waarde der goederen, zooals zij uit de bedingen van de akte blijkt.

De conventionele waarde der inbrengsten, welke andere zaken dan geldspeciën of goederen in natura tot onderwerp hebben, wordt bepaald door vergelijking met de inbrengsten welke geldspeciën of goederen in natura tot onderwerp hebben, met inachtneming van de wederzijdsche aandeelen der inbrengers in de winsten.

Indien de bepalingen van de akte niet toelaten de conventionele waarde der inbrengsten te bepalen, wordt daarin voorzien door eene begrootende aangifte, in overeenstemming met artikel 16 der wet van 22 Frimaire jaar VII.

Worden ter zake toepasselijk gemaakt voor het vaststellen van de waarde der onroerende goederen, de bestaande bepalingen betreffende het deskundig onderzoek, in 't geval dat de belastbare grondslag, vastgesteld zooals hierboven vermeld is, de waarde niet bereiken zou, berekend volgens het kadastraal inkomen met behulp van den officieelen vermenigvuldiger overeenkomstig artikel 3 der wet van 17 December 1851.

ART. 6.

Voor het heffen der registratie- en overschrijvingsrechten, worden als persoonlijk en onverdeeld aan de vennoten toebehoorende aanzien, de goederen welke van de vennootschappen onder gemeenschappelijke naam en van de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting afhangen.

L'acquisition, par un ou plusieurs associés, de biens immeubles provenant d'une société par actions, donne ouverture, de quelque manière qu'elle s'opère, au droit établi pour les transmissions immobilières à titre onéreux.

ART. 7.

Les droits proportionnels d'enregistrement établis par les articles 1, 2 et 3 de la loi du 6 août 1887 sur les baux de biens immeubles et sur les cautionnements qui s'y rapportent, sont remplacés par un droit gradué pour les baux constatés par actes sous seing privé ou passés en pays étranger, si ces actes sont enregistrés dans le délai fixé par les lois existantes, sauf exigibilité des droits proportionnels dans le cas où les actes seraient reconnus devant notaire.

ART. 8.

Le taux du droit gradué est fixé ainsi qu'il suit :

A fr. 0.50 si le prix annuel du bail, y compris les charges annuelles imposées au preneur, ne dépasse pas 500 francs ;

A 1 franc si le prix et les charges dépassent 500 francs sans excéder 2,000 francs ;

A 2 francs si le prix et les charges dépassent 2,000 francs sans excéder 10,000 francs ;

A 3 francs si le prix et les charges dépassent 10,000 francs.

S'il est stipulé pour une ou plusieurs années un prix différent de celui des autres années, il est formé un total du prix de toutes les années, y compris les

Het verkrijgen, door een of meer vennoten, van onroerende goederen voortkomende van eene vennootschap op aandeelen, geeft opening, welke ook de wijze zij waarop het geschiedt, aan het recht vastgesteld voor de overdrachten van onroerende goederen ten bezwarenden titel.

ART. 7.

De evenredige registratierechten bij artikelen 1, 2 en 3 der wet van 6 Augustus 1887 gevestigd op de huurcontracten van onroerende goederen en op de daartoe betrekkelijke borgstellingen, worden vervangen door een recht trapsgewijze bepaald voor de huurcontracten welke blijken uit onderhandsche of in den vreemde verleden akten, indien deze akten geregistreerd worden binnen den termijn door de bestaande wetten bepaald, behoudens invorderbaarheid van de evenredige rechten in geval de akten voor notaris zouden erkend worden.

ART. 8.

Het bedrag van het trapsgewijs bepaalde recht wordt vastgesteld als volgt :

Op fr. 0,50 indien de jaarlijksche prijs van de huur, met inbegrip der jaarlijksche lasten welke den huurder zijn opgelegd, 500 frank niet overtreft ;

Op 1 frank indien de prijs en de lasten 500 frank overtreffen zonder 2,000 frank te boven te gaan ;

Op 2 frank indien de prijs en de lasten 2,000 frank overtreffen zonder 10,000 frank te boven te gaan ;

Op 3 frank indien de prijs en de lasten 10,000 frank te boven gaan.

Indien bedongen is dat de prijs voor één of verscheidene jaren verschilt van dien der andere jaren, dan wordt een totaal gevormd van den prijs van al de

charges imposées au preneur; ce total est divisé par le nombre d'années.

ART. 9.

Sont réputées faites par écrit, dès leur formation, les conventions consenties pour une année ou plus, portant bail de biens immeubles situés en Belgique.

ART. 10.

L'existence d'une convention rentrant dans les termes de l'article 9 peut être établie, quelle que soit la somme, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

ART. 11.

Les dispositions des quatre articles qui précèdent sont applicables aux actes sous seing privé ou passés en pays étranger portant sous-bail, subrogation, cession et rétrocession de bail de biens immeubles, situés en Belgique.

SECTION II.

Droit d'enregistrement sur les opérations de bourse.

ART. 12.

Il est établi un droit d'enregistrement sur toute opération d'achat ou de vente, au comptant ou à terme, de valeurs de bourse de toute nature, faite en Belgique, pour des tiers ou pour eux-mêmes, par les banquiers, agents de change, courtiers, coulissiers et autres personnes qui font le commerce de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse.

jaren, met inbegrip van de lasten welke den huurder zijn opgelegd; dit totaal wordt door het getal jaren verdeeld.

ART. 9.

Worden aangemerkt als schriftelijk gedaan, van hunne vorming af, de overeenkomsten voor één jaar of meer aangegaan, houdende huur van in België liggende onroerende goederen.

ART. 10.

Het bestaan van eene overeenkomst vallende in de bewoordingen van artikel 9 mag, welke ook de som zij, door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den beslissenden eed, bewezen worden.

ART. 11.

De bepalingen van de vier voorgaande artikelen zijn van toepassing op de onderhandsche of in den vreemde verleden akten houdende onderverhuur, indeplaatsstelling, en afstand wederafstand van huur van in België liggende onroerende goederen.

AFDEELING II.

Registratierecht op de beursverrichtingen.

ART. 12.

Er wordt een registratierecht gevestigd op alle verrichting van aankoop of van verkoop, kontant of op tijd, van beurswaarden van allen aard, in België gedaan voor rekening van derden of voor eigen rekening door de bankiers, wisselagenten, makelaars, beursmakelaars en andere personen die den handel drijven van het aanvaarden van de aanbiedingen en van de vragen van beurswaarden.

ART. 13.

Le droit est exigible sur les deux éléments de chaque opération, même si le banquier, l'agent de change ou autre professionnel fait pour son propre compte la contre-partie de la vente ou de l'achat.

ART. 14.

Le droit est fixé à 2 centimes par 100 francs, sans fraction.

Il est réduit de moitié pour les opérations ayant pour objet : les titres de la Dette publique belge et de la Dette publique congolaise, les actions et obligations émises par la Société nationale des chemins de fer vicinaux; les actions au porteur de la Société anonyme des installations maritimes de Bruges; les obligations au porteur émises par les provinces et les communes du Royaume, par la Société du crédit communal, par la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles et par les associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau.

Sont exemptées du droit les opérations de report.

ART. 15.

Le droit est liquidé distinctement sur chaque opération.

ART. 16.

Le droit est assis sur le montant du prix d'achat ou de vente, sans déduction, ni addition du chef du prorata d'intérêt ou de dividende couru depuis l'échéance du dernier coupon.

ART. 13.

Het recht is vorderbaar op de twee bestanddeelen van elke verrichting, zelfs wanneer de bankier, de wisselagent of andere beroepsman voor eigen rekening de tegenpartij van den verkoop of van den aankoop houdt.

ART. 14.

Het recht wordt gesteld op 2 centiemen per 100 frank, zonder breuk.

Het wordt tot de helft verminderd voor de verrichtingen hebbende ten doel : de titels van de Belgische Openbare Schuld en van de Congoleesche Openbare Schuld, de actiën en obligatiën uitgegeven door de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen; de actiën aan toonder van de Naamlooze Vennootschap der Haveninrichtingen van Brugge; de obligatiën aan toonder uitgegeven door de provinciën en de gemeenten van het Rijk, door de Maatschappij voor gemeentekrediet, door de Naamlooze Vennootschap van de Vaart- en Haveninrichtingen van Brussel, en door de vereenigingen van gemeenten en particulieren tot het inrichten van diensten voor waterleidingen.

Van het recht worden vrijgesteld de reportverrichtingen.

ART. 15.

Het recht wordt onderscheidenlijk op elke verrichting vereffend.

ART. 16.

Het recht is gevestigd op het bedrag van den prijs van aankoop of van verkoop, zonder aftrek noch bijvoeging wegens het evenredig gedeelte der interesten of dividenden gelooopen sedert den vervaldag van de laatste coupon.

ART. 17.

Les professionnels d'opérations de bourse désignés à l'article 12 ne peuvent commencer leurs opérations s'ils n'ont, au préalable, déposé une déclaration de profession au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin.

Ils sont personnellement tenus des droits pour les ventes et les achats faits par leur ministère.

ART. 18.

Dans les huit jours qui suivent le 1^{er} et le 15 de chaque mois, les professionnels remettent, au bureau de l'enregistrement désigné à cette fin, des extraits, certifiés exacts, du livre dont la tenue est prescrite par l'article 65 du Code de commerce, ou, le cas échéant, du livre journal visé à l'article 16 du même Code.

Ces extraits, dont la forme est réglée par arrêté royal, contiennent, dans tous les cas, le relevé des ventes et des achats opérés pendant la quinzaine écoulée, avec indication, le cas échéant, du nom de l'agent de change ou autre professionnel qui a fait la contre-partie de chaque opération.

S'il n'a pas été fait d'opération, l'extrait est remplacé par un certificat négatif.

Lorsque le dernier jour du délai est un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au lendemain.

ART. 19.

En cas de retard dans la remise de l'extrait de quinzaine ou du certificat négatif, le contrevenant encourt une amende de 10 francs par semaine de

ART. 17.

Degenen, aangeduid onder artikel 12, die van beursverrichtingen hun beroep maken, mogen hunne verrichtingen niet beginnen indien zij, vooraf, niet eene beroepsaangifte nedergelegd hebben op het daartoe aangewezen kantoor der registratie.

Zij zijn persoonlijk gehouden tot de betaling der rechten wegens de verkoopen en de aankopen door hunne bemiddeling gedaan.

ART. 18.

Binnen de acht dagen die den 1^{en} en den 15^e van elke maand volgen, geven degenen die van beursverrichtingen hun beroep maken, op het daartoe aangewezen registratiekantoor, echt verklaarde uittreksels af uit het boek waarvan het houden door artikel 65 van het Wetboek van koophandel voorgeschreven is, of, bij voorkomend geval, van het dagboek bedoeld onder artikel 16 van hetzelfde Wetboek.

Deze uittreksels, waarvan de vorm bij koninklijk besluit geregeld wordt, behelzen, in elk geval, de lijst der verkoopen en der aankopen gedaan gedurende de afgelopen veertien dagen, met aanwijzing, bij voorkomend geval, van den naam van den wisselagent of anderen beroepsman die de tegenpartij van elke verrichting gehouden heeft.

Is er geene verrichting gedaan geworden, dan wordt het uittreksel door een negatief attest vervangen.

Wanneer de laatste dag van den termijn een Zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de termijn tot 's anderen-daags verlengd.

ART. 19.

Ingeval van vertraging in het afgeven van het veertiendaagsche uittreksel of van het negatief attest belooft de overtreders eene boete van 10 frank

retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

ART. 20.

Le droit dû est acquitté au moment de la remise de chaque extrait au bureau compétent et, au plus tard, dans le délai fixé à l'article 18.

Si le paiement n'est pas effectué dans ce délai, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit, à compter du jour où le paiement aurait dû être fait.

ART. 21.

Les professionnels sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement, agissant en vertu d'une décision spéciale du Ministre des Finances, le livre et le carnet dont la tenue est prescrite par les articles 65 et 66 du Code de commerce, ainsi que leurs livres de comptabilité.

Peut être exigée dans les mêmes conditions la communication des feuilles de liquidation des opérations à terme.

Tout refus de communication est constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

ART. 22.

Toute inexactitude ou omission constatée soit dans le livre ou le carnet dont il est question à l'article précédent, soit dans un extrait de quinzaine, est punie d'une amende égale au vingtième du montant de l'opération omise ou de la somme imposable dissimulée par l'inscription inexacte, sans que l'amende puisse être inférieure à 100 francs.

per week vertraging; elke aangevangen week wordt voor eene geheele gerekend.

ART. 20.

Het verschuldigde recht wordt betaald op het oogenblik van het afgeven van elk uittreksel ten bevoegden kantore en ten laatste, binnen den termijn onder artikel 18 vastgesteld.

Indien de betaling niet gedaan is binnen dezen termijn, is van rechtswege de wettelijke interest, op den voet bepaald voor burgerlijke zaken, invorderbaar te rekenen van den dag af waarop de betaling had moeten gedaan worden.

ART. 21.

Aan de ambtenaren van de registratie handelende krachtens eene bijzondere beslissing van den Minister van Financien, zijn de beroepslieden gehouden, zonder verplaatsing, ter kennisneming mede te deelen het boek en het zakboekje waarvan de artikelen 65 en 66 van het Wetboek van koophandel het houden voorschrijven, alsmede hunne boeken van comptabiliteit.

Kan opdezelfde wijze gevorderd worden, de mededeeling der bladen van vereffening der verrichtingen op tijd.

Alle weigering van mededeeling wordt vastgesteld bij proces-verbaal en gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

ART. 22.

Alle onnauwkeurigheid of weglating vastgesteld, hetzij in het boek of het zakboekje waarvan sprake is in het voorgaande artikel, hetzij in een veertiendaagsch uittreksel, wordt gestraft met eene boete gelijk aan het twintigste deel van het bedrag der weggelaten verrichting of der belastbare som door onjuiste inschrijving verdoken, zonder dat de boete minder dan 100 frank mag bedragen.

ART. 23.

Les inexactitudes ou omissions peuvent, quelle que soit la somme, être établies par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

ART. 24.

Les commissions des Bourses de commerce font parvenir au Ministre des Finances, dans la première décade de chacun des mois de janvier, avril, juillet et octobre, la liste, certifiée exacte, des professionnels qui ont été admis pendant le trimestre précédent à fréquenter le parquet et les salles de liquidation. A défaut d'admission, cette liste est remplacée par un certificat négatif.

ART. 25.

Les déclarations, extraits et certificats prévus aux articles 17, 18 et 24 sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

ART. 26.

L'action du Trésor en paiement du droit établi et des amendes prononcées par les articles 12 à 25 se prescrit par cinq ans à compter du jour où l'action est née.

Toutefois, la demande d'une somme non perçue par suite d'erreur du préposé de l'administration se prescrit par deux ans à compter du jour de la remise des extraits au bureau compétent.

ART. 27.

Toute action en restitution de droits ou amendes se prescrit par deux ans à compter du jour du paiement.

ART. 23.

De onnauwkeurigheden of weglatingen mogen, welke ook de som zij, vastgesteld worden door alle middelen van gemeen recht, met uitzondering van den beslissenden eed.

ART. 24.

De commissiën der Handelsbeurzen zenden aan den Minister van Financiën in de eerste decade van elke der maanden Januari, April, Juli en October de echtverklaarde lijst der beroepsheden die, tijdens het voorgaande trimester, toegelaten werden het parket en de vereffeningslokalen te bezoeken. Bij gebreke van toelating, wordt deze lijst door een negatief attest vervangen.

ART. 25.

De aangiften, uittreksels en bewijzen voorzien onder de artikelen 17, 18 en 24 zijn vrij van het zegel en van de registratie.

ART. 26.

De rechtsvordering van de Schatkist tot betaling van het recht gesteld en van de boeten uitgesproken door de artikelen 12 tot 25 vervalt door verloop van vijf jaren te rekenen van den dag waarop de vordering ontstaan is.

Nochtans vervalt door verloop van twee jaren, te rekenen van den dag van afgifte der uittreksels ten bevoegden kantore, het recht tot vordering eener som, die ten gevolge eener dwaling van den aangestelde van het beheer niet geïnd werd.

ART. 27.

Alle vordering tot teruggave van rechten of boeten vervalt door verloop van twee jaren te rekenen van den dag der betaling.

ART. 28.

Sont applicables au droit établi et aux amendes prononcées par les articles 12 à 27 les dispositions relatives aux poursuites et instances en matière d'enregistrement.

CHAPITRE III.

Droits d'hypothèque.

ART. 29.

Le droit d'inscription est dû, pour toute inscription d'hypothèque, sur le montant en principal et accessoires des sommes pour lesquelles l'inscription est requise.

S'il y a lieu à l'inscription d'une même hypothèque dans plusieurs bureaux, le droit est acquitté en totalité dans le premier bureau, et il est procédé conformément à l'article 22 de la du 21 ventôse an VII.

ART. 30.

Les actes portant donation entre vifs de biens immeubles sont exempts du droit de transcription.

ART. 31.

Il est établi un droit de 1.25 % pour la transcription des actes constatant l'apport en société de biens immeubles.

Ce droit est perçu sur la somme qui sert de base à la liquidation du droit d'enregistrement.

Il est réduit de moitié si la société ne constitue pas une individualité juridique distincte de celle des associés.

En cas de prorogation de société, le droit est perçu sur le montant des apports antérieurement effectués.

ART. 28.

Zijn van toepassing op het recht gevestigd en op de boeten uitgesproken door de artikelen 12 tot 27, de bepalingen betreffende de vervolgingen en gedingen in zake registratie.

HOOFDSTUK III.

Hypotheekrechten.

ART. 29.

Het recht van inschrijving is, voor alle hypotheekinschrijving, verschuldigd op het bedrag, in hoofdsom en bijkomend, der sommen waarvoor de inschrijving gevorderd wordt.

Indien aanleiding bestaat tot inschrijving eener zelfde hypotheek in meerdere kantoren, wordt het recht betaald in zijn geheel bij het eerste kantoor en wordt gehandeld in overeenkomst met artikel 22 der wet van 21 Ventôse jaar VII.

ART. 30.

De akten houdende schenking onder de levenden, van onroerende goederen, zijn vrij van het recht van overschrijving.

ART. 31.

Een recht van 1.25 % wordt gesteld voor de inschrijving der akten waaruit de inbrengst in vennootschap van onroerende goederen blijkt.

Dit recht wordt geheven op de som die tot grondslag dient der vereffening van het registratierecht.

Het wordt tot de helft verminderd, indien de vennootschap geene rechtspersoonlijkheid uitmaakt onderscheiden van die der vennoten.

In geval van verlenging van vennootschap, wordt het recht geheven op het bedrag der vroeger gedane inbrengsten.

CHAPITRE IV.

Droits de timbre.

ART. 32.

Le timbre de dimension de 25 centimes établi pour les quittances est remplacé par un timbre fixe de 10 centimes. Ce timbre peut être adhésif.

Il est encouru une amende de 10 francs pour chaque quittance écrite sur papier non timbré.

Le créancier et le débiteur sont solidairement tenus au paiement du droit et de l'amende.

Sont exemptés du droit :

1^o Les quittances d'abonnement aux journaux et autres ouvrages périodiques, délivrées par l'administration des postes ;

2^o Les récépissés de versement au service des chèques postaux.

ART. 33.

Sont assujettis à un droit de timbre fixe de 10 centimes, les chèques, les bons ou mandats de virement, les accrédi-
titifs, les billets de banque à ordre et, généralement, tous titres à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles. Le timbre peut être adhésif.

Une amende de 10 francs est encourue, individuellement et sans recours, par tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, apposent leur signature sur l'un des titres prévus ci-avant, même venant de l'étranger, avant qu'il ait été soumis au timbre prescrit.

Sont exemptés du droit les chèques et virements postaux.

ART. 34.

Sont réputés faits par écrit, dès leur formation, les contrats d'assurance et

HOOFDSTUK IV.

Zegelrechten.

ART. 32.

Het formaatzegel van 25 centiemen vastgesteld voor de quitantiën wordt vervangen door een vast zegel van 10 centiemen. Dit zegel mag een plakzegel zijn.

Eene boete van 10 frank wordt be-
loopen voor elke quitantie geschreven op ongezegeld papier.

De schuldeischer en de schuldenaar zijn hoofdelijk gehouden tot betaling van het recht en van de boete.

Worden van het recht vrijgesteld :

1^o De kwijtschriften van abonnement aan dagbladen en andere tijdschriften, door het postbeheer afgegeven ;

2^o De receipten van storting bij den dienst der postchecks.

ART. 33.

Worden onderworpen aan een vast zegelrecht van 10 centiemen, de checks, de overdrachtbons of -mandaten, de kredietbrieven, de bankbrieven op order en, in t algemeen, alle titels op eene kontante betaling en op zicht op beschikbare gelden. Het zegel mag een plakzegel zijn.

Eene boete van 10 frank wordt be-
loopen, persoonlijk en zonder verhaal, door al degenen die, uit eenigerlei hoofde, hunne handteekening plaatsen op een der hiervoren voorziene titels, zelfs van buitenslands komende, voor-
aleer hij aan het voorgeschreven zegel onderworpen geweest zij.

Worden van het recht vrijgesteld de postchecks en postoverdrachten.

ART. 34.

Worden aanzien als schriftelijk ge-
daan, van het oogenblik af waarop zij

les modifications y apportées, lorsque l'assuré réside en Belgique.

Si l'écrit n'est pas fait sur papier dûment timbré, il est encouru, individuellement et sans recours, savoir :

Une amende de 50 francs par l'assuré ;

Une amende de 1,000 francs par l'assureur belge ou par le représentant en Belgique de l'assureur étranger.

Les dispositions du présent article sont applicables aux contrats de rente viagère passés par les sociétés ou compagnies d'assurance et tous autres assureurs sur la vie, lorsque le créancier réside en Belgique.

ART. 35.

Sont assujettis au timbre les actions et obligations au porteur, les certificats d'actions nominatives et les effets publics, venant de l'étranger, lorsqu'ils sont détenus par une personne résidant en Belgique.

A défaut de soumettre le titre, dans le mois, à la formalité du timbre, le détenteur encourt personnellement une amende égale au dixième de la somme servant de base à la perception du droit, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs par titre.

ART. 36.

Aucune émission ou mise en souscription de titres étrangers ne peut être annoncée, publiée ou effectuée en Belgique si le droit de timbre n'a pas été acquitté ou s'il n'a pas été fourni un cautionnement en numéraire pour ga-

werden getroffen, de verzekeringcontracten en de er ingebrachte wijzigingen, wanneer de verzekerde in België verblijf houdt.

Voor ieder geschrift op ongezegeld papier opgesteld, wordt persoonlijk en zonder verhaal beloopen, te weten :

Eene boete van 50 frank door den verzekerde ;

Eene boete van 1,000 frank door den Belgischen verzekeraar of door den vertegenwoordiger in België van den vreemden verzekeraar.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de contracten van lijfrente verleden door de vennootschappen of maatschappijen van verzekering en alle andere verzekeraars op het leven, wanneer de renteverkrijger in België verblijf houdt.

ART. 35.

Worden aan het zegel onderworpen, de actiën en obligatiën aan toonder, de bewijzen van actiën op naam en de openbare effecten, van den vreemde komende, wanneer zij in het bezit zijn van eenen in België verblijvenden persoon.

Bij gebreke den titel, binnen de maand, aan de formaliteit van het zegel te onderwerpen, beloopt de houder persoonlijk eene boete gelijk aan het tiende van de som die tot grondslag strekt aan de heffing van het recht, zonder dat die boete minder dan 50 frank per titel moge bedragen.

ART. 36.

Geene uitgifte of ter inschrijvinglegging van vreemde titels mag aangekondigd, openbaar bekend gemaakt of gedaan worden in België, indien het zegelrecht niet voldaan is geworden of indien geenen borgtocht in geldspeciën

rantir le paiement du droit qui pourrait être dû.

Le Gouvernement arrête les dispositions relatives à la prestation de ce cautionnement.

Les titres émis ou souscrits ne peuvent être délivrés aux intéressés sans avoir été timbrés à l'extraordinaire.

Il est encouru, pour chaque convention, une amende égale au dixième de la somme servant de base à la perception du droit, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs par titre.

La pénalité est encourue individuellement et sans recours par tous ceux qui ont fait ou annoncé la souscription ou qui ont servi d'intermédiaire pour l'émission.

ART. 37.

Il est fait défense à tous banquiers, agents de change ou courtiers de négociier ou d'exposer en vente, en Belgique, des titres étrangers non revêtus du timbre prescrit, à peine de l'amende édictée par l'article 36.

La même amende est applicable à toute personne qui fait le service financier des dits titres, soit en opérant leur remboursement, soit en faisant le paiement des coupons, si les titres ne sont pas revêtus du timbre prescrit.

ART. 38.

Dans les cas visés aux cinq articles qui précèdent, les contrevenants sont, en outre, solidairement tenus du droit éludé, sauf leur recours s'il y a lieu.

gestort is tot zekerheid van de betaling van het recht dat zou kunnen verschuldigd zijn.

De Regeering bepaalt de regelen betrekkelijk het stellen van dien borgtocht.

De uitgegeven of onderschreven titels mogen aan de belanghebbenden niet afgegeven worden zonder buitengewoon gestempeld te zijn geworden.

Voor iedere overtreding wordt eene boete beloopen gelijk aan het tiende van de som die tot grondslag strekt aan de heffing van het recht, zonder dat die boete minder dan 50 frank per titel moge bedragen.

De straf wordt persoonlijk en zonder verhaal beloopen door al degenen die de inschrijving gedaan of aangekondigd hebben of die tot de uitgifte als tusschenpersoon gediend hebben.

ART. 37.

Aan alle bankiers, wisselagenten of makelaars wordt verbod gedaan in België vreemde titels niet voorzien van het voorgeschreven zegel te verhandelen of te koop te stellen, op straf van de bij artikel 36 gestelde boete.

Dezelfde boete is toepasselijk op iederen persoon die den geldelijken dienst van vermeldde titels verricht, hetzij door ze uit te betalen, hetzij door de coupons te betalen, indien de titels niet van het voorgeschreven zegel voorzien zijn.

ART. 38.

In de gevallen voorzien onder de vijf voorgaande artikelen zijn de overtreders bovendien hoofdelijk tot het betalen van het ontweken recht gehouden, behoudens hun verhaal indien daartoe aanleiding bestaat.

ART. 39.

Le droit de timbre dû sur les actions ou obligations au porteur, les certificats d'actions nominatives et les effets publics, venant de l'étranger, est porté à 2 ‰, sans fraction.

Il n'est dû aucun droit particulier sur la feuille de coupons d'intérêts ou de dividendes jointe au titre lors du timbrage de celui-ci, à moins que la feuille ne contienne des coupons pour une période excédant vingt années. Dans ce dernier cas, il est dû un droit de 0.25 ‰, sans fraction, pour chaque période de cinq années au delà de vingt; toute période partielle est comptée pour cinq ans.

ART. 40.

Il est établi un droit de 1 franc par 100 francs, sans fraction, sur chaque feuille de coupons d'intérêts ou de dividendes créée en renouvellement de celle qui était jointe au titre lors du timbrage de celui-ci.

Si la nouvelle feuille contient des coupons pour une période dépassant vingt années, le droit est augmenté de 0.25 ‰, sans fraction, pour chaque période quinquennale supplémentaire, ainsi qu'il est dit à l'article 39.

ART. 41.

Le droit auquel donne lieu la feuille de coupons est liquidé sur la même base que le droit dû sur le titre.

ART. 42.

Les droits établis par les articles 40 et 41 sont réduits de moitié pour les titres d'emprunts, les bons du Trésor et

ART. 39.

Het zegelrecht verschuldigd op de actiën of obligatiën aan toonder, de bewijzen van actiën op naam en de openbare effecten, van den vreemde komende, wordt gebracht op 2 ‰ zonder breuk.

Geen bijzonder recht is verschuldigd op het blad van interest- of van dividende-coupons dat bij den titel gevoegd is wanneer deze gezegeld wordt, tenzij het blad coupons bevat voor een tijdvak dat twintig jaren overtreft. In dit laatste geval, is een recht van 0.25 ‰, zonder breuk, verschuldigd voor elk tijdvak van vijf jaren boven de twintig; ieder gedeeltelijk tijdvak wordt voor vijf jaren gerekend.

ART. 40.

Een recht van 1 frank per 100 frank, zonder breuk, wordt gevestigd op ieder blad van interest- of dividendecoupons gemaakt ter hernieuwing van hetgene dat bij den titel gevoegd is, bij het zegelen van deze.

Indien het nieuw blad coupons bevat voor een tijdvak dat twintig jaren overtreft, wordt het recht met fr. 0.25 ‰, zonder breuk, vermeerderd voor ieder bijkomend vijfjarig tijdvak, zooals onder artikel 39 vermeld wordt.

ART. 41.

Het recht waartoe het couponblad aanleiding geeft, wordt verevend op denzelfden grondslag als het recht dat op den titel verschuldigd is.

ART. 42.

De rechten bij artikelen 40 en 41 gevestigd, worden tot de helft verminderd voor de titels van leeningen, de

tous autres effets publics des États étrangers.

Ne sont pas considérés comme fonds d'État, pour l'application du présent article, les titres émis conjointement par une société et un gouvernement étrangers, si la société est directement et personnellement obligée au service des intérêts ou au remboursement des titres.

Art. 43.

Les contraventions à la loi sur le timbre peuvent être établies, quelle que soit la somme, par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire,

A défaut de représentation de l'écrit sujet au timbre, le droit est réputé ne pas avoir été acquitté.

CHAPITRE V.

Droits de succession.

SECTION I.

Modifications au tarif. — Actif imposable.

Art. 44.

Le droit de succession est fixé ainsi qu'il suit :

1° Entre époux : 6 %.

Le droit est réduit au tiers pour ce qui est recueilli par l'époux en usufruit ou sous forme de rente viagère, dans la limite de sa part légale;

2° Entre frères et sœurs : 7.50 %;

3° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, et entre l'adoptant et l'adopté : 9 %;

4° Entre grands-oncles ou grand-tantes et petits neveux ou petites

Schatkistbons en alle andere openbare effecten van de vreemde Staten.

Worden, voor de toepassing van dit artikel, niet als Staatsfondsen aanzien, de titels uitgegeven door eene vreemde vennootschap en eene vreemde Regeering gezamenlijk, wanneer de vennootschap rechtstreeks en persoonlijk gehouden is tot het betalen der interesten of tot het uitkeeren der titels.

Art. 43.

Alle overtredingen van de wet op het zegel, hoeveel ook de som bedrage, mogen vastgesteld worden door alle bewijsmiddelen van gemeen recht, de beslissende eed uitgezonderd.

Bij gebreke het aan zegel onderworpen schrift te vertoonen, wordt het recht geacht niet voldaan te zijn geworden.

HOOFDSTUK V.

Successierechten.

AFDEELING I.

Wijzigingen in het tarief. — Belastbaar actief.

Art. 44.

Het recht van successie wordt bepaald als volgt :

1° Tusschen echtgenooten : 6 %.

Het recht wordt tot het derde verminderd voor hetgeen door den echtgenoot in vruchtgebruik of in den vorm van lijfrente wordt verkregen, binnen de grenzen van zijn wettelijk aandeel;

2° Tusschen broeders en zusters : 7.50 %;

3° Tusschen ooms of moeien en neven of niechten, en tusschen den aannemende en het aangenomen kind : 9 %;

4° Tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, en tusschen

nièces, et entre l'adoptant et les descendants de l'adopté : 10.50 %;

5° Entre frères et sœurs, oncles ou tantes et neveux ou nièces, grands-oncles ou grand-tantes et petits neveux ou petites nièces, pour ce qu'ils recueillent au delà de ce qui leur serait échu *ab intestat* : 15 %;

6° Entre tous autres parents ou personnes non parentes : 15 %.

ART. 45.

Le droit de mutation par décès est fixé ainsi qu'il suit :

1° En ligne directe et entre époux ayant des enfants ou descendants communs : 1.40 %;

2° Entre époux sans enfants ni descendants communs : 6 %;

3° Entre frères et sœurs : 7.50 %;

4° Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces, et entre l'adoptant et l'adopté, 9 %;

5° Entre grands-oncles ou grand-tantes et petits neveux ou petites nièces, et entre l'adoptant et les descendants de l'adopté : 10.50 %;

6° Entre tous autres parents ou personnes non parentes : 15 %;

ART. 46.

Le droit de succession et le droit de mutation par décès sont réduits à 10 % pour les legs faits aux provinces et aux communes avec affectation expresse à l'enseignement ou à des œuvres d'assistance, et pour les legs faits aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux monts-de-piété, aux commissions provinciales

den aannemende en de afstammelingen van het aangenomen kind : 10.50 %;

5° Tusschen broeders en zusters, ooms of moeien en neven of nichten, oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten, voor hetgeen zij meer verkrijgen dan hetgeen hun *ab intestat* zou ten deel gevallen zijn : 15 %;

6° Tusschen alle andere verwanten of niet verwante personen : 15 %.

ART. 45.

Het recht van overgang bij overlijden wordt bepaald als volgt :

1° In de rechte linie en tusschen echtgenooten welke gemeene kinderen of afstammelingen hebben : 1.40 %;

2° Tusschen echtgenooten zonder gemeene kinderen of afstammelingen : 6 %;

3° Tusschen broeders en zusters : 7.50 %;

4° Tusschen ooms en moeien en neven of nichten, en tusschen den aannemende en het aangenomen kind : 9 %;

5° Tusschen oudooms of oudmoeien en naneven of nanichten en tusschen den aannemende en de afstammelingen van het aangenomen kind : 10.50 %;

6° Tusschen alle andere verwanten of niet verwante personen : 15 %.

ART. 46.

Het recht van successie en het recht van overgang bij overlijden worden tot 10 % verminderd voor de aan de provinciën en aan de gemeenten gedane legaten met uitdrukkelijke bestemming tot het onderwijs of tot werken van onderstand en voor de legaten gedaan aan de godshuizen, aan de weldadig-

de bourses d'étude, aux universités jouissant de la personnification civile, aux séminaires, aux fabriques d'église, aux consistoires et aux synagogues.

ART. 47.

Les droits fixés par les trois articles qui précèdent sont réduits de moitié pour ce qui n'est recueilli ou acquis qu'en usufruit, hors le cas prévu au deuxième alinéa du n° 1 de l'article 44.

ART. 48.

Sont exempts du droit de succession et du droit de mutation par décès les legs faits à l'État.

ART. 49.

Les biens dont le défunt a disposé à titre gratuit dans les trois années précédant le décès sont considérés comme faisant partie de la succession, si la libéralité n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

ART. 50.

Dans le cas d'un contrat renfermant une stipulation au profit d'un tiers nommément désigné, les sommes ou valeurs que le tiers est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du stipulant sont considérées comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire, dans la succession du stipulant, si la stipulation n'a

heidshureelen, aan de bergen van barmhartigheid, aan de provinciale commissiën voor studiebeurzen, aan de hogescholen die de rechtspersoonlijkheid genieten, aan de seminariën, aan de kerkfabrieken, aan de consistoriën en aan de synagogen.

ART. 47.

De door de drie voorgaande artikelen bepaalde rechten worden tot de helft verminderd voor hetgeen enkel in vruchtgebruik wordt geërfd of verkregen, buiten het geval voorzien onder het tweede lid van n° 1 van artikel 44.

ART. 48.

De legaten aan den Staat gedaan, zijn vrij van het recht van successie en van het recht van overgang bij overlijden.

ART. 49.

De goederen waarover de afgestorvene ten kosteloozen titel beschikt heeft gedurende de drie jaren welke het overlijden voorafgaan, worden beschouwd als deel uitmakende van de erfenis, indien de milddadigheid niet onderworpen is geworden aan het registratierecht gevestigd voor de schenkingen.

ART. 50.

Ingeval van overeenkomst houdende een beding ten voordeele van eenen met name aangeduiden derde, worden de sommen of waarden, welke de derde geroepen is bij het overlijden van den beschikkende te kosteloozen titel te ontvangen, beschouwd als door den verkrijger ten titel van legaat geërfd in

pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

Le tiers est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire.

ART. 51.

Les obligations de sommes déguisant une libéralité sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux ne sont admissibles en déduction de l'actif imposable que si elles ont été assujetties au droit d'enregistrement établi pour les donations.

SECTION II.

Déclaration. — Délais; forme; affirmation. — Paiement des droits.

ART. 52.

La déclaration de succession, de mutation par décès ou de mutation en ligne directe est déposée dans les sept mois à compter du jour du décès, si celui-ci est survenu dans le royaume.

Le délai est porté à huit mois, si le décès est survenu dans un autre pays d'Europe, et à neuf mois, s'il est survenu hors d'Europe.

Ces délais peuvent être prolongés par le Roi à raison de circonstances exceptionnelles.

La déclaration déposée au cours du délai fixé par la loi ou prolongé par le Roi peut être rectifiée aussi longtemps que ce délai n'est pas expiré.

ART. 53.

Dans toute déclaration de succession comprenant des effets mobiliers, les

de nalatenschap van den beschikkende, indien het beding niet onderworpen is geworden aan het registratierecht gevestigd voor de schenkingen.

De derde wordt verondersteld te kosteloozen titel te ontvangen behoudens bewijs van het tegendeel.

ART. 51.

De schuldbekentenissen van sommen welke eene milddadigheid verbergen onder het voorkomen van eene overeenkomst te bezwarenden titel, worden slechts in mindering van het belastbaar actief toegelaten indien zij onderworpen zijn geworden aan het registratierecht gevestigd voor de schenkingen.

AFDEELING II.

Aangifte. — Termijnen; vorm; bevestiging. — Betaling der rechten.

ART. 52.

De aangifte van nalatenschap, van overgang bij overlijden of van overgang in de rechte linie wordt ingediend binnen de zeven maanden te rekenen van den dag van het overlijden af, indien dit in het rijk overkomen is.

De termijn wordt gebracht op acht maanden, wanneer het overlijden in een ander land van Europa is overkomen, en op negen maanden, wanneer het buiten Europa is overkomen.

Die termijnen mogen door den Koning worden verlengd op grond van buitengewone omstandigheden.

De aangifte ingediend in den loop van den termijn gesteld door de wet of verlengd door den Koning, kan verbeterd worden zoolang gemelde termijn niet verstreken is.

ART. 53.

In alle aangifte van nalatenschap die roerende voorwerpen bevat, zijn de aan-

déclarants sont tenus d'énoncer si ces effets étaient l'objet d'un contrat d'assurance en cours au jour du décès, et, dans l'affirmative, d'indiquer la date du contrat, le nom ou la raison sociale de l'assureur, le domicile de celui-ci ou le siège de la société.

Est réputée non avenue en ce qui concerne les dits effets, la déclaration qui ne contient pas ces mentions.

Toute fausse mention est punie d'une amende de 100 francs, qui est encourue individuellement et sans recours par chacun des déclarants.

Art. 54.

La sincérité et l'exactitude de la déclaration de succession est affirmée par chacun des déclarants, en personne, dans les termes suivants :

« Sur mon honneur et ma conscience, j'affirme qu'à ma connaissance, tous les biens sujets au droit de succession délaissés ou donnés par N... ont été exactement déclarés, que les évaluations ont été consciencieusement faites, que les dettes déclarées existent réellement à charge de la succession, et que tous les héritiers, légataires et donataires, ainsi que le degré de parenté entre eux et le défunt ont été exactement indiqués. Si je viens à constater que la déclaration déposée est incomplète ou inexacte, je m'engage à la rectifier immédiatement. »

Sont dispensés de cette affirmation, les représentants des administrations et des établissements publics.

gevers gehouden te vermelden of die zaken het onderwerp uitmaakten van een verzekeringcontract dat loopend was op den dag van het overlijden, en zoo ja, den datum van het contract, den naam of de firma van den verzekeraar, de woonplaats van laatstgemelden of den zetel van de vennootschap op te geven.

Met betrekking tot bedoelde voorwerpen wordt als niet gedaan zijnde beschouwd, de aangifte die deze vermeldingen niet behelst.

Alle valsche vermelding wordt gestraft met eene boete van 100 frank, die persoonlijk en zonder verhaal door elk der aangevers wordt beloopen.

Art. 54.

De oprechtheid en de nauwkeurigheid van de aangifte van nalatenschap wordt door ieder der aangevers, in persoon, in de volgende bewoordingen bevestigd :

« Op mijne eer en mijn geweten bevestig ik dat, voor zoover mij bekend is, al de aan het recht van successie onderworpen goederen, nagelaten of geschonken door N..., nauwkeurig aangegeven geworden zijn, dat de schattingen gewetensvol gedaan werden, dat de aangegeven schulden werkelijk ten laste der nalatenschap bestaan en dat al de erfgenamen, legatarissen en begiftigden, alsmede de graad van verwantschap tusschen hen en den overledene, nauwkeurig aangeduid geworden zijn. Indien ik bevind dat de ingediende aangifte onvolledig of onnauwkeurig is, verbind ik mij ze onmiddellijk te verbeteren. »

Worden ontslagen van deze bevestiging, de vertegenwoordigers van de openbare besturen en inrichtingen.

ART. 55.

L'affirmation est faite verbalement soit au bureau du droit de succession où la déclaration a été déposée, soit au bureau dans le ressort duquel le déclarant est domicilié.

Le receveur dresse acte de l'affirmation et le fait signer par le déclarant. Si celui-ci ne sait ou ne peut signer, il est fait mention, à la fin de l'acte, de ses déclarations à ce sujet.

L'acte est exempt du timbre et de l'enregistrement.

Le Ministre des Finances peut, dans des circonstances exceptionnelles, autoriser le déclarant à faire l'affirmation devant un autre fonctionnaire ou officier public.

ART. 56.

Les droits de succession, de mutation par décès ou de mutation en ligne directe, ainsi que les amendes éventuellement dues, sont payés dans les dix, onze ou douze mois à compter du jour du décès, selon que le décès est survenu dans le Royaume, dans un autre pays d'Europe ou hors d'Europe.

Si le droit n'est pas payé dans ce délai, l'intérêt légal, au taux fixé pour la matière civile, est exigible de plein droit à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

ART. 57.

L'époux survivant qui retient la totalité de la communauté en vertu d'une convention de mariage, selon les prévisions de l'article 7 de la loi du 17 décembre 1851, est soumis, de ce chef, en ce qui regarde la déclaration, l'affir-

ART. 55.

De bevestiging geschiedt mondeling hetzij ten kantore van het successierecht waar de aangifte is ingediend, hetzij ten kantore in welks gebied de aangever gehuisvest is.

De ontvanger maakt de akte van bevestiging op en doet ze door den aangever onderteekenen. Indien deze niet tekenen kan of niet bij machte is om het te doen, wordt, aan het slot der akte, melding gemaakt van zijne verklaringen daaromtrent.

De akte is vrij van het zegel en van de registratie.

De Minister van Financiën kan, in uitzonderlijke omstandigheden, den aangever toelating verleen en de bevestiging te doen voor een anderen ambtenaar of openbaren beambte.

ART. 56.

De rechten van successie, van overgang bij overlijden of van overgang in de rechte linie evenals de boeten die zouden kunnen beloopt worden, worden voldaan binnen de tien, elf of twaalf maanden te rekenen van den dag van het overlijden, naar gelang het overlijden overkomen is in het Rijk, in een ander land van Europa, of buiten Europa.

Wordt het recht binnen dien termijn niet betaald, dan is de wettige interest, op den voet bepaald voor de burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd te rekenen van den dag waarop de betaling had moeten gedaan worden.

ART. 57.

De overleden echtgenoot die de gemeenschap in haar geheel behoudt krachtens eene huwelijksvereenkomst, zooals voorzien bij artikel 7 der wet van 17 December 1851, is uit dien hoofde, ten aanzien van de aangifte, de

mation et le paiement des droits, aux mêmes obligations que celles incombant aux héritiers et aux légataires universels.

ART. 58.

A défaut de déclaration dans le délai prescrit, comme aussi à défaut d'affirmation dans ce délai, chacun des contrevenants encourt une amende de cinq francs par semaine de retard; toute semaine commencée est comptée comme complète.

Il est décerné une contrainte en paiement, outre la dite amende, d'une somme arbitrée d'office, sauf régularisation ultérieure.

ART. 59.

Les amendes édictées par les lois du 27 décembre 1817 et du 17 décembre 1851 pour le cas où la déclaration déposée est inexacte ou incomplète, sont portées au double si la contravention a été commise de mauvaise foi.

L'administration est autorisée à établir la mauvaise foi par tous moyens de droit commun.

Il ne peut, en ce cas, être fait aucune remise d'amende.

SECTION III.

Mesures de contrôle; obligations des tiers. — Pénalités. — Prescription. — Dispositions diverses.

ART. 60.

L'administration de la Trésorerie et de la Dette publique, les administrations des provinces, des communes, des établissements publics et des sociétés ne peuvent, après le décès d'un habitant du Royaume, titulaire d'une inscription

bevestiging en de betaling der rechten, onderworpen aan dezelfde verplichtingen als die welke op de erfgenamen en algemeene legatarissen rusten.

ART. 58.

Bij gebreke de aangifte binnen den bepaalden termijn te doen, alsmede bij gebreke van bevestiging binnen dien termijn, beloopt ieder der overtreders eene boete van 5 frank voor iedere week verwijl; iedere week die begonnen is, wordt voluit gerekend.

Een dwangbevel wordt uitgevaardigd tot betaling, onverminderd gemelde boete, eener som begroot van ambtswege, behoudens latere regeling.

ART. 59.

De boeten waarmede de wetten van 27 December 1817 en van 17 December 1851 bedreigen voor het geval dat de ingediende aangifte onjuist of onvolledig is, worden op het dubbel gebracht indien de overtreding te kwader trouw begaan is.

Het beheer is bevoegd de kwade trouw door alle middelen van gemeen recht te bewijzen.

In dit geval mag geen kwijschelding van boete verleend worden.

AFDEELING III.

Maatregelen van toezicht; verplichtingen van de derden. — Straffen. — Verjaring. — Verschillende bepalingen.

ART. 60.

Het beheer der Thesaurie en Openbare Schuld, de besturen van de provinciën, gemeenten, openbare inrichtingen en vennootschappen mogen, na het overlijden van eenen inwoner van het Rijk, titularis van eene inschrijving of van

ou d'un titre nominatif, en opérer le transfert, la mutation ou la conversion que sur la présentation d'un certificat de non-opposition délivré, sans frais, par le receveur du droit de succession dans le ressort duquel le défunt a eu son dernier domicile.

Art. 61.

Les administrations et les établissements publics, toutes associations, compagnies ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change et les officiers publics ou ministériels qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un héritier, légataire ou autre ayant droit par suite du décès d'un habitant du Royaume, ne peuvent en opérer la restitution, le paiement ou le transfert qu'après avoir remis au fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement désigné à cette fin, la liste certifiée sincère et véritable des dits titres, sommes ou valeurs.

S'il s'agit de choses confiées au détenteur dans un coffre fermé ou sous un pli cacheté, le coffre ou le pli ne peuvent être restitués aux ayants droit, après le décès du déposant, qu'après avoir été ouverts en présence du détenteur, afin de permettre à celui-ci de dresser la liste prescrite.

Si les choses détenues ou les sommes dues peuvent, d'après la convention, être restituées ou payées à un coïntéressé ou à un mandataire, le détenteur ou le débiteur sont tenus :

1^o Dès la formation de cette conven-

eenen titel op naam, de overdracht, den overgang of de ontzetting daarvan niet bewerkstelligen, dan op vertoon van een bewijs van niet verzet, kosteloos verstrekt door den ontvangervan het successierecht in wiens gebied de overledene zijne laatste woonplaats gehad heeft.

Art. 61.

De openbare besturen en inrichtingen, alle vereenigingen, maatschappijen of vennootschappen welke in België hunne hoofdinrichting, een hulphuis of eenigerlei zetel van verrichtingen hebben, de bankiers, de wisselagenten en de openbare of ministerieele beambten welke houders of schuldenaars zijn, uit welken hoofde ook, van titels, sommen of waarden toekomende aan eenen erfgenaam, legataris of anderen rechthebbende ten gevolge van het overlijden van eenen inwoner van het Rijk, mogen daarvan de teruggave, de betaling of de overdracht niet doen dan na aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het beheer der registratie de echt en waar verklaarde lijst van de gemelde titels, sommen of waarden te hebben overhandigd.

Betreft het voorwerpen aan den houder toevertrouwd in een gesloten koffer of onder verzegelden omslag, dan mogen, na het overlijden van den nederlegger, het koffer of de omslag aan de rechthebbenden niet worden wedergegeven dan na de opening in tegenwoordigheid van den houder, ten einde hem toe te laten de voorgeschreven lijst op te stellen.

Mogen de bewaarde voorwerpen of de verschuldigde sommen, volgens de overeenkomst, teruggegeven of betaald worden aan eenen medebelanghebbende of aan eenen lasthebber, dan zijn de houder of de schuldenaar verplicht :

1^o Van het oogenblik af waarop die

tion, d'en donner connaissance au fonctionnaire compétent ;

2^o De retenir une preuve écrite des restitutions ou paiements opérés en mains du coïntéressé ou du mandataire, et, le cas échéant, de la date de chaque restitution ou paiement ;

3^o De se refuser, dès qu'ils ont connaissance du décès, au paiement des sommes dues ou à la restitution des choses détenues, avant d'avoir remis au fonctionnaire compétent la liste des sommes, titres ou valeurs qui figuraient au compte du défunt au jour de son décès, et, le cas échéant, la liste des choses contenues dans le coffre ou sous le pli détenus.

Si le coïntéressé ou le mandataire ont opéré un retrait ou reçu un paiement postérieurement au décès, ils sont tenus, dès qu'ils ont connaissance de ce décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des sommes, titres ou valeurs qui figuraient au compte du défunt au jour de son décès et, le cas échéant, des choses contenues dans le coffre ou sous le pli détenus.

ART. 62.

Si un coffre-fort était tenu en location par un habitant du Royaume chez une personne ou dans une société se livrant habituellement à la location de coffres-forts, le coffre ne peut être ouvert, après le décès du locataire, qu'en présence du loueur ; celui-ci est tenu de remettre au

overeenkomst wordt getroffen, den bevoegden ambtenaar daarvan kennis te geven ;

2^o Een schriftelijk bewijs te bewaren der teruggaven of betalingen gedaan in handen van den medebelanghebbende of van den lasthebber en, desgevaltende, van den datum van elke teruggave of betaling ;

3^o Van het oogenblik af waarop het overlijden hun bekend is, de betaling der verschuldigde sommen of de teruggave der bewaarde voorwerpen te weigeren, vooraleer zij aan den bevoegden ambtenaar de lijst hebben afgegeven der sommen, titels of waarden die voorkwamen op de rekening van den overledene op den dag van zijn overlijden en, bij voorkomend geval, de lijst der voorwerpen vervat in het bewaarde koffer of onder den bewaarden omslag.

Indien de medebelanghebbende of de lasthebber, na het overlijden, eene terugneming gedaan of eene betaling ontvangen hebben, zijn zij verplicht, zoodra zij kennis hebben van dit overlijden, aan den bevoegden ambtenaar eene volgens het eerste lid van dit artikel opgemaakte lijst te overhandigen der sommen, titels of waarden die voorkwamen op de rekening van den overledene op den dag van zijn overlijden en, bij voorkomend geval, der voorwerpen vervat in het bewaarde koffer of onder den bewaarden omslag.

ART. 62.

Indien eene brandkist in huur gehouden werd door eenen inwoner van het Rijk bij eenen persoon of in eene vennootschap die gewoonlijk brandkisten verhuren, mag de kist niet geopend worden, na het overlijden van den huurder, dan in tegenwoordigheid van

fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement désigné à cette fin, avant la prise de possession par les ayants-droit, la liste certifiée sincère et véritable des objets, sommes, titres ou valeurs renfermés dans le coffre.

Si, d'après la convention, le coffre-fort peut être ouvert par un coïntéressé, par un mandataire et, plus généralement, par toute personne autre que le défunt, le loueur est tenu :

1^o Dès la formation de cette convention, d'en donner connaissance au fonctionnaire compétent ;

2^o De retenir une preuve écrite du fait et de la date de l'ouverture du coffre par toute personne autre que le défunt ;

3^o De se refuser, dès qu'il a connaissance du décès, à l'enlèvement des choses contenues dans le coffre avant d'en avoir remis la liste au fonctionnaire compétent.

Si le coïntéressé ou le mandataire ont retiré, postérieurement au décès, des choses contenues dans le coffre, ils sont tenus, dès qu'ils ont connaissance du décès, de remettre au fonctionnaire compétent une liste, dressée conformément au premier alinéa du présent article, des choses contenues dans le coffre au jour du décès.

ART. 63.

Les certificats et listes visés aux trois articles qui précèdent sont exempts du timbre et de l'enregistrement.

den verhuurder; deze is gehouden aan den daartoe aangewezen ambtenaar van het beheer der registratie, vóór de inbezitneming door de rechthebbenden, eene echt en waar verklaarde lijst ter hand te stellen der in de kist geborgen voorwerpen, sommen, titels of waarden.

Indien, volgens de overeenkomst, de brandkist door eenen medebelanghebbende, eenen lasthebber en, in 't algemeen, door eenig anderen persoon dan den overledene mag geopend worden, is de verhuurder verplicht :

1^o Van het oogenblik af waarop die overeenkomst getroffen wordt den bevoegden ambtenaar daarvan kennis te geven ;

2^o Een schriftelijk bewijs te bewaren van het feit en van den datum der opening van de kist door eenig anderen persoon dan den overledene ;

3^o Zoodra hij kennis heeft van het overlijden, het wegnemen te weigeren der voorwerpen in de kist geborgen, vooraleer den bevoegden ambtenaar de lijst daarvan ter hand te hebben gesteld.

Indien de medebelanghebbende of de lasthebber, na het overlijden, voorwerpen uit de kist hebben weggenomen, zijn zij verplicht van het oogenblik af waarop het overlijden hun bekend is, den bevoegden ambtenaar eene overeenkomstig het eerste lid van dit artikel opgestelde lijst te overhandigen, van de op den dag van het overlijden in de kist geborgen voorwerpen.

ART. 63.

De bewijzgn en lijsten waarvan sprake in de drie voorgaande artikelen zijn vrij van het zegel en de registratie.

ART. 64.

Toute contravention aux dispositions des articles 60, 61 et 62 est punie d'une amende de 500 à 5,000 francs. L'administration est autorisée à établir la contravention par tous moyens de droit commun, à l'exception du serment décisoire.

Les contrevenants sont solidairement tenus, le cas échéant, avec les héritiers ou légataires, au paiement des droits, intérêts et amendes.

ART. 65.

La demande de droit de succession, en principal et intérêts, ainsi que des amendes pour défaut de déclaration, pour déclaration inexacte ou incomplète et pour contravention aux articles 60, 61 et 62, se prescrit par vingt ans.

Restent toutefois soumises à la prescription actuelle, la demande pour défaut de déclaration de biens immeubles et de rentes ou créances inscrites dans les registres ou comptes désignés à l'article 18 de la loi du 17 décembre 1851, et la demande pour insuffisance d'évaluation susceptible d'être établie par expertise.

ART. 66.

Les assureurs belges et les représentants en Belgique des assureurs étrangers sont tenus de communiquer, sans déplacement, aux fonctionnaires de l'enregistrement agissant en vertu d'une autorisation spéciale du Ministre des Finances, leurs répertoires, registres, livres, polices, contrats et tous autres documents.

Tout refus de communication est

ART. 64.

Alle overtreding der bepalingen van de artikelen 60, 61 en 62 wordt gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank. Het beheer is gemachtigd de overtreding vast te stellen door alle middelen van gemeen recht, de beslissende eed uitgezonderd.

De overtreders zijn hoofdelijk gehouden, bij voorkomend geval, met de erfgenamen of legatarissen tot het betalen van de rechten, interesten en boeten.

ART. 65.

De vordering van het recht van successie, in hoofdsom en interesten, alsmede van de boeten wegens gemis van aangifte, wegens onnauwkeurige of onvolledige aangifte en wegens overtreding der artikelen 60, 61 en 62, verjaart met twintig jaren.

Blijven nochtans aan de thans bestaande verjaring onderworpen, de vordering wegens gemis van aangifte van onroerende goederen en van renten of schuldvorderingen ingeschreven in de registers of rekeningen aangeduid onder artikel 18 der wet van 17 December 1851, en de vordering wegens ontoereikendheid van waardebepaling welke door schatting kan vastgesteld worden.

ART. 66.

De Belgische verzekeraars en de vertegenwoordigers in België der vreemde verzekeraars zijn gehouden, aan de ambtenaren der registratie handelende in uitvoering van eene bijzondere machtiging van den Minister van Financien, hunne repertoria, registers, boeken, polissen, contracten en alle andere bescheiden zonder verplaatsing, ter kennisneming mede te deelen.

Alle weigering van mededeeling

constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 500 à 5,000 francs.

wordt bij proces-verbaal vastgesteld en gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

CHAPITRE VI.

HOOFDSTUK VI.

Dispositions transitoires.

Overgangsbepalingen.

Art. 67.

Art. 67.

Dans les six mois à compter du jour où la présente loi sera obligatoire, seront admis à l'enregistrement au droit gradué établi par les articles 7 et 8, les actes sous seing privé ou passés en pays étranger d'une date antérieure, portant bail, sous-bail, subrogation, cession et rétrocession de bail de biens immeubles situés en Belgique.

Binnen de zes maanden te rekenen van den dag waarop deze wet zal verplichtend wezen, worden, tegen het trapsgewijze bepaald recht gevestigd bij de artikelen 7 en 8, tot de registratie toegelaten de onderhandsche of in den vreemde verleden akten van vroegere dagteekening, houdende verhuring, onderverhuring, indeplaatsstelling, afstand en wederafstand van huur van in België liggende onroerende goederen.

Pendant le même délai, ceux de ces actes qui auraient été faits en contravention à la loi sur le timbre, seront admis au timbrage à l'extraordinaire ou au visa pour timbre sans amende.

Gedurende denzelfden termijn, worden die akten welke in overtreding van de wet op het zegel zouden opgemaakt zijn, zonder boete toegelaten tot de buitengewone stempeling of tot het visa voor zegel.

Art. 68.

Art. 68.

Dans les six mois à compter du jour où la présente loi sera obligatoire, tous les écrits visés aux articles 32 et 34, qui auraient été faits à une date antérieure en contravention à la loi sur le timbre, seront admis au timbrage à l'extraordinaire ou au visa pour timbre, sans amende, au taux fixé par la présente loi, s'il est inférieur au taux de la loi ancienne.

Binnen de zes maanden te rekenen van den dag waarop deze wet uitvoerbaar zal zijn, worden al de geschriften bedoeld onder artikelen 32 en 34 en die op een vroegeren datum, in overtreding van de wet op het zegelrecht, zouden opgemaakt geworden zijn, zonder boete toegelaten tot het buitengewoon stempelen of tot het visa voor zegel, tegen het bedrag bepaald bij deze wet, indien het minder is dan het bedrag der oude wet.

A l'expiration de ce délai, les écrits faits en contravention à la loi seront soumis à toutes les dispositions en vigueur.

Na het verstrijken van dien termijn, zullen de geschriften opgemaakt in overtreding van de wet, aan al de van kracht zijnde bepalingen onderworpen worden.

ART. 69.

Les personnes visées à l'article 35, qui, à l'époque de la mise en vigueur de la présente loi, détiennent des titres étrangers non timbrés, sont admises, pendant le délai fixé à l'article précédent, à les faire timbrer, sans amende, au taux de la loi ancienne.

ART. 70.

Il est accordé aux débiteurs, détenteurs et loueurs de coffres-forts, désignés aux articles 61 et 62, un délai de trois mois à partir du jour où la présente loi sera obligatoire, pour donner connaissance au fonctionnaire compétent de l'administration de l'enregistrement des conventions antérieurement faites rentrant dans les prévisions du troisième alinéa, 1°, de l'article 61 et du deuxième alinéa, 1°, de l'article 62.

ART. 71.

La première remise au bureau compétent des extraits visés à l'article 18 ci-avant aura lieu dans les dix premiers jours du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi sera obligatoire.

Préalablement à cette remise, les professionnels feront parvenir au fonctionnaire compétent la déclaration prévue à l'article 17.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 1913.

ART. 69.

De personen aangeduid onder artikel 35 en die, ten tijde der inwerking-treding dezer wet, vreemde ongezegelde titels bezitten, worden, gedurende den termijn onder het vorig artikel vast-gesteld, toegelaten om ze, zonder boete, te laten zegelen tegen het bedrag der oude wet.

ART. 70.

Aan de verkoopers, bezitters en verhuurders van brandkisten, aangewezen onder de artikelen 61 en 62, wordt, te rekenen van den dag waarop deze wet zal verplichtend zijn, eenen termijn van drie maanden verleend om aan den bevoegden ambtenaar van het beheer der registratie kennis te geven der vroeger gesloten overeenkomsten vallende binnen de voorzieningen van het derde lid, 1°, van artikel 61 en van het tweede lid, 1°, van artikel 62.

ART. 71.

De eerste afgifte ten bevoegde kantore van de uittreksels bedoeld bij artikel 18 hiervoren zal geschieden binnen de tien eerste dagen der maand volgende op degene in den loop waarvan deze wet zal verplichtend zijn.

Alvorens deze afgifte te doen, zullen de beroepslieden den bevoegden ambtenaar de aangifte voorzien onder artikel 17 doen geworden.

Gegeven te Brussel, den 31^e Mei 1913.

ALBERT.

PAR LE ROI

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.